

**Projet de consultation
en vue du choix d'un système
d'imposition des couples mariés**

Décembre 2006

Condensé

Ces dernières années, l'évolution démographique et le développement socio-économique ont profondément modifié les structures familiales (voir ch. 1.1.2). Il convient donc de se demander si le droit fiscal doit maintenant tenir compte de ces changements. Le choix par le Parlement d'un système d'imposition répondra à cette question.

Le choix d'un système d'imposition doit également indiquer la manière d'arriver à une répartition des charges la plus équilibrée possible entre les différentes catégories de contribuables. Les mesures immédiates en matière d'imposition des couples mariés adoptées par le Parlement ont nettement atténué la discrimination entre les couples mariés et les concubins, mais n'ont pas conduit à une répartition optimale des charges.

Il ne sera cependant pas possible de parvenir, à court terme, à une solution définitive, compte tenu des opinions divergentes exprimées dans les interventions parlementaires.

Le Conseil fédéral a donc opté pour une approche échelonnée. La première étape consistera à élaborer un message avec un arrêté fédéral permettant au Parlement de prendre une décision de principe, en optant soit pour le maintien de l'imposition commune, soit pour l'introduction de l'imposition séparée.

Le présent projet vise à indiquer, d'une part, les effets de l'introduction d'un splitting dans le système de la taxation commune, et d'autre part, les effets du passage à l'imposition individuelle. Une fois la décision prise par le Parlement, le Conseil fédéral pourra élaborer un projet de loi concret.

Le présent projet propose quatre modèles. Les feuilles d'information figurant aux annexes 5 à 9 permettent de s'en faire à chaque fois une idée rapide:

1. Imposition individuelle modifiée

Dans ce système, les revenus tirés d'une activité indépendante ou salariée, les revenus acquis en compensation ainsi que la fortune commerciale sont imputés au conjoint qui réalise le revenu correspondant ou détient cette fortune commerciale. En revanche les autres biens patrimoniaux, les revenus qui en découlent ainsi que les dettes privées sont obligatoirement attribués pour moitié à chaque conjoint, sans égard au régime matrimonial. Plusieurs déductions ont été introduites (déduction pour couple à un seul revenu, déduction pour personnes seules tenant ménage ou pour familles monoparentales) afin d'équilibrer au mieux les charges fiscales (voir aussi l'annexe 6).

2. Taxation commune avec splitting

En cas de splitting intégral, le revenu commun est imposé au taux applicable à la moitié de ce revenu. Dans ce modèle également, plusieurs déductions ont été introduites (déduction pour personnes seules tenant ménage ou pour familles

monoparentales) afin d'instaurer les charges fiscales les plus équilibrées possibles (voir aussi l'annexe 7).

3. Droit d'option pour les couples mariés, avec principe du splitting partiel

Dans le système de splitting partiel avec droit d'option, les couples mariés ont le choix entre deux variantes d'imposition; un splitting partiel avec un diviseur de 1,7 (comme principe) et une imposition individuelle pure. Toutes les personnes non-mariées ou séparées sont imposées individuellement. Une déduction est prévue pour les personnes seules tenant ménage et pour les familles monoparentales (voir aussi l'annexe 8).

4. Nouveau barème double

Le nouveau barème double maintient le principe de l'imposition commune, mais comporte deux barèmes différents. L'évolution du barème a été revue. En outre, une déduction pour couple marié est prévue, ainsi qu'une déduction pour couple à deux revenus de 40 % du deuxième salaire, avec un plafond fixé à 30 000 francs. Dans le cadre de la déduction pour couple à deux revenus, les revenus acquis sous forme de rente sont désormais assimilés aux revenus de l'activité lucrative (voir aussi l'annexe 9).

Tous les modèles ont été calculés de sorte qu'ils entraînent une diminution des recettes de l'ordre de 900 millions de francs (par rapport au produit escompté de l'impôt fédéral direct sur les personnes physiques pour l'année fiscale 2008). La limitation de cette diminution des recettes implique toutefois un surcroît de charges pour certains contribuables, en fonction du niveau de revenu, de l'état civil ou de la répartition des revenus.

Ces modèles ont également été calculés de sorte qu'ils n'entraînent pas de surcroûts de charges. Il est ainsi apparu que les trois premiers modèles entraînaient des diminutions de recettes très élevées, de l'ordre de 3 milliards de francs (toujours en référence à l'année fiscale 2008). Seul le double barème aboutit à des diminutions de recettes moindres, de l'ordre de 2,6 milliards de francs.

Les calculs effectués pour chaque modèle montrent l'impossibilité d'instaurer dans tous les cas des charges fiscales équilibrées à tout point de vue. Le choix du système d'imposition dépendra donc en premier lieu de la priorité accordée soit à l'institution du mariage au sens d'une entité économique, soit à l'imposition distincte de tout contribuable.

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| 1 Grandes lignes du projet | 7 |
| 1.1 Situation initiale | 7 |
| 1.1.1 Objectifs | 7 |
| 1.1.2 Evolution démographique et socio-économique | 8 |
| 1.1.3 Imposition du couple selon le droit en vigueur | 10 |
| 1.1.3.1 LIFD | 10 |
| 1.1.3.2 Droit en vigueur dans les cantons | 12 |
| 2 Choix d'un système | 12 |
| 2.1 Généralités | 12 |
| 2.2 Grandes orientations des quatre modèles examinés | 14 |
| 3 Modèles de base | 16 |
| 3.1 Imposition individuelle | 16 |
| 3.1.1 Modèles déjà examinés | 16 |
| 3.1.1.1 Imposition individuelle pure | 16 |
| 3.1.1.2 Modèles du groupe de travail Imposition individuelle | 16 |
| 3.1.2 Modèle de base: Imposition individuelle modifiée avec répartition forfaitaire partielle | 18 |
| 3.1.2.1 Généralités | 18 |
| 3.1.2.2 Répartition des revenus et de la fortune des époux | 18 |
| 3.1.2.3 Imposition des enfants | 19 |
| 3.1.2.4 Réglementation concernant la gestion de fortune | 19 |
| 3.1.2.5 Déductions pour enfants | 19 |
| 3.1.2.6 Autorisation de transférer les déductions | 20 |
| 3.1.2.7 Déduction pour un revenu | 21 |
| 3.1.2.8 Déduction pour ménage | 22 |
| 3.1.2.9 Déduction pour famille monoparentale | 23 |
| 3.1.2.10 Barème | 23 |
| 3.1.2.11 Position des époux dans la procédure fiscale | 23 |
| 3.1.2.12 Responsabilité des époux | 24 |
| 3.1.3 Relations entre les charges fiscales | 24 |
| 3.1.4 Conséquences financières | 26 |
| 3.1.4.1 Conséquences financières pour la Confédération | 26 |
| 3.1.4.2 Conséquences financières pour les cantons | 26 |
| 3.1.5 Conséquences pour les contribuables | 27 |
| 3.1.6 Conséquences pour l'administration | 27 |
| 3.1.7 Rapports avec le droit international | 28 |
| 3.1.8 Constitutionnalité | 29 |
| 3.1.9 Entrée en vigueur | 30 |
| 3.2 Taxation commune avec splitting | 30 |
| 3.2.1 Splitting selon le train de mesures fiscales 2001 | 30 |

| | | |
|---------|---|----|
| 3.2.2 | Splitting dans les cantons | 31 |
| 3.2.3 | Modèle de base: splitting intégral | 31 |
| 3.2.3.1 | Généralités | 31 |
| 3.2.3.2 | Principe de la taxation commune des couples mariés | 31 |
| 3.2.3.3 | Imposition des enfants | 32 |
| 3.2.3.4 | Déductions pour enfants | 32 |
| 3.2.3.5 | Déduction pour ménage | 32 |
| 3.2.3.6 | Déduction pour famille monoparentale | 33 |
| 3.2.3.7 | Barème | 33 |
| 3.2.3.8 | Position des conjoints dans la procédure fiscale | 33 |
| 3.2.3.9 | Responsabilité des conjoints | 33 |
| 3.2.4 | Relations entre les charges fiscales | 34 |
| 3.2.5 | Conséquences financières | 35 |
| 3.2.5.1 | Conséquences financières pour la Confédération | 35 |
| 3.2.5.2 | Conséquences financières pour les cantons | 35 |
| 3.2.6 | Conséquences pour les contribuables | 36 |
| 3.2.7 | Conséquences pour l'administration | 36 |
| 3.2.8 | Relation avec le droit international | 36 |
| 3.2.9 | Constitutionnalité | 37 |
| 3.2.10 | Entrée en vigueur | 37 |
| 3.3 | Imposition des époux avec droit d'option | 38 |
| 3.3.1 | Modèle du groupe de travail «Imposition individuelle» | 38 |
| 3.3.2 | Modèle de base: splitting partiel (diviseur 1,7) avec droit d'option pour les couples | 38 |
| 3.3.2.1 | Principe | 38 |
| 3.3.2.2 | Exercice du droit d'option | 39 |
| 3.3.2.3 | Splitting partiel avec diviseur de 1,7 | 39 |
| 3.3.2.4 | Option de l'imposition individuelle | 39 |
| 3.3.3 | Relations entre charges fiscales | 42 |
| 3.3.4 | Conséquences financières | 43 |
| 3.3.4.1 | Conséquences financières pour la Confédération | 43 |
| 3.3.4.2 | Conséquences financières pour les cantons | 43 |
| 3.3.5 | Conséquences pour les contribuables | 43 |
| 3.3.6 | Conséquences pour l'administration | 44 |
| 3.3.7 | Relation avec le droit international | 45 |
| 3.3.8 | Constitutionnalité | 45 |
| 3.3.9 | Entrée en vigueur | 46 |
| 3.4 | Taxation commune avec double barème | 46 |
| 3.4.1 | Double barème dans la LIFD | 46 |
| 3.4.2 | Double barème dans les cantons | 47 |
| 3.4.3 | Modèle de base: nouveau double barème | 48 |
| 3.4.3.1 | Généralités | 48 |
| 3.4.3.2 | Barème | 48 |
| 3.4.3.3 | Déduction pour double revenu | 48 |

| | | |
|----------|--|-----------|
| 3.4.3.4 | Déduction pour personnes mariées | 49 |
| 3.4.4 | Relations entre charges fiscales | 49 |
| 3.4.5 | Conséquences financières | 50 |
| 3.4.5.1 | Conséquences financières pour la Confédération | 50 |
| 3.4.5.2 | Conséquences financières pour les cantons | 50 |
| 3.4.6 | Conséquences pour les contribuables | 51 |
| 3.4.7 | Conséquences pour l'administration | 51 |
| 3.4.8 | Relation avec le droit international | 51 |
| 3.4.9 | Constitutionnalité | 51 |
| 3.4.10 | Entrée en vigueur | 52 |
| 3.5 | Conséquences économiques | 52 |
| 3.5.1 | Conséquences fondamentales d'une imposition individuelle pure et d'un splitting intégral | 52 |
| 3.5.1.1 | Efficacité de l'allocation des ressources | 52 |
| 3.5.1.2 | Conséquences sur la participation au marché du travail et sur le PIB | 53 |
| 3.5.1.3 | Objectifs de la politique familiale | 54 |
| 3.5.2 | Conséquences des mesures de correction | 54 |
| 3.5.3 | Conséquences d'un splitting partiel avec droit d'option | 55 |
| 3.5.4 | Conséquences d'un nouveau double barème | 55 |
| 4 | Modèles «sans charges supplémentaires» | 56 |
| 4.1 | Introduction | 56 |
| 4.2 | Conséquences financières | 56 |

1 Grandes lignes du projet

1.1 Situation initiale

1.1.1 Objectifs

Depuis l'échec du train de mesures fiscales 2001, les Chambres fédérales ont adopté une série d'interventions parlementaires préconisant, les unes, l'introduction d'un système de splitting analogue à celui du train de mesures fiscales 2001¹, les autres, le passage à l'imposition individuelle². En outre, deux motions demandent au Conseil fédéral de prendre rapidement, dans le cadre du système actuel d'imposition des personnes physiques, des mesures conformes à la jurisprudence du Tribunal fédéral sur l'égalité de traitement entre les couples mariés et les concubins³.

Il ne sera cependant pas possible de parvenir, à court terme, à une solution définitive, compte tenu des opinions divergentes exprimées dans les interventions parlementaires. Le Conseil fédéral a donc opté pour une approche échelonnée. La première étape a pour objectif d'atténuer la discrimination affectant les couples mariés à deux revenus par rapport aux concubins qui sont dans la même situation financière au regard de l'impôt fédéral direct, à l'aide de mesures immédiates ciblées, aisément et rapidement applicables. Le 17 mai 2006, le Conseil fédéral a approuvé le message à l'intention des Chambres fédérales et le projet législatif concernant les mesures immédiates applicables à l'imposition des couples mariés. Ces mesures permettent de supprimer la discrimination fiscale pour près de 160 000 couples mariés à deux revenus sur 240 000 couples concernés (66 %). Pour quelque 80 000 couples mariés à deux revenus, la charge fiscale discriminatoire ne sera réduite qu'en partie.

Le 6 octobre 2006, le Conseil des Etats et le Conseil national ont adopté le projet du Conseil fédéral à l'unanimité, sans y apporter de modification.

Les mesures immédiates votées ne permettent toutefois pas d'instaurer, pour tous les couples mariés, une imposition conforme à la Constitution. D'où la nécessité, dans un deuxième temps, de procéder à une refonte complète de l'imposition du couple et de la famille pour parvenir à une imposition des couples mariés conforme à la Constitution et, le cas échéant, à des allègements au profit des familles.

Dans l'optique de cette révision complète de la législation, le Conseil fédéral a chargé le Département fédéral des finances de lui soumettre un arrêté fédéral permettant au Parlement de prendre une décision de principe, en optant soit pour le maintien de l'imposition commune, soit pour l'imposition séparée.

Le présent projet vise donc à montrer, d'une part, les effets de l'introduction d'un splitting dans le système de taxation commune, et d'autre part, les effets du passage à l'imposition individuelle. En outre, il s'agit d'examiner un modèle mixte, soit l'octroi aux couples mariés d'un droit d'option entre les deux systèmes d'imposition.

¹ Voir la motion Donzé (04.3263) et la motion du groupe PDC (04.3380).

² Voir les motions du groupe PRD (04.3276 et 05.3299) et l'initiative du canton de Zurich «Passage à l'imposition individuelle» (06.302).

³ Voir les motions de la CER-E (05.3464) et du groupe PRD (05.3299).

Il serait également envisageable de maintenir le double barème en vigueur aujourd'hui dans l'impôt fédéral direct, en y apportant toutefois des corrections.

Une fois la décision prise par le Parlement, le Conseil fédéral pourra entreprendre la refonte complète de l'imposition du couple et de la famille, et élaborer un projet de loi concret.

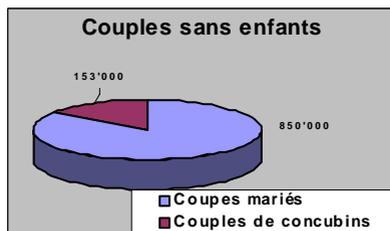
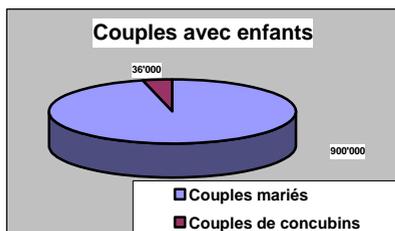
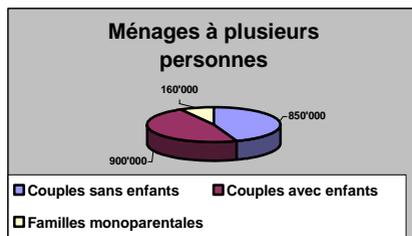
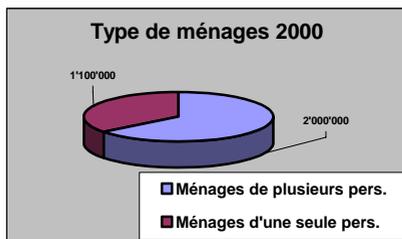
1.1.2 Evolution démographique et socio-économique

Au cours des deux dernières décennies, les pays européens ont vu la structure familiale se modifier considérablement d'un point de vue démographique et socio-économique, même si l'on note un ralentissement de cette évolution au cours des dix dernières années. Le recensement effectué, en Suisse, en 2000 le montre très clairement: le nombre des ménages constitués par des familles diminue, tandis que celui des ménages d'une seule personne connaît une progression rapide (14,2 % de la population en 1960; 36,0 % en 2000).

Chez les *couples sans enfant*, le mariage est resté la forme de vie en commun la plus courante (82,05 %). Toutefois, une partie toujours plus importante des couples (17,95 %) choisissent, du moins provisoirement, de vivre en concubinage. Ainsi, le concubinage a fini par remplacer le mariage en tant que *première* forme de vie en commun (par ex. avant le mariage ou le remariage). Toutefois, l'augmentation des couples vivant en concubinage qui s'était accentuée depuis 1990 s'est considérablement ralentie par rapport aux dix premières années (de 151 %, elle est passée à 28,6 %).

Pour ce qui est des *familles avec enfants*, le mariage est aussi la forme la plus répandue de vie commune (81,36 %). Dans cette catégorie de ménages, le concubinage ne représente que 3,42 % des familles; en revanche, les familles monoparentales représentent une part non négligeable puisqu'elles constituent 15,22 % de ces ménages. Le nombre de familles monoparentales a d'ailleurs augmenté de 11,2 % selon le dernier recensement.

Les graphiques ci-dessous se réfèrent aux types de ménages en 2000



En résumé, on assiste à une multiplication (même si elle tend à se ralentir) des formes de vie commune et donc à un renforcement des individualismes. En ce qui concerne les ménages avec enfants, ils sont encore constitués en grande majorité par des couples mariés, suivis par les familles monoparentales et, enfin, par les concubins ayant des enfants. Les familles sans enfant sont, quant à elles, constituées en majorité par des couples mariés; viennent ensuite les concubins, dont la proportion a fortement augmenté au cours des 20 dernières années. Toutefois, si cette augmentation était très importante au cours des dix premières années, elle s'est beaucoup ralentie entre 1990 et 2000.

Sur le plan socio-économique, les familles ont subi plusieurs mutations importantes:

En effet, si près de 54 % des familles correspondaient encore à l'organisation traditionnelle en 1990 (des enfants mineurs, un père exerçant une activité lucrative à plein temps et une mère s'occupant du ménage et de l'éducation des enfants), elles n'étaient plus que 48,5 % à correspondre à cette image en 2000.

Chez les femmes âgées de 25 à 45 ans et sans enfant, le taux d'activité a peu augmenté, passant de 88,1 % en 1990 à 90,8 % en 2000. En revanche, chez les femmes du même âge avec au moins un enfant âgé de 0 à 6 ans, la hausse est très marquée (de 39,6 % à 62,2 %). Le taux d'activité augmente encore (70,8 % à 83,3 %) lorsque le plus jeune enfant a entre 15 et 20 ans.

Le rôle de mère, d'éducatrice et de femme au foyer qui était autrefois imparti aux femmes les poussait souvent à abandonner, provisoirement ou définitivement, leur activité professionnelle. Par conséquent, la proportion des femmes dans la population active restait bien inférieure à celle des hommes. Le recensement effectué en 1970 a cependant montré que la participation des femmes de 25 à 45 ans à la vie active n'était plus aussi marquée par les obligations familiales. De plus, le recensement montre que le taux d'activité des femmes augmente de manière continue et tend à rattraper celui des hommes. En 2000, 65 % des couples – qu'ils soient mariés ou qu'ils vivent en concubinage – touchaient deux revenus contre 35 % qui n'en touchaient qu'un seul.

Les raisons de cette évolution sont simples: aujourd'hui, les couples (qu'ils aient des enfants ou pas) ont de plus en plus besoin d'avoir un double revenu, notamment en raison de l'augmentation des besoins de la société. Cette évolution a immanquablement conduit à une plus grande indépendance financière des deux partenaires. Ce processus est d'ailleurs renforcé par les dernières mesures prises en faveur de l'égalité des sexes. Même si la répartition traditionnelle des rôles entre l'homme et la femme reste profondément enracinée dans notre société, les formes consensuelles de l'aménagement de la vie sont de plus en plus répandues.

1.1.3 Imposition du couple selon le droit en vigueur

1.1.3.1 LIFD

Principe

L'art. 9 LIFD, sur lequel reposent les principes de l'imposition des couples mariés et de la famille, prévoit expressément l'application de l'imposition commune. La famille est considérée comme une communauté économique et forme une unité du point de vue fiscal. Les revenus des époux vivant en ménage commun sont additionnés sans égard au régime matrimonial. Les revenus des enfants mineurs qui ne proviennent pas d'une activité lucrative sont également ajoutés au revenu du couple.

En revanche, les concubins sont toujours imposés individuellement. Leurs revenus ne sont pas additionnés, ce qui entraîne, au niveau du barème, des différences considérables de charge fiscale entre les couples mariés et les concubins. Ces différences ont été nettement atténuées par les mesures immédiates en matière d'imposition du couple que les Chambres fédérales ont adoptée le 6 octobre 2006.

Déduction pour couple marié à deux revenus⁴

Conformément au droit applicable dans le cadre de l'impôt fédéral direct, les couples mariés à deux revenus ont droit à une déduction fixe de 7600 francs au maximum à effectuer sur le revenu le moins élevé des époux, à condition que ces derniers fassent ménage commun (art. 212, al. 2, LIFD). La déduction est égale au montant du revenu le plus bas si ce montant est inférieur à celui de la déduction. Une déduction analogue est accordée lorsque l'un des conjoints fournit un travail important pour seconder l'autre dans sa profession, son commerce ou son entreprise.

La déduction n'est accordée que si les conjoints ont un revenu provenant d'une activité lucrative ou d'allocations assimilées au produit du travail. En revanche, les autres revenus tels les rentes de l'assurance vieillesse, survivants et invalidité (1^{er} pilier), les rentes de la prévoyance professionnelle (2^e pilier) et les revenus de la fortune ne sont pas assimilés au produit du travail.

Barème pour époux vivant en ménage commun

L'art. 214, al. 2, LIFD prévoit un barème moins élevé pour les époux vivant en ménage commun afin d'alléger leur charge fiscale par rapport aux personnes seules et pour tenir compte de la différence de capacité contributive entre les époux et les personnes seules ayant le même revenu. Le barème s'applique également aux contribuables veufs, séparés en fait et en droit, divorcés et aux célibataires qui vivent en ménage commun avec des enfants ou des personnes à charge, pour autant qu'ils assument la majeure partie de l'entretien de ces enfants ou de ces personnes⁶.

LHID

Sur le plan de l'imposition du couple et de la famille, la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID; RS 642.14) suit la LIFD. Son art. 3, al. 3 fixe ainsi le principe de l'imposition des couples et des familles, selon lequel le revenu et la fortune des époux qui vivent en ménage commun s'additionnent, quel que soit le régime matrimonial.

4 Les mesures immédiates applicables à l'imposition du couple marié prévoient une déduction allant jusqu'à 50 % du revenu le moins élevé des époux, mais au maximum de 12 500 francs. La déduction actuelle pour couple à deux revenus de 7600 francs est maintenue en tant que déduction minimum. Le surcroît de charge fiscale supporté par ces couples à deux revenus est ainsi atténué, sans disparaître complètement. Une mesure supplémentaire est introduite avec la déduction pour couple marié de 2500 francs par couple: elle aussi permet de réduire le surcroît de charge fiscale, au demeurant contraire à la Constitution, que supportent les couples à deux revenus. Tous les couples (retraités, couples à un seul revenu et couples dont les revenus proviennent d'une autre source que d'une activité lucrative) peuvent cependant demander à bénéficier de cette déduction sociale sur la base de calcul.

5 Voir la circulaire n° 13 de l'Administration fédérale des contributions du 28 juillet 1994 «Déduction sur le produit du travail du conjoint».

6 Cf ch. 3.4.1

1.1.3.2 Droit en vigueur dans les cantons

Depuis l'arrêt Hegetschweiler⁷ de 1984, les cantons ont apporté à leur législation fiscale les correctifs nécessaires pour permettre l'octroi d'allègements fiscaux adéquats aux couples mariés.

Tous les cantons allègent la charge des familles monoparentales en accordant des déductions fixes ou en pourcentage du revenu, des déductions en pour cent du montant de l'impôt combinées parfois avec le barème pour les personnes mariées ou en appliquant d'autres mesures portant sur le barème.

En outre, toutes les législations fiscales cantonales contiennent des correctifs visant à alléger la charge des époux pour tenir compte de la capacité contributive différente des époux par rapport aux personnes seules qui disposent du même revenu. La forme de cet allègement est réglée très différemment. Les cantons de Fribourg, Neuchâtel, Nidwald, Schwyz et Thurgovie prévoient l'application d'un splitting partiel avec un diviseur allant de 1,79 à 1,9. Les cantons d'Appenzell Rhodes-Intérieures, d'Argovie et de Saint-Gall ont instauré le splitting intégral (diviseur = 2) pour alléger la charge fiscale des couples mariés. Les autres cantons appliquent un barème double⁸ ou prévoient des déductions en pour cent en fonction du revenu net ou du montant de l'impôt avec un minimum et un maximum en francs⁹ ou encore une imposition d'après les unités de consommation¹⁰.

2 Choix d'un système

2.1 Généralités

Ces dernières années, l'évolution démographique et le développement socio-économique ont profondément modifié les structures familiales (voir ch. 1.1.2). Il convient donc de se demander si le droit fiscal doit tenir compte de ces changements à l'avenir. Le choix par le Parlement d'un système d'imposition répondra à cette question.

Le choix d'un système doit également indiquer la manière d'arriver à une répartition des charges la plus équilibrée possible entre les différentes catégories de contribuables. Les mesures immédiates en matière d'imposition des couples mariés adoptées par le Parlement ont nettement atténué la discrimination entre les couples mariés et les concubins, mais n'ont pas conduit à une répartition optimale des charges.

S'agissant des rapports de charge, selon une formule établie par le Tribunal fédéral et développée par la doctrine fiscale, la charge fiscale d'un couple marié à un revenu doit correspondre, à revenu total égal, à celle supportée par un couple de concubins à un revenu. Elle sera cependant moindre que la charge supportée par une personne seule, mais supérieure ou égale à la charge supportée par un couple à deux revenus¹¹. Quant à la charge fiscale d'un couple marié à deux revenus, elle doit être

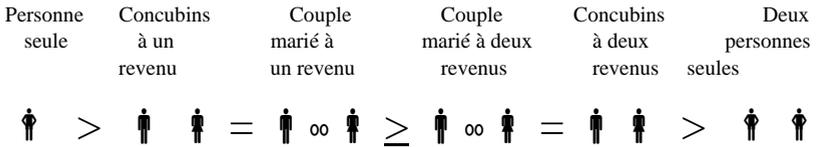
⁷ ATF 110 Ia 7.

⁸ Les cantons suivants appliquent un barème double: AR, BE, BL, BS, GE, GL, JU, LU, SH, SO, TI, UR, ZH, ZG.

⁹ Obwald applique une déduction de 20 % du revenu net et le Valais une déduction de 35 % sur le montant de l'impôt.

¹⁰ Le canton de Vaud applique quant à lui le système du quotient familial.

nus¹¹. Quant à la charge fiscale d'un couple marié à deux revenus, elle doit être comparable à celle supportée par un couple de concubins dans la même situation. Elle sera cependant plus élevée que la charge fiscale supportée par deux personnes seules réalisant chacune la moitié du revenu du couple à deux revenus.



Du point de vue de la charge fiscale et de la justice fiscale, il apparaît que la question d'une «imposition séparée ou commune» n'a pas grande importance, l'équité fiscale horizontale, soit entre les différentes catégories de contribuables (y compris les rentiers), étant largement garantie aussi bien par le système de splitting que par l'imposition individuelle, pour autant que des correctifs adéquats soient appliqués. Les deux formes d'imposition permettent en effet de modifier les rapports de charges dans un sens comme dans l'autre, le choix des déductions ou des barèmes conférant au système adopté des qualités de l'autre.

Dans chaque système, divers modèles sont ainsi à disposition du législateur pour instaurer des rapports de charge aussi équitables que possible. Dans le cas de l'imposition commune, ce sont essentiellement le système de splitting à barème unique ou le système actuel à double barème, moyennant certaines corrections. Dans le cas de l'imposition individuelle également, on trouve divers modèles qui tantôt se fondent sur les rapports de droit civil des époux, tantôt prévoient pour des raisons pratiques une répartition forfaitaire de certains facteurs fiscaux.

Certains cas particuliers ne permettent toutefois pas d'instaurer dans les deux systèmes principaux des rapports de charges absolument identiques, les déductions ayant des effets différents d'un système à l'autre. Ainsi, la taxation commune aura tendance à privilégier les couples mariés à un revenu, et l'imposition individuelle les couples mariés à deux revenus.

Le choix du système se résume à une question de technique fiscale, à savoir si les personnes mariées constituent un couple ou des individus en regard du fisc. Dans le cas de l'imposition individuelle, les revenus et la fortune de conjoints sont pris en compte séparément, l'accent portant sur l'autonomie économique des partenaires. En revanche, l'imposition commune assimile les époux à une seule entité, d'un point de vue tant fiscal qu'économique.

Un modèle où – comme en Allemagne – les époux auraient le choix entre les deux systèmes de taxation serait également envisageable.

¹¹ En 1994, le Tribunal fédéral a remarqué notamment que la charge fiscale d'un couple marié dont les époux exercent chacun une activité lucrative pouvait être inférieure à celle d'un couple dont seul l'un des époux exerce une activité lucrative car les époux qui exercent une profession ont de ce fait des frais supplémentaires (ATF 120 Ia 329).

Le modèle du «splitting familial¹²» évoqué dans le rapport de la commission d'experts «Imposition de la famille» serait également envisageable. Ce modèle ne se fonde pas sur le mariage, mais sur le fait que le couple élève des enfants mineurs. D'après ce modèle, tous les contribuables seraient imposés individuellement, mais le système du splitting intégral serait appliqué indépendamment de l'état civil des parents dès qu'ils ont des enfants. En 2000, aucun canton n'a soutenu ce système lors de la consultation sur la réforme de l'imposition du couple et de la famille parce qu'il associe deux systèmes opposés, cumulant ainsi leurs défauts, ce qui compliquerait d'autant son application. Le moment du passage à l'imposition individuelle au moment de la majorité des enfants serait en outre mal choisi. c'est pourquoi le Conseil fédéral a renoncé à inclure ce système dans le présent projet.

Au vu des nombreuses variantes envisageables dans le domaine de l'imposition du couple et de la famille, il a été décidé de se concentrer, pour la phase de sélection, sur quatre modèles en montrant leurs effets respectifs. Ce sont l'imposition individuelle modifiée, le splitting intégral, le splitting partiel avec droit d'option pour les couples mariés, et un nouveau double barème.

2.2 Grandes orientations des quatre modèles examinés

Pour faciliter les comparaisons de politique fiscale entre les quatre systèmes, il est indispensable d'établir des directives. De telles comparaisons ne sont en outre possibles qu'à condition de mettre au point, pour chaque système, un modèle concret comportant un barème spécifique et des déductions précisément chiffrées.

Les conditions-cadres régissant les quatre modèles sont les suivantes:

- Une comparaison objective des effets des quatre modèles n'est possible qu'à condition de fixer le prix qu'ils «pourront» coûter à la Confédération. Plus concrètement, l'idée est que chacun des modèles prive la Confédération d'un dixième du produit de l'impôt fédéral direct des personnes physiques. La baisse de recettes sera ainsi près de deux fois plus élevée que celle résultant des mesures immédiates récemment adoptées.
- En chiffres absolus, cette baisse de recettes d'un dixième se réfère au produit escompté de l'impôt fédéral direct sur les personnes physiques pour l'année fiscale 2008. A supposer donc que l'un des quatre modèles soit introduit à ce moment, la baisse de recettes par rapport au droit en vigueur serait de l'ordre de 900 millions de francs.
- Pour chacun des quatre modèles, le cadre financier défini (soit une baisse de recettes limitée au dixième du produit de l'impôt) implique, pour respecter les rapports de charges prescrits par la doctrine et la jurisprudence, un surcroît de charges pour certaines catégories de contribuables ou classes de revenus.
- A titre de complément, pour préciser le cadre budgétaire, le DFF a déjà chargé l'administration d'estimer la baisse de recettes qui apparaîtrait si en plus de satisfaire à l'exigence de relations correctes entre les charges fiscales, les quatre modèles ne devaient aboutir à aucun surcroît de charges par

¹² Cf. note de bas de page 14

rapport au droit en vigueur. Ces modèles, caractérisés avant tout par des barèmes nettement plus plats, doivent encore être affinés, raison pour laquelle le présent projet n'aborde que de façon très sommaire les principaux résultats ainsi obtenus.

- Faute de données statistiques détaillées, les calculs du produit de l'impôt se fondent sur des hypothèses forfaitaires. Son notamment concernées la répartition entre les époux des revenus tirés du travail et de rentes et celle du produit de la fortune.
- Une augmentation des déductions ou l'introduction de nouvelles déductions n'entreront en ligne de compte qu'à condition d'être absolument nécessaires pour instaurer des relations équilibrées entre les charges fiscales. Rien ne justifie donc notamment de prévoir une augmentation de la déduction pour enfant ou l'introduction d'une déduction pour la garde des enfants. De telles déductions ne sont pas pertinentes pour le choix du système.
- Les concubins ne sont pas assimilés aux époux. Il n'est pas non plus prévu de leur accorder le même droit d'option qu'aux époux quant au mode d'imposition. Si l'égalité de traitement n'est pas prévue, la raison tient à la difficulté de déterminer, faute de tout lien avec le code civil, à quelles conditions la relation entre des partenaires vivant ensemble peut être considérée comme suffisamment stable pour justifier leur assimilation aux époux dans le droit fiscal.
- Un nouveau barème est possible par rapport au droit en vigueur.

3 Modèles de base

3.1 Imposition individuelle

3.1.1 Modèles déjà examinés

3.1.1.1 Imposition individuelle pure

Dans une procédure d'imposition individuelle pure, le contribuable est imposé sur son seul revenu, indépendamment de son état civil et sans que soient appliqués des correctifs. En outre, il en va de même pour la fortune. On ne prend pas en compte le nombre des personnes qui vivent de ce revenu, ce qui signifie que lorsque l'un des conjoints, ou l'un des partenaires pour un couple de concubins, n'a pas de revenu, les contribuables ne bénéficient d'aucun allègement. La capacité contributive réduite des contribuables qui doivent remplir des devoirs familiaux n'est prise en considération selon le modèle - que par l'octroi d'une déduction concernant les enfants (déduction pour enfant, déduction pour frais de garde des enfants ou déduction de l'assurance pour enfant). De plus, ce modèle ne prend pas en compte les avantages de la vie en commun dont bénéficient les ménages à plusieurs personnes par rapport aux personnes seules.

Le manque de correctifs fait que la charge fiscale des couples dépend beaucoup de la répartition des revenus au sein du couple. Les couples ayant un seul revenu supportent une charge plus lourde, en raison du barème progressif de l'impôt, que ceux ayant deux revenus, pour un revenu global identique.

Comme l'a affirmé le Tribunal fédéral dans son arrêt Hegetschweiler, l'imposition individuelle n'est pas exclue par la Constitution. Selon le Tribunal fédéral, le législateur ne doit pas seulement attribuer à cette imposition un barème uniforme, mais il doit - comme pour l'addition des facteurs fiscaux - éviter une surcharge des couples à un seul revenu en appliquant les correctifs adéquats (barèmes différents, déduction pour les couples mariés, etc.)¹³.

Du point de vue constitutionnel, l'apport de correctifs à l'imposition individuelle est indispensable pour imposer les différentes catégories de contribuables selon leur capacité contributive et éviter un surcroît de charges à certains de ces groupes.

Par conséquent, seuls sont envisageables pour la réforme de l'imposition du couple et de la famille les modèles d'imposition individuelle dite «modifiée» qui, contrairement à l'imposition individuelle pure, comportent des correctifs permettant d'équilibrer l'imposition entre les différentes catégories de contribuables.

3.1.1.2 Modèles du groupe de travail Imposition individuelle

Suite à un postulat déposé par le conseiller aux États Hans Lauri (02.3549), un groupe de travail mixte placé sous la conduite de l'AFC a rédigé une étude complète des conséquences de l'introduction de l'imposition individuelle aux niveaux fédéral et cantonal, remise au Conseil fédéral le 3 décembre 2004. Sur la base de trois concepts généraux, le groupe de travail mettait en lumière les retombées de

¹³ ATF 110 Ia 7.

l'imposition individuelle sur les différentes catégories de contribuables, sur l'économie et sur les autorités fiscales. Il précisait bien qu'en plus des trois modèles proposés, il existe d'autres solutions ainsi que des possibilités de combiner plusieurs solutions entre elles, notamment en ce qui concerne la répartition des éléments imposables et l'introduction de correctifs.

- Dans le modèle fondé sur une «**imposition individuelle stricte**», seuls les facteurs fiscaux correspondant à un contribuable (revenu de l'activité lucrative, rentes, fortune et rendements de la fortune, autres revenus) lui sont attribués sur la base de ses rapports de droit civil. Dans le cadre de ce modèle, les époux déposent deux déclarations d'impôt séparées.
- Dans le modèle d'«**imposition individuelle avec répartition forfaitaire partielle**», les revenus tirés de l'activité indépendante ou salariée, les rentes ainsi que la fortune professionnelle sont imputés au conjoint qui a réalisé le revenu correspondant ou est propriétaire de la fortune commerciale. En revanche, les autres biens patrimoniaux, les revenus qui en découlent ainsi que les dettes privées sont additionnés et obligatoirement attribués par moitié à chaque conjoint, sans égard au régime matrimonial¹⁴. En ce qui concerne l'obligation de déclarer, deux sous-variantes ont été examinées:
 - Dans la première variante, les conjoints doivent chacun remplir une déclaration d'impôt, une feuille intercalaire commune étant prévue pour la déclaration de la fortune privée et de son rendement, ou les pertes enregistrées sur cette fortune et les dettes correspondantes. Ces facteurs sont ensuite répartis pour moitié entre les conjoints.
 - Dans la seconde variante, chaque époux doit également déclarer seulement ses propres éléments fiscaux et signer sa déclaration. Les éléments fiscaux des conjoints sont toutefois déclarés sur un formulaire fiscal commun. La fortune privée et son rendement, ou les pertes enregistrées sur cette fortune et les dettes correspondantes, sont déclarés dans une rubrique commune. Le total de ces éléments est ensuite réparti par moitié entre les époux.
- Dans le modèle d'«**imposition des époux avec droit d'option**», les époux peuvent choisir entre deux modes d'imposition; d'un côté, l'imposition commune avec splitting partiel pour les époux, comme le proposait la réforme de l'imposition du couple et de la famille prévue dans le train de mesures fiscales 200, de l'autre part l'imposition individuelle selon les rè-

14 Le 31 octobre 1996, le chef d'alors du Département fédéral des finances, Kaspar Villiger, a constitué une commission «Imposition de la famille» qu'il a chargée de revoir l'ensemble de l'imposition de la famille. Dans le cadre de ses travaux, la commission d'experts a développé quatre modèles, dont un d'imposition individuelle. Comme dans le modèle décrit ci-dessus, seuls sont imposés les revenus personnels du contribuable, indépendamment de son état civil. Chacun des époux doit donc remplir sa propre déclaration d'impôt. Il est prévu de répartir par moitié le rendement de la fortune et les intérêts passifs entre les époux. La preuve d'une autre répartition reste réservée. Cf. Rapport de la commission d'experts chargée d'examiner le système suisse d'imposition de la famille (commission Imposition de la famille), Berne 1998, p. 73 s. et annexes au rapport, 3^e cahier.

gles applicables aux personnes seules. Ce modèle pose la présomption que les époux adoptent le splitting entre époux. S'ils souhaitent passer à l'imposition individuelle, ils doivent exercer leur droit d'option. Or ils ne pourront le faire que d'un commun accord, exprimé dans une déclaration de volonté concordante.

3.1.2 Modèle de base: Imposition individuelle modifiée avec répartition forfaitaire partielle

3.1.2.1 Généralités

Des raisons pratiques amènent à privilégier l'«imposition individuelle avec répartition forfaitaire partielle»¹⁵, qui facilite aux époux la déclaration de leurs valeurs patrimoniales.

En outre la répartition forfaitaire, indépendamment de l'état civil, de la fortune et de son rendement, des intérêts passifs et des dettes, diminue le fardeau des contrôles de l'autorité de taxation par rapport à l'imposition individuelle stricte.

3.1.2.2 Répartition des revenus et de la fortune des époux

Les biens de la fortune privée et leur produit doivent être répartis entre les époux à raison de la moitié chacun. Ce modèle ne permet pas aux époux de demander une répartition des éléments de leur fortune privée d'après les rapports de droit civil.

Dans le cadre de l'imposition individuelle, il est nécessaire d'instaurer une réglementation concernant la répartition du revenu de l'activité lucrative indépendante entre les époux. La tentation de répartir de manière avantageuse le revenu global entre époux, de manière à contourner les effets de la progressivité du barème fiscal, est très forte dans le cadre de l'imposition individuelle. Établir une réglementation simple et relativement souple qui allégerait partiellement la charge des contribuables permettrait d'esquisser les bases légales nécessaires à l'application de cette imposition dans la pratique. Dans les deux modèles examinés, le revenu d'une activité lucrative indépendante et la fortune commerciale doivent être attribués exclusivement à la personne qui exerce l'activité indépendante. La même règle s'applique pour les charges justifiées sur le plan commercial et professionnel, pour les intérêts sur les dettes commerciales ainsi que pour les pertes. Lorsqu'ils exercent une activité lucrative indépendante, les époux doivent toujours prouver l'un et l'autre qu'ils ont droit au même salaire en raison des responsabilités qu'ils partagent et du travail qu'ils fournissent. Les contrats d'entreprise, les contrats de travail et le décompte des cotisations versées aux assurances sociales constituent de bons moyens de preuve.

Lorsqu'un des époux exerce une fonction subalterne dans l'entreprise de l'autre époux, sa rémunération doit correspondre aux conditions usuelles du marché.

¹⁵ Contrairement à l'imposition individuelle stricte, ce modèle n'exige pas de véritable partage matrimonial. En cas d'imposition individuelle stricte, la répartition concrète des éléments imposables que les contribuables mariés doivent effectuer eux-mêmes selon leurs rapports de droit civil risquerait de poser des difficultés, puisque cela suppose une connaissance exacte de leur régime matrimonial et des règles de répartition du droit civil.

Les revenus provenant d'autres sources, notamment d'une activité lucrative dépendante ou encore de la prévoyance, sont également attribués à l'époux qui en est le bénéficiaire.

Les dettes et les intérêts passifs du couple sont également divisés entre les époux à raison de la moitié chacun, comme le prescrit une disposition légale obligatoire. Les intérêts passifs privés et les frais privés liés à l'immobilier (frais d'entretien d'un immeuble, primes d'assurance, frais de gestion par un tiers) d'un époux peuvent être transférés à son conjoint, pour autant qu'ils ne puissent être imputés sur le revenu de cet époux (auquel cas le revenu net serait insuffisant), et donc qu'ils ne couvrent pas le montant maximum de la déduction.

3.1.2.3 Imposition des enfants

Les enfants mineurs seront imposés en commun avec leurs parents. Cette règle s'impose pour des raisons d'économie de procédure: en effet, une imposition séparée des enfants mineurs entraînerait une augmentation massive du nombre de contribuables et, donc, générerait un surcroît de travail important au niveau de la taxation. Enfin, une imposition séparée des enfants encouragerait les transactions de fortune au sein de la famille dans le but de réaliser d'importantes économies au niveau fiscal.

Par conséquent, les enfants mineurs ne seront imposés que sur leur revenu provenant d'une activité lucrative indépendante, comme c'est le cas actuellement. La répartition du revenu et de la fortune de l'enfant entre les parents est déterminée par l'autorité parentale. Pour les couples faisant ménage commun, ces facteurs sont divisés entre les deux parents. Pour les couples divorcés ou séparés de fait ou de corps, il faut déterminer si l'autorité parentale est détenue par l'un ou par les deux parents. Si un seul parent détient l'autorité parentale, les facteurs fiscaux lui sont imputés. Si les deux parents exercent l'autorité parentale, le revenu de l'enfant est divisé en deux et attribué par moitié aux deux parents.

En outre, comme aujourd'hui aussi, les enfants répondent des impôts solidairement avec leurs parents jusqu'à concurrence de leur part de l'impôt total dû par chacun des parents.

3.1.2.4 Réglementation concernant la gestion de fortune

Les frais de gestion de la fortune par un tiers peuvent en principe être déduits. Ce qui pourrait conduire, dans le cas d'une imposition individuelle, à un transfert du revenu volontairement avantageux entre les époux. Pour éviter de tels abus, qui seraient très difficilement contrôlables au cours de la procédure de taxation, il est prescrit que la gestion de fortune privée exercée par l'un des époux pour son conjoint ne donne pas droit à la déduction des rémunérations correspondantes.

3.1.2.5 Déductions pour enfants

L'imposition individuelle des couples avec enfants pose également la question de la répartition des déductions liées aux enfants (déduction pour enfant, déduction de l'assurance pour les enfants) entre les deux parents. Le législateur a ici une grande marge de manœuvre:

A titre d'exemple, le législateur part du principe que le parent qui touche le revenu net le plus élevé l'utilise, en majeure partie, pour l'entretien de l'enfant, et donc que la déduction pour enfants doit lui revenir intégralement. Le cas échéant, cette supposition peut être contestée par les époux, qui ont la possibilité de prouver que l'entretien de l'enfant est en fait assuré par l'époux dont le revenu est le plus faible¹⁶.

Le groupe de travail Imposition individuelle a proposé d'accorder les déductions liées aux enfants aux parents vivant en ménage commun, en calculant le montant de ces déductions proportionnellement à leur revenu net. Cette solution a pour avantage de laisser à l'époux dont le conjoint ne touche pas de revenu net la possibilité de demander les déductions liées aux enfants dans leur totalité. Si le rapport entre le revenu net des époux est de 50/50, les déductions seront réparties par moitié; si le rapport est de 70/30, elles seront réparties selon la même proportion¹⁷.

Des raisons pratiques amènent toutefois à se baser, pour les calculs du modèle d'imposition individuelle avec répartition forfaitaire partielle, sur une répartition par moitié entre les deux époux des déductions liées aux enfants. Il est vrai que cette répartition fixe peut conduire à ce qu'une partie des déductions ne servent à rien, par exemple lorsque l'un des époux n'a pas de revenu à disposition. Dès considérations d'équité dictent donc, avec un régime de répartition rigide, de fixer dans une disposition que le solde des déductions non utilisé par l'un des époux peut être transféré à l'autre époux.

3.1.2.6 Autorisation de transférer les déductions

La question du transfert des déductions peut se poser non seulement pour les déductions pour enfants, mais aussi pour la déduction des primes d'assurances. Selon la loi, toute personne domiciliée en Suisse doit s'assurer pour les soins en cas de maladie dans les trois mois qui suivent sa prise de domicile ou sa naissance en Suisse¹⁸. Si l'un des époux ne peut pas financer son assurance obligatoire des soins, l'autre est tenu, en vertu du devoir d'assistance des époux, de payer ses propres primes et celles de son conjoint. Dans ces deux modèles, il est donc normal que l'époux qui acquitte les primes de l'assurance obligatoire des soins puisse également déduire le solde de la déduction pour les primes de son conjoint.

Par conséquent, même dans le cas de l'imposition individuelle avec répartition forfaitaire partielle, les intérêts passifs privés et les frais privés liés à l'immobilier (frais d'entretien d'un immeuble, primes d'assurance, frais de gestion par un tiers)

¹⁶ Cf. Rapport de la commission d'experts chargée d'examiner le système suisse de l'imposition de la famille (commission Imposition de la famille), Berne, 1998, p. 73.

¹⁷ Une telle règle peut poser certains problèmes au niveau de l'établissement de la déclaration d'impôt, lorsque deux déclarations doivent être déposées. En effet, dans certains cas, les contribuables sont dans l'incapacité de déterminer exactement, avant la taxation, les déductions auxquelles ils ont droit, donc leur revenu imposable, le calcul des déductions proportionnelles au revenu nécessitant de connaître exactement les éléments fiscaux du couple. Lorsque les époux forment un couple, on peut supposer qu'ils se transmettent les informations nécessaires sur leurs éléments imposables respectifs, d'autant que, d'après le droit civil, chacun des époux peut exiger de son conjoint qu'il lui fournisse les renseignements sur son revenu, sur sa fortune et sur ses dettes. On peut admettre qu'à l'ère du traitement électronique des déclarations fiscales, le solde des déductions sera calculé et reporté automatiquement.

¹⁸ Art. 3, al. 1, LAMal.

d'un époux peuvent être transférés à son conjoint, pour autant qu'ils ne puissent être imputés sur le revenu de cet époux (auquel cas le revenu net serait insuffisant), et donc qu'ils ne couvrent pas le montant maximum de la déduction.

En revanche, les frais professionnels individuels ou les frais qui sont justifiés par l'usage commercial ou professionnel (art. 26 à 31 LIFD) qui n'auraient pas été utilisés ne doivent pas pouvoir être transférés à l'autre conjoint. Comme ces dépenses sont indissociables de l'acquisition du revenu personnel d'un conjoint, il ne serait pas adéquat de pouvoir les transférer entre époux.

La possibilité de transférer les déductions non utilisées ne fait pas l'unanimité¹⁹. Force est d'admettre que les interactions qui en résultent n'ont pas leur place dans le système de taxation séparée des époux. En outre, le contribuable ne serait plus en mesure, le cas échéant, de remplir entièrement sa déclaration d'impôt et ne pourrait donc pas déterminer lui-même le montant qu'il devrait payer. Par ailleurs, un tel transfert serait très lourd à gérer au niveau de l'exécution, et va à l'encontre de l'exigence d'une procédure simple et rapide. D'un autre côté, l'impossibilité de transfert discrimine essentiellement les couples à un revenu par rapport aux couples à deux revenus.

3.1.2.7 Déduction pour un revenu²⁰

Contrairement à l'imposition individuelle pure, l'imposition individuelle modifiée tient compte du nombre de personnes qui vivent avec le revenu réalisé. Afin d'équilibrer les charges fiscales entre les couples à un seul et à deux revenus, ainsi que les charges des couples à un seul revenu et celles des célibataires, il faut déterminer une déduction pour couple qui prenne en compte le fait que la progressivité du barème d'impôt est très forte lorsque le revenu est entièrement ou principalement réalisé par un seul des époux. Les réductions d'impôt que les couples à deux revenus peuvent obtenir en répartissant leurs revenus, et la progressivité qui en découle, sont donc partiellement compensées par cette déduction.

Dans la pratique, il n'est cependant pas possible de traiter les couples à un revenu et les couples à deux revenus de façon égale en utilisant la déduction pour couple à un

¹⁹ Le groupe de travail «Imposition individuelle» a considéré d'emblée qu'un transfert n'était pas possible, car il serait en contradiction avec les principes de base de l'imposition individuelle. Il fallait cependant prévoir une exception pour les intérêts passifs privés et les frais privés liés à l'immobilier dans le cadre du modèle d'«imposition individuelle avec répartition forfaitaire partielle». En outre, il fallait autoriser le transfert au conjoint du solde de la déduction des primes de l'assurance obligatoire des soins. La consultation menée à ce sujet auprès des administrations fiscales cantonales a montré que la question est également controversée dans les cantons. Quelque 8 cantons se sont clairement prononcés en faveur de la possibilité de transférer le solde des déductions. En revanche, 7 cantons ont expressément rejeté un tel transfert (Rapport du groupe de travail «Imposition individuelle» sur l'introduction de l'imposition individuelle au niveau fédéral et au niveau cantonal, Berne, 2004, p. 107 s. et 122).

²⁰ La commission d'experts «Imposition de la famille» parle, dans son rapport, de «déduction pour personne seule» (cf. Rapport de la commission d'experts chargée d'examiner le système suisse de l'imposition de la famille, Berne, 1998, p. 75 et note 223). Le groupe de travail a décidé de ne pas utiliser ce terme, car il pourrait prêter à confusion. Pour calculer la déduction, il ne faut pas seulement se fonder sur le revenu, c'est-à-dire sur le revenu du travail, mais sur le revenu net global d'un époux (Rapport du groupe de travail «Imposition individuelle» sur l'introduction de l'imposition individuelle au niveau fédéral et au niveau cantonal, Berne, 2004, p. 53).

revenu. Si on rattachait l'imposition d'après la capacité contributive imposée par la Constitution à un seul individu et non plus au couple marié, on peut supposer que cela créerait un déséquilibre entre ces deux catégories de contribuables. Le Tribunal fédéral a d'ailleurs décidé que la charge fiscale d'un couple marié à deux revenus pouvait être inférieure à celle d'un couple marié à un revenu, dans la mesure où l'exercice d'une activité professionnelle par les deux partenaires se traduit par des dépenses supplémentaires.

La question se pose de savoir s'il ne faudrait pas également accorder, le cas échéant, la déduction pour un revenu aux couples mariés à deux revenus dont un partenaire réalise un faible revenu net. On atténuerait ainsi l'effet dissuasif²¹ de l'imposition. On pourrait en l'occurrence envisager un système dégressif («phasing-out») de la déduction pour un revenu: ce système permettrait d'éviter des taux d'imposition marginaux très élevés dans une certaine plage de revenus²². Pour des raisons pratiques, les calculs ont été effectués pour l'instant sur la base d'une déduction fixe accordée aux couples mariés dont un seul conjoint réalise un revenu. Dès qu'un revenu, aussi faible soit-il, est également imputable à l'autre conjoint, la déduction tombe.

Pour calculer cette déduction, il ne faut pas seulement se fonder sur le revenu du travail mais sur le revenu net global; en effet, au vu des comparaisons de charge, il apparaît clairement que d'autres éléments du revenu, notamment les rendements de la fortune et leur répartition, ont une influence sur cette déduction. La déduction pour couple à un seul revenu est donc un correctif apporté afin d'équilibrer, conformément à la Constitution, la charge fiscale entre les couples à un seul revenu et les couples à deux revenus.

3.1.2.8 Déduction pour ménage

Les ménages comptant plusieurs personnes adultes (au moins deux) réalisent, quels que soient l'état civil de ces personnes ou leur relation, certaines économies, notamment en matière de frais de logement. Pour maintenir un certain équilibre entre les charges fiscales des personnes seules et celles des ménages à plusieurs personnes, la déduction pour ménage doit être accordée à tous les contribuables qui ne bénéficient pas des mêmes avantages de la vie en commun. Par conséquent, ce sont les personnes célibataires – les ménages d'une seule personne – ou celles qui vivent avec des enfants ou une personne nécessiteuse qui doivent en bénéficier. Dans ce cas, on considère uniquement les enfants mineurs ou qui suivent une formation. Une mère célibataire vivant avec un enfant majeur ne peut pas demander cette déduction.

²¹ L'effet dissuasif vise la situation suivante: l'époux qui n'exerce pas d'activité lucrative renonce à exercer une lucrative en raison du taux marginal d'imposition élevé de son revenu supplémentaire. Actuellement, cet effet concernera avant tout les femmes qui veulent reprendre un travail (à plein temps ou à temps partiel) ou qui désirent augmenter leur taux d'occupation.

²² En l'absence d'un deuxième revenu, la déduction (d'un montant de 10 000 fr. par exemple) serait entièrement octroyée. Cette déduction diminuerait ensuite constamment en fonction de l'augmentation du deuxième revenu jusqu'à être nulle lorsque ce revenu atteint, par exemple, 20 000 fr. Une telle déduction serait toutefois très lourde à gérer au niveau de l'exécution. Voir également ch. 3.5.2.

En fonction du montant auquel elle est fixée, la déduction pour ménage revêt encore une fonction tarifaire, pour instaurer des rapports de charges fiscales équilibrés entre les contribuables vivant seuls ou les familles monoparentales, d'une part, et les ménages formés de plusieurs personnes, d'autre part²³.

Dans le cadre des débats du Parlement sur le train de mesures fiscales 2001, la déduction pour ménage proposée par le Conseil fédéral a donné lieu à des discussions essentiellement pour des raisons d'application. On craignait en effet que des concubins obtiennent cette déduction destinée uniquement aux personnes vivant effectivement seules et que ces abus entraînent d'importantes diminutions de recettes. On a également affirmé qu'il était difficile d'établir les relations effectives surtout dans les grandes villes et de s'assurer que la déduction ne serait octroyée qu'aux personnes qui y avaient effectivement droit. On peut cependant opposer à ces affirmations que le canton de Berne accorde une telle déduction depuis des années et que les autorités de taxation compétentes estiment que cette déduction est tout à fait praticable.

3.1.2.9 Déduction pour famille monoparentale

Outre la déduction pour ménage, la situation des familles monoparentales doit être prise en compte au moyen d'une nouvelle déduction sociale. Une déduction en pourcentage sera accordée sur le revenu net jusqu'à concurrence d'un montant maximum des célibataires qui vivent avec des enfants mineurs pour lesquels ils ont droit à la déduction pour enfant.

La déduction pour famille monoparentale doit également être accordée à tous les contribuables qui font ménage commun avec des personnes nécessiteuses et pour lesquelles ils ont droit à une déduction pour leur entretien.

3.1.2.10 Barème

L'imposition individuelle repose sur un barème uniforme, utilisé pour toutes les personnes physiques. Diverses déductions tiennent compte de la différence de capacité contributive de chaque catégorie de contribuables.

Par rapport à la situation actuelle il a fallu relever quelque peu, pour les classes inférieures de revenus, le barème servant à calculer le modèle. Il reste néanmoins lui aussi aménagé de manière progressive.

3.1.2.11 Position des époux dans la procédure fiscale

Dans le cadre de la procédure, les époux exercent leurs droits et leurs devoirs séparément, à quelques exceptions près²⁴. Par conséquent, les autorités fiscales doivent envoyer leurs communications séparément aux deux époux.

Le système d'imposition individuelle suppose que les conjoints remplissent deux déclarations d'impôt. Il est cependant aussi envisageable de déclarer la totalité des

²³ Dans le train de mesures fiscales 2001, la déduction de ménage était fixée à 11 000 francs. Au vu de ce montant, elle revêt une fonction essentiellement tarifaire

²⁴ Il convient de citer ici comme exception la déclaration de la fortune privée et de son rendement, pour laquelle une feuille intercalaire commune est prévue.

revenus et des valeurs patrimoniales des conjoints sur une déclaration d'impôt commune, pour autant que les éléments imposables d'un conjoint y soient énumérés séparément de ceux de l'autre conjoint²⁵.

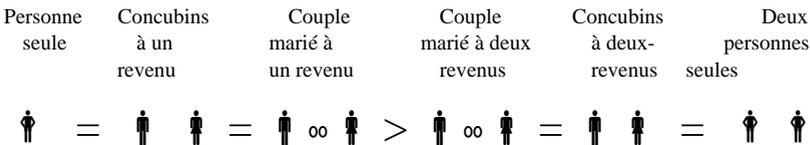
A propos des réclamations et des voies de recours, il importe de signaler que la taxation d'un des époux peut influencer sur la taxation de l'autre époux, notamment lorsque l'attribution de revenus ou déductions spécifiques est incertaine. Il faut donc éviter, en cas de dépôt d'une réclamation par l'un des époux, que la taxation de l'autre époux n'entre en force, même si ce dernier n'a pas déposé de réclamation. Le conjoint de l'époux qui a déposé réclamation doit être invité à participer à la procédure et doit être habilité à consulter le dossier. En contrepartie, il aura les mêmes devoirs que son conjoint en tant que partie à la procédure. Lorsque les deux époux élèvent une réclamation séparément, les deux procédures devraient être unifiées et les époux considérés comme consorts.

3.1.2.12 Responsabilité des époux

Dans le modèle d'imposition individuelle avec répartition forfaitaire partielle, la fortune privée des époux et ses rendements sont déclarés sur une feuille annexe commune et ne sont répartis qu'ensuite par moitié entre les époux sans égard aux prétentions de droit civil. Dans ce domaine particulier, des obligations de procédure communes subsistent comme jusqu'à présent; la répartition forfaitaire ne tient en effet pas compte de la capacité contributive réelle de chaque époux. Si on prévoyait une responsabilité séparée pour ce modèle également, l'époux qui n'a pas (ou que peu) de fortune selon le droit civil devrait payer l'impôt sur la moitié de la fortune et du rendement de la fortune de son conjoint. Ce genre de réglementation reviendrait à pénaliser le conjoint le plus faible économiquement. Pour que l'autorité fiscale ait la possibilité de poursuivre en premier lieu l'époux auquel les éléments fiscaux doivent être attribués en fonction du droit civil, un tel modèle devra prévoir une responsabilité solidaire des conjoints, par analogie au régime en vigueur pour l'impôt fédéral direct²⁶.

3.1.3 Relations entre les charges fiscales

Une imposition individuelle pure, sans correctifs, conduit aux rapports de charges suivants:



²⁵ Une déclaration d'impôt commune conduit toutefois à s'éloigner du but premier de l'imposition individuelle, à savoir permettre à chacun de remplir sa déclaration et effectuer la procédure indépendamment de son conjoint, et donc régler de manière autonome les questions fiscales.

²⁶ Art. 13, al. 1, LIFD.

Les relations entre les charges fiscales ne correspondent pas à tout point de vue à la formule développée par le Tribunal fédéral et la doctrine du droit fiscal²⁷. Pour cette raison, divers correctifs ont été apportés aux calculs effectués par l'Administration fédérale des contributions. Ainsi, une déduction de 5000 francs est prévue pour les ménages d'une seule personne. Une déduction de 15 000 francs est accordée aux couples mariés à un revenu. Enfin, les familles monoparentales bénéficient d'une déduction s'élevant à 3 % du revenu net, jusqu'à concurrence de 6000 francs. Malgré ces corrections, l'imposition individuelle (ni d'ailleurs les autres systèmes fiscaux) ne permet d'instaurer les rapports de charges idéaux préconisés par le Tribunal fédéral et la doctrine du droit fiscal.

Comme le montrent les calculs de l'Administration fédérale des contributions²⁸, le système d'imposition individuelle modifiée avec imputation forfaitaire partielle met sur pied d'égalité les époux et les concubins à deux revenus, indépendamment de la répartition des revenus entre les partenaires. S'ils ont des enfants, les couples mariés à deux revenus paieront selon la classe de revenus nettement moins, à situation égale, que des concubins parce que dans ce dernier cas les déductions pour enfants seront imputées au partenaire réalisant le revenu le moins élevé (= hypothèse de calcul). Ce modèle élimine ainsi la discrimination dans le droit fiscal des couples mariés à deux revenus.

En outre, les couples mariés à deux revenus et sans enfant paient parfois nettement moins que les couples mariés à un revenu. Dans la catégorie des couples mariés à deux revenus avec enfants, ce n'est le cas que pour les revenus moyens ou élevés, les couples réalisant de bas revenus ayant tendance à payer davantage d'impôts que les couples mariés à un revenu. Ce surcroît de charges dans la classe des bas revenus est dû au fait qu'en règle générale, un transfert des charges liées aux enfants n'entre pas en ligne de compte pour les couples mariés à deux revenus. En outre, la déduction fixe pour revenu unique, d'un montant relativement élevé, qui est accordée actuellement tombe dès le moment où des revenus, aussi faibles soient-ils, peuvent être imputés à l'autre conjoint.

Comme il est admis que les couples à deux revenus ont généralement davantage de dépenses que ceux à un revenu, il est justifié d'imposer davantage les couples à un revenu²⁹. Au vu de leur plus grande production domestique, les couples à un revenu sont plus performants que ceux à deux revenus.

Etant donné que les couples mariés à deux revenus sont favorisés fiscalement par rapport aux couples mariés à un revenu, l'effet dissuasif³⁰ de l'imposition disparaît par rapport au droit actuel. En d'autres termes, l'époux qui n'exerce pas d'activité lucrative ne renoncera pas à reprendre une activité lucrative en raison de la fiscalité. Au contraire, la fiscalité incitera les époux à se constituer en couple à deux revenus, ce qui devrait se traduire par des impulsions positives pour l'économie. Mais comme des raisons pratiques ont conduit dans un premier temps à prévoir une déduction fixe réservée aux couples mariés où un seul conjoint réalise un revenu, l'effet dissuasif existe encore parmi les couples avec enfants réalisant de bas revenus.

²⁷ Voir aussi ch. 2.1.

²⁸ Voir aussi l'annexe 1.

²⁹ Voir aussi la note de bas de page 11

³⁰ La notion d'effet dissuasif souligne le fait que le conjoint qui ne travaille pas risque de renoncer à reprendre une activité lucrative si le taux marginal d'imposition frappant le revenu complémentaire est élevé. L'effet dissuasif concerne avant tout les femmes qui voudraient retravailler (à temps partiel) ou augmenter leur taux d'occupation.

Les concubins ne sont en principe pas assimilés fiscalement aux époux³¹. Peu importe en effet que l'un des concubins soutienne l'autre financièrement. À situation égale, les concubins à un revenu sans enfants sont, par conséquent, nettement plus imposés que les couples à un revenu, car les concubins n'ont pas droit à la déduction pour un revenu.

Les couples mariés à un revenu paient en outre toujours nettement moins d'impôts que les personnes célibataires. En dépit de la déduction pour ménage accordée aux personnes vivant seules, le surcroît de charge par rapport aux couples mariés peut être considérable selon la classe de revenus.

Par rapport au droit annuel (année de base: 2006; état avant les mesures immédiates), l'imposition individuelle avec imputation forfaitaire partielle aboutit à un surcroît d'impôts principalement pour les familles monoparentales et les concubins. Dans le cas des familles monoparentales, cela tient en premier lieu au barème un peu plus élevé, que la déduction prévue pour famille monoparentale ne compense qu'en partie. Le relèvement de barème fait également augmenter la charge fiscale des concubins par rapport au droit actuel. À cela s'ajoute que les concubins à un seul revenu ne peuvent pas faire valoir la déduction pour revenu unique.

Les principaux bénéficiaires par rapport au droit en vigueur sont les couples mariés à deux revenus des classes de revenus moyennes ou supérieures, ainsi que les couples mariés de retraités, dont la charge fiscale diminue parfois substantiellement.

3.1.4 Conséquences financières

3.1.4.1 Conséquences financières pour la Confédération

Comme indiqué en introduction, les modèles ont été aménagés d'un point de vue financier pour générer tous les quatre près de 900 millions de francs de recettes en moins (= 10 % du produit escompté de l'impôt fédéral direct des personnes physiques; en référence à la période fiscale 2008). Ils impliquent toutefois, par rapport au droit en vigueur, un surcroît de charges pour certaines catégories de contribuables. Ces charges supplémentaires visent à refléter le mieux possible les relations entre les charges fiscales préconisées par la doctrine et la jurisprudence.

3.1.4.2 Conséquences financières pour les cantons

Pour l'instant, la plupart des cantons ne peuvent pas répondre ou très vaguement à la question de savoir quelles seraient les conséquences d'un passage à l'imposition individuelle sur le produit des impôts³². Il est cependant clair que la politique budgétaire permet de déterminer les effets sur le produit de l'impôt en aménageant les barèmes et les déductions et d'éviter des diminutions supplémentaires des recettes fiscales. En outre, les cantons devront assumer une partie de la baisse des recettes fiscales, à travers leur part à l'impôt fédéral direct.

³¹ Comme le prévoit la loi fédérale sur le partenariat enregistré des partenaires de même sexe, les partenaires de même sexe seront toujours traités comme des époux dès qu'ils font enregistrer leur partenariat.

³² Rapport du groupe de travail «Imposition individuelle» sur l'introduction de l'imposition individuelle au niveau fédéral et au niveau cantonal, Berne, 2004, p. 117 ss.

3.1.5 Conséquences pour les contribuables

L'imposition individuelle avec répartition forfaitaire partielle n'exige pas de véritable partage matrimonial.

Dans le système d'imposition individuelle modifiée, la charge fiscale des contribuables dépend de l'état civil, du niveau des revenus et de leur répartition. Les autres conséquences sont exposées au ch. 3.1.2.

3.1.6 Conséquences pour l'administration

L'introduction de l'imposition individuelle ne serait réalisable que si le changement était appliqué dans toute la Suisse tant au niveau fédéral que cantonal. Techniquement, la taxation ne pourrait pas obéir à des réglementations différentes pour la Confédération et pour les cantons et une telle différence poserait des problèmes de répartition intercantonale de l'impôt.

L'introduction de l'imposition individuelle implique un important surcroît de travail pour les administrations fiscales cantonales dès le moment où les époux doivent remettre deux déclarations d'impôt séparées. Sur la base des statistiques des cantons récoltées dans le cadre du Rapport sur l'introduction de l'imposition individuelle au niveau fédéral et au niveau cantonal³³, il faudrait compter globalement sur environ 1,7 million de déclarations d'impôt supplémentaires, et donc sur 3,4 millions de déclarations d'impôt de personnes mariées. Cette augmentation massive des dossiers fiscaux occasionnerait un important surcroît de travail essentiellement parce que les administrations fiscales devraient lier et coordonner le traitement des déclarations d'un couple. Elles devraient donc réorganiser complètement la gestion des adresses et des dossiers, les rappels et les envois, etc.

Les cantons craignent également que l'échange de correspondance avec les époux soit très formel et, de ce fait, très lourd. Par rapport à la taxation commune, la taxation d'un couple prendrait ainsi beaucoup plus de temps.

Par rapport au droit actuel, les cantons estiment que la perception des impôts demandera généralement plus de travail, car le registre des contribuables, la correspondance et le trafic des paiements seront dédoublés pour les couples. En revanche, ils jugent que les questions de responsabilité ne devraient pratiquement pas occasionner de travail supplémentaire par rapport au droit actuel.

En cas d'imposition individuelle, le dépôt de deux déclarations d'impôt par couple marié n'est toutefois pas impératif. En théorie, il serait aussi possible de déclarer tous les revenus ou valeurs patrimoniales des époux dans une déclaration d'impôt commune, pour autant que les éléments imposables d'un conjoint y soient énumérés séparément de ceux de l'autre conjoint³⁴. Pour limiter quelque peu le travail administratif, il serait aussi envisageable de n'envoyer qu'une facture aux époux, à condition que l'impôt dû par chacun d'eux y figure séparément.

³³ Rapport du groupe de travail «Imposition individuelle» sur l'introduction de l'imposition individuelle au niveau fédéral et au niveau cantonal, Berne, 2004, p. 105 ss.

³⁴ Une déclaration d'impôt commune conduit toutefois à s'éloigner du but premier de l'imposition individuelle, à savoir permettre à chacun de remplir sa déclaration et effectuer la procédure indépendamment de son conjoint, et donc régler de manière autonome les questions fiscales.

En cas d'imposition individuelle modifiée, les cantons estiment que le risque d'abus est élevé et que les travaux de contrôle nécessaire généreront un surcroît de travail relativement important. Les cantons craignent également que les autorités fiscales ne puissent empêcher les époux d'arriver à une charge fiscale aussi basse que possible en se répartissant de manière optimale leur fortune et son rendement pour briser la progressivité. Pour les indépendants, un glissement de l'entreprise individuelle à la société de personnes ne serait pas à exclure. D'un autre côté, il n'est pas exclu que les épouses qui collaborent dans l'entreprise de leur époux concluent de véritables contrats de travail et décomptent les cotisations aux assurances sociales. Celles-ci encaisseraient alors un supplément de recettes.

Globalement, la majorité des cantons estiment qu'en cas d'imposition individuelle avec répartition forfaitaire partielle, la charge administrative et personnelle supplémentaire serait de 30 à 50 % par rapport à une taxation commune³⁵. Le développement du dépôt des déclarations d'impôt en ligne permettra aux cantons de compenser une partie cette charge supplémentaire.

3.1.7 Rapports avec le droit international

Les systèmes fiscaux en place dans les États membres de la Communauté européenne comprennent aussi bien des modèles d'imposition commune que des modèles d'imposition individuelle, tous aménagés de différentes manières. Autrement dit, aucun de ces deux systèmes de taxation ne soulève d'objection par rapport au droit européen.

La majorité des pays membres de l'OCDE appliquent un système d'imposition individuelle. Près de nous, le système autrichien prévoit une déduction sur le montant de l'impôt pour les couples qui n'ont qu'un revenu ou dont le deuxième revenu est très modeste. Les concubins qui ont des enfants ont également droit à cette déduction. En dépit de cette déduction, la charge fiscale des couples à un revenu est nettement supérieure à celle des couples à deux revenus. Les couples et les concubins ne sont traités de la même manière que s'ils ont des enfants. L'Autriche accorde des subsides d'aide aux familles et des déductions pour les enfants sous la forme de subsides d'aide supplémentaires.

La Suède applique, elle aussi, un système d'imposition individuelle, mais sans aucune correction pour les couples à un revenu. Le système fiscal est neutre par rapport à l'état civil. Les allocations familiales sont exonérées de l'impôt en Suède.

La Grande-Bretagne applique un système d'imposition individuelle. Les couples et les familles monoparentales ont droit à une déduction sociale sur le montant de l'impôt. Les concubins ont également droit à cette déduction lorsqu'ils ont des enfants. Tout contribuable qui exerce une activité lucrative a droit à une déduction personnelle. Les couples à deux revenus sont fiscalement privilégiés par rapport aux couples à un revenu. En Grande-Bretagne, les allocations familiales sont exonérées de l'impôt.

³⁵ Rapport du groupe de travail «Imposition individuelle» sur l'introduction de l'imposition individuelle au niveau fédéral et au niveau cantonal, Berne, 2004, p. 115.

En résumé, on relèvera que le système de l'imposition individuelle est le système dominant dans les pays voisins. À l'exception de la Suède, tous les pays examinés³⁶ qui appliquent l'imposition individuelle appliquent également des correctifs, notamment pour les couples à un revenu. On remarquera cependant que tous ces pays associent à l'imposition individuelle un système d'allocations familiales et de ménage fondamentalement différent du système suisse, puisque les frais liés aux enfants sont réglés en dehors de la fiscalité. Dans les conditions régnant dans ces pays (impôt sur le revenu prélevé à la source sur les salaires, compensation hors fiscalité des charges liées aux enfants, systèmes fiscal centralisé et uniforme), l'imposition individuelle est parfaitement applicable et conforme aux Constitutions de ces pays. Il faut cependant préciser que pratiquement tous ces pays³⁷ ont fondé, dans une certaine mesure, leur système d'imposition individuelle sur l'état civil. En général, les concubins ne sont pas traités comme des conjoints ou seulement s'ils ont des enfants.

3.1.8 Constitutionnalité

Comme l'a constaté le Tribunal fédéral dans son arrêt Hegetschweiler, la Constitution n'exclut pas l'imposition individuelle. D'après le Tribunal fédéral, le législateur ne doit pas seulement attribuer à cette imposition un barème uniforme, mais il doit - comme pour l'addition des facteurs fiscaux - éviter une surcharge des couples à un seul revenu en appliquant les correctifs adéquats (barèmes différents, déduction pour les couples mariés, etc.).³⁸

Du point de vue constitutionnel, l'apport de correctifs à l'imposition individuelle est indispensable pour imposer les différentes catégories de contribuables selon leur capacité contributive et éviter un surcroît de charges à certains de ces groupes.

Telle que présentée ici, l'imposition individuelle avec répartition forfaitaire partielle prévoit les correctifs nécessaires. Or l'extrême complexité des relations entre les charges fiscales et les conséquences qu'une adaptation dans une catégorie de contribuables entraîne sur les rapports de charges avec les autres catégories rendent pratiquement impossible à respecter l'équilibre postulé comme idéal par la doctrine et la jurisprudence et inscrit dans les dispositions constitutionnelles.

Au-delà des arguments de nature technique, l'introduction de l'imposition individuelle remplirait en effet le mandat contraignant d'harmonisation des impôts directs de la Confédération, des cantons et des communes qui figure à l'art. 129 de la Constitution fédérale. Concrètement, il incombe au législateur fédéral d'établir des principes pour la législation des cantons et des communes. Ces principes de droit fédéral s'adressent au législateur cantonal et ne renferment par conséquent pas du droit directement applicable. Seule leur mise en œuvre sous forme de droit cantonal conforme au droit fédéral les rend applicables aux contribuables. L'art. 129, al. 1, Cst. précise que la Confédération prendra en considération les efforts des cantons en matière d'harmonisation.

³⁶ Voir à ce sujet le rapport du groupe de travail «Imposition individuelle» sur l'introduction de l'imposition individuelle au niveau fédéral et au niveau cantonal, Berne, 2004, annexe 1 (Comparaison entre pays).

³⁷ À l'exception de la Suède, qui a développé un système d'imposition individuelle indépendant de l'état civil.

³⁸ ATF 110 Ia 7.

Ces dispositions constitutionnelles montrent clairement qu'un tel changement de système n'est opérable qu'en étroite collaboration avec les cantons et dans le respect de leur autonomie tarifaire garantie par l'art. 129, al. 2, Cst.

3.1.9 Entrée en vigueur

L'introduction de l'imposition individuelle devrait s'effectuer simultanément dans toute la Suisse. D'où la nécessité pour les cantons non seulement d'adapter leurs lois lors de procédures législatives connues pour leur longueur, mais également de procéder à d'importants changements informatiques. À partir de l'adoption de la réforme de l'imposition du couple et de la famille, il faudrait donc accorder aux cantons un délai d'au moins cinq ans pour procéder aux changements nécessaires. À l'expiration de ce délai, l'imposition individuelle entrerait en vigueur le même jour dans toute la Suisse.

3.2 Taxation commune avec splitting

3.2.1 Splitting selon le train de mesures fiscales 2001

La réforme de l'imposition du couple et de la famille rejetée en votation populaire le 16 mai 2004 prévoyait de corriger le surcroît de charge beaucoup trop important que supportent les époux par rapport aux concubins dans la législation sur l'impôt fédéral direct en introduisant un système de splitting. Les deux barèmes appliqués actuellement devaient être remplacés par un barème unique pour les célibataires et les couples mariés. La différence de capacité contributive existant entre les couples mariés et les célibataires devait être prise en compte grâce à un système de splitting partiel; selon ce système, les revenus des conjoints continuaient à être additionnés et imposés sous forme de revenu global, mais le taux appliqué était calculé en divisant ce revenu par 1,9. Le revenu global du couple était donc imposé à un taux correspondant à 52,63 % de ce revenu. De plus, la révision prévoyait l'introduction d'une série de déductions dans le domaine de l'impôt fédéral direct.

Parallèlement au splitting partiel, des allègements en faveur des familles et des mesures complémentaires étaient prévus, afin de compenser en partie la hausse des barèmes, en partie aussi pour instaurer des charges fiscales équilibrées³⁹:

- déduction personnelle de 1400 francs pour tous les contribuables,
- déduction pour frais de garde des enfants de 7100 francs au maximum,
- hausse de la déduction pour enfant à 9800 francs,
- déduction des primes d'assurance-maladie obligatoire calculée en fonction de la moyenne cantonale,
- déduction pour ménage de 11 800 francs accordée aux personnes seules,
- déduction pour famille monoparentale égale à 3 % du revenu net, plafonnée à 5600 francs.

³⁹ Le montant de ces déductions inclut déjà la compensation de la progression à froid.

L'introduction d'un système du splitting devait permettre d'accorder un allègement identique dans le droit fiscal cantonal. Une disposition de la LHID prévoyait ainsi que les époux faisant ménage commun en fait et en droit soient imposés à un taux d'imposition correspondant à une partie fixe de leur revenu global. Cette formulation aurait permis aux cantons d'introduire un splitting intégral ou partiel. L'autonomie tarifaire inscrite dans la Constitution aurait ainsi été respectée.

3.2.2 Splitting dans les cantons

Au total 12 cantons prévoient un système de splitting sous des formes différentes. Les cantons d'Argovie, d'Appenzell Rhodes-Intérieures et de Saint-Gall ont instauré le splitting intégral (diviseur = 2) pour alléger la charge fiscale des couples mariés. Les cantons de Fribourg, Neuchâtel, Nidwald, Schwyz et Thurgovie prévoient l'application d'un splitting partiel avec un diviseur allant de 1,79 à 1,9.

Le canton des Grisons possède quant à lui un splitting limité. Le revenu global familial est imposé au taux correspondant au revenu total diminué de 40 %, au minimum de 8400 francs et au maximum de 42 000 francs.

Les cantons d'Uri et de Bâle-Campagne appliquent eux aussi un système de splitting limité, mais uniquement si les conjoints vivent en ménage commun et exercent tous deux une activité professionnelle (UR et BL) ou perçoivent une rente des assurances sociales (BL). Le revenu global des époux est imposé au taux correspondant à ce revenu cumulé, diminué d'une partie du revenu le moins élevé des deux.

À l'exception du canton de Thurgovie, tous les cantons prévoient en outre, sur la base de l'art. 9, al. 2, let. k, LHID, une réduction pour couples à deux revenus, afin de tenir compte de la situation spécifique de ces couples.

3.2.3 Modèle de base: splitting intégral

3.2.3.1 Généralités

Un splitting intégral avec un diviseur 2 a été choisi pour comparer les divers modèles d'imposition. Alors qu'avec un splitting intégral, le revenu commun sera imposé au taux prévu pour un revenu moitié moindre, le splitting partiel se base sur un diviseur qui correspond à une quote-part supérieure à 50 % du revenu global. Un système de splitting partiel pénalise les couples mariés par rapport aux concubins dans des cas bien précis, à savoir quand le revenu se répartit de manière égale entre les partenaires. Un splitting intégral permet d'y remédier. Le splitting intégral allège à un tel point la charge fiscale des couples mariés à deux revenus que la déduction pour double revenu prévue dans le droit en vigueur et dans les mesures immédiates devient superflue.

3.2.3.2 Principe de la taxation commune des couples mariés

Comme dans le droit actuel, les époux sont taxés en commun. La famille est considérée comme une unité économique et constitue donc une unité du point de vue

fiscal aussi. Les revenus des époux qui font effectivement ménage commun en fait et en droit sont ajoutés quel que soit le régime matrimonial⁴⁰.

Les concubins sont imposés individuellement. Ils ne bénéficient pas du droit d'option qui leur permettrait d'être traités de la même façon que les couples mariés. Ils peuvent donc être défavorisés par rapport aux couples mariés dans la même situation.

3.2.3.3 Imposition des enfants

Comme jusqu'à présent, les enfants mineurs ne seront imposés séparément que pour le revenu tiré de leur activité lucrative. Le solde de leur revenu et leur fortune sont attribués au détenteur de l'autorité parentale qui doit les déclarer avec son revenu et sa fortune. Si les parents de l'enfant ne sont pas imposés en commun, et que seul l'un des parents exerce l'autorité parentale, le revenu et la fortune sont ajoutés au revenu de ce parent. Si les parents se partagent l'autorité parentale, les éléments imposables de l'enfant sont attribués à celui qui assume la plus grande part de l'entretien. En général, il s'agira du parent qui vit la plupart du temps avec l'enfant.

3.2.3.4 Déductions pour enfants

Les déductions pour enfants sont soustraites, comme les autres déductions, du revenu global ou de la fortune totale des parents taxés en commun. Une règle d'attribution des déductions pour enfant n'est donc nécessaire que si les parents ne sont pas imposés en commun. Le cas échéant, celui qui vit avec l'enfant mineur a droit à la déduction pour enfant. Par ailleurs, le parent qui verse des contributions d'entretien peut déduire les contributions qu'il verse au mineur.

Le train de mesures fiscales 2001 prévoit que la déduction pour enfant est accordée au parent qui verse les contributions d'entretien lorsqu'un jeune adulte suit une formation. Dans ce cas, les contributions d'entretien au jeune adulte ne sont plus déductibles, mais elles ne sont plus imposables non plus. Les parents qui versent chacun une pension alimentaire, par exemple si tous deux exercent l'autorité parentale et se partagent la garde de l'enfant, ont droit chacun à la moitié de la déduction pour enfant. Cette solution paraît aujourd'hui encore adéquate et peut donc être prévue pour le splitting intégral.

3.2.3.5 Déduction pour ménage

Les économies réalisées dans les ménages à plusieurs personnes par rapport aux ménages à une seule personne doivent être prises en compte fiscalement dans le splitting intégral. Une déduction pour ménage doit être accordée à tous les contribuables qui n'en bénéficient pas, soit aux célibataires qui vivent effectivement seuls ainsi qu'aux familles monoparentales⁴¹.

⁴⁰ Dès l'entrée en vigueur de la loi sur le partenariat en 2007, les couples enregistrés de même sexe vivant en ménage commun seront assimilés aux époux. Voir art. 9, al. 1^{bis}, LIFD et art. 3, al. 4, LHID (tous deux en vigueur dès le 1.1.2007), ainsi que la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (LPart).

⁴¹ Voir aussi ch. 3.1.2.8.

3.2.3.6 Déduction pour famille monoparentale

Comme le barème moins élevé prévu dans le droit actuel pour les familles monoparentales est remplacé par un barème unique, la situation des familles monoparentales doit être prise en compte dans le régime du splitting intégral au moyen d'une nouvelle déduction sociale. Fixée en pourcentage du revenu net, jusqu'à concurrence d'un montant maximum, cette déduction doit être accordée aux contribuables célibataires qui vivent avec des enfants mineurs pour lesquels ils ont droit à la déduction pour enfant.

En outre, la déduction pour famille monoparentale doit être accordée aux contribuables qui font ménage commun avec des personnes nécessiteuses et pour lesquelles ils ont droit à une déduction pour leur entretien.

3.2.3.7 Barème

Le modèle de splitting repose sur un barème unique applicable aussi bien aux personnes seules qu'aux époux. La capacité contributive différente des époux par rapport aux personnes seules est prise en compte au moyen du splitting intégral.

Les époux restent imposés en commun. Le revenu global est cependant divisé par 2 pour déterminer le taux applicable au revenu global imposable. Le revenu global imposable des époux est donc imposé à un taux correspondant à une part de 50 % de ce revenu.

3.2.3.8 Position des conjoints dans la procédure fiscale

Les époux faisant ménage commun exercent leurs droits et s'acquittent de leurs obligations de manière conjointe, comme dans le droit en vigueur⁴². On considère que les recours et les autres écrits sont présentés dans les délais lorsque l'un des époux agit durant le délai imparti. Toutes les communications que l'autorité fiscale fait parvenir à des contribuables mariés doivent être adressées aux époux conjointement. Les époux qui doivent être taxés conjointement ont réciproquement le droit de consulter les pièces du dossier.

3.2.3.9 Responsabilité des conjoints

Les époux qui vivent en ménage commun répondent en principe solidairement de la totalité de l'impôt. Néanmoins, comme dans le droit en vigueur⁴³, cette solidarité cesse lorsque l'un des époux est insolvable, pour tenir compte du conjoint financièrement le plus faible. Les époux sont par ailleurs solidairement responsables de l'acquittement de la part de l'impôt total qui frappe les revenus de l'enfant.

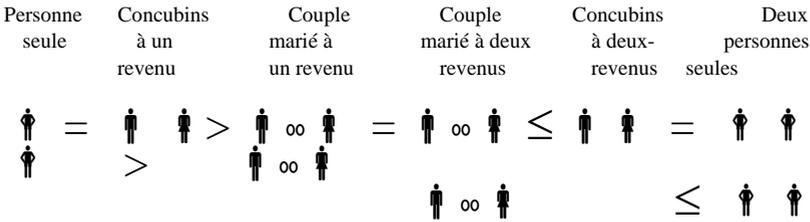
En cas de séparation de droit ou de fait des conjoints, la responsabilité solidaire des conjoints s'éteint, comme dans le droit en vigueur, pour toutes les dettes encore ouvertes, soit non seulement pour les dettes futures, mais aussi pour les dettes nées pendant la taxation commune.

⁴² Voir ch. 1.1.3.1.

⁴³ Voir ch. 1.1.3.1.

3.2.4 Relations entre les charges fiscales

Un splitting intégral sans correctif aboutit aux rapports de charges suivants:



Les relations entre les charges fiscales ne correspondent pas à tout point de vue à la formule développée par le Tribunal fédéral et la doctrine du droit fiscal⁴⁴. Pour cette raison, divers correctifs ont été apportés aux calculs effectués par l'Administration fédérale des contributions. Ainsi, une déduction de 3200 francs est prévue pour les ménages d'une seule personne et pour les familles monoparentales. Ces dernières bénéficient en outre d'une déduction s'élevant à 3 % du revenu net, jusqu'à concurrence de 6000 francs. Malgré ces corrections, le splitting ne permet d'instaurer les rapports de charges idéaux préconisés par le Tribunal fédéral et la doctrine du droit fiscal.

Comme le montrent les calculs de l'Administration fédérale des contributions⁴⁵, le splitting intégral met sur pied d'égalité les époux et les concubins à deux revenus à condition que la répartition des revenus entre partenaires soit très uniforme. S'ils ont des enfants, les couples mariés à deux revenus paieront selon la classe de revenus nettement moins, à situation égale, que des concubins parce que dans ce dernier cas les déductions pour enfants seront imputées au partenaire réalisant le revenu le moins élevé (= hypothèse de calcul). En cas de répartition plus inégale des revenus entre les partenaires, les couples mariés à deux revenus paieront également nettement moins que les concubins à deux revenus. Ce modèle élimine ainsi la discrimination dans le droit fiscal des couples mariés à deux revenus. Les concubins à deux revenus sont toutefois plus lourdement imposés dans certains cas.

Dans ce système, les couples mariés à deux revenus et ceux à un revenu paient plus ou moins autant d'impôts. Les différences sont légères et tiennent uniquement aux déductions pour frais professionnels plus élevées accordées aux couples mariés à deux revenus. Au vu de la plus grande production domestique, et donc de la meilleure performance des couples mariés à un revenu, cette mise sur pied d'égalité peut sembler gênante de prime abord⁴⁶. Mais dans l'optique du splitting, elle peut être justifiée par l'argument que la répartition interne au couple entre travail (payé) et production domestique (non payée) relève de la sphère privée du ménage et donc que le système fiscal n'a pas à en tenir compte.

⁴⁴ Voir ch. 2.1.

⁴⁵ Voir l'annexe 2.

⁴⁶ Voir la note de bas de page 11

Les concubins ne sont en principe pas assimilés fiscalement aux époux. D'où notamment, dans ce modèle, un rapport de charges entre les couples mariés à un revenu et les concubins à un revenu qui frappe beaucoup plus lourdement, à situation égale, les concubins qui n'ont pas droit à la déduction pour un revenu. Ces derniers constituent toutefois une petite catégorie de contribuables, secondaire dans la complexité des relations entre les charges fiscales.

Les couples mariés à un revenu paient en outre toujours nettement moins d'impôts que les personnes célibataires. En dépit de la déduction pour ménage accordée aux personnes vivant seules, le surcroît de charge par rapport aux couples mariés peut être considérable selon la classe de revenus.

Par rapport au droit annuel (année de base: 2006; état avant les mesures immédiates), le *splitting* intégral aboutit à un surcroît d'impôts, qui peut être considérable selon la classe de revenus, pour les familles monoparentales, les concubins et les personnes célibataires notamment. Dans le cas des familles monoparentales, cela tient en premier lieu au barème unique plus élevé par rapport au droit actuel, que la déduction prévue pour famille monoparentale ne compense qu'en partie. Le relèvement de barème fait également augmenter la charge fiscale des concubins et des personnes vivant seules.

Les principaux bénéficiaires par rapport au droit en vigueur sont les couples mariés à un ou deux revenus ainsi que les couples mariés de retraités, dont la charge fiscale diminue parfois substantiellement.

3.2.5 Conséquences financières

3.2.5.1 Conséquences financières pour la Confédération

Le *splitting* intégral a été calculé comme l'imposition individuelle, afin que les pertes de recettes fiscales se limitent à quelque 900 millions⁴⁷ (= 10% du produit de l'impôt fédéral direct sur les personnes physiques pour la période fiscale de 2008). Avec ce type de calcul, il faut s'attendre à des charges supplémentaires pour certaines catégories de contribuables en comparaison du droit actuel. Ces charges supplémentaires découlent du meilleur respect possible des relations entre charges fiscales basées sur la doctrine et la jurisprudence.

3.2.5.2 Conséquences financières pour les cantons

Actuellement, douze cantons appliquent différentes formes de *splitting*⁴⁸. Si la LHID imposait aux cantons l'introduction d'un système de *splitting* comme le prévoyait le paquet fiscal en 2001, les quatorze autres cantons devraient adapter leurs lois fiscales. Les conséquences financières du passage à un système de *splitting* ne peuvent pas être évaluées pour les cantons. Le libre choix du diviseur de *splitting*, une nouvelle structure tarifaire et des nouveaux montants de déductions permettent de limiter les conséquences sur les recettes fiscales afin d'éviter une baisse supplémentaire des rendements. Le système de *splitting* ne devrait toutefois pas être imposé définitivement aux cantons, car divers modèles de taxation commune coexistent aujourd'hui déjà au niveau de la Confédération et des cantons. Il est néanmoins

⁴⁷ Cf. ch. 3.1.4.1.

⁴⁸ Cf. ch. 3.2.2.

certain que les cantons devraient participer à la diminution des recettes par le biais de leur part à l'impôt fédéral direct.

3.2.6 Conséquences pour les contribuables

Avec un système de splitting, les changements par rapport au droit actuel sont moindres pour les personnes soumises à l'impôt. Les revenus et la fortune des époux continueront d'être additionnés sans tenir compte du régime matrimonial. Les époux répondent solidairement du montant total de l'impôt.

Contrairement à l'imposition individuelle, le splitting n'offre pas la possibilité de stopper la progression du revenu imposable par une répartition avantageuse du revenu sur l'autre conjoint, en raison de la taxation commune.

A la différence du droit actuel, ce n'est plus le barème appliqué aux couples mais le splitting intégral qui tiendra compte de la capacité économique différente des personnes mariées par rapport aux personnes seules.

3.2.7 Conséquences pour l'administration

Etant donné que l'impôt fédéral direct est taxé et perçu par les cantons, l'introduction d'un splitting n'aurait aucune conséquence sur les ressources humaines de la Confédération.

Outre une adaptation informatique, le passage au système de splitting n'entraînerait pas des grosses charges administratives supplémentaires pour les cantons. En ce qui concerne les couples, les cantons auraient toujours à peu près 1,7 millions de déclarations d'impôts à contrôler.

3.2.8 Relation avec le droit international

Les systèmes fiscaux des Etats membres de la Communauté européenne connaissent des modèles de taxation commune des époux ainsi que des modèles d'imposition individuelle. Ces deux systèmes d'imposition sont donc envisageables compte tenu de leur relation avec le droit européen.

Dans nos pays voisins, la France par exemple pratique une taxation commune des époux. Le revenu global des époux est divisé par le nombre des personnes qui vivent dans le ménage (quotient familial; diviseur variable).

Les personnes seules, veuves ou divorcées constituent chacune un foyer. Les couples consensuels sont traités comme des personnes seules. S'il y a des enfants, chaque partenaire d'un couple non marié forme son propre foyer avec ses enfants. Si les concubins ont des enfants communs, l'un d'eux est traité comme une famille monoparentale et l'autre comme une personne seule. Toutefois, alors qu'une «véritable» famille monoparentale peut bénéficier d'un quotient de une part pour le premier enfant, les concubins n'ont droit qu'à une demi-part.

Le pacte de solidarité civile (PACS) institué par la loi du 15 novembre 1999 ouvre aux concubins (quel que soit leur sexe) la possibilité d'aménager contractuellement leur vie commune et d'être traités comme des couples pour l'impôt sur le revenu.

Les parties au PACS sont assujetties à l'imposition commune à partir du troisième jour de l'année de l'enregistrement de leur PACS.

En plus d'un grand nombre de déductions, le système fiscal français comprend un important système d'allocations familiales dont certaines sont exonérées d'impôt.

3.2.9 Constitutionnalité

Le principe de taxation commune des époux appliqué en Suisse jusqu'à présent n'est pas contraire à la constitution. Par contre, imposer fiscalement davantage les couples que les personnes non mariées (personnes célibataires ou vivant en concubinage) à capacité économique égale est incompatible, d'après la doctrine et la jurisprudence, avec le principe d'égalité de traitement inscrit à l'art. 8 Cst.⁴⁹ et le principe d'imposition selon la capacité économique en vertu de l'art. 127, al. 2, Cst.

Le législateur dispose de divers moyens de correction pour réduire la charge fiscale des personnes mariées par rapport aux personnes seules et aux concubins. Selon le Tribunal fédéral, le choix de la méthode n'est pas du ressort de la constitution⁵⁰; il s'agit davantage d'une décision politique fondamentale.

Le système de splitting exposé prévoit les mesures de correction nécessaires pour établir des relations équilibrées entre les charges fiscales. Ce système abolit la discrimination des couples à double revenu par rapport aux concubins dans la même situation, qui caractérise actuellement le droit régissant l'impôt fédéral direct. Chaque adaptation dans une catégorie de contribuables se répercutant sur les relations entre charges fiscales d'autres catégories, il est pratiquement impossible de respecter les relations idéales et constitutionnelles développées par la doctrine et la jurisprudence, tant l'ensemble du système des relations entre charges fiscales est complexe.

3.2.10 Entrée en vigueur

Contrairement à l'imposition individuelle, le système de splitting ne doit pas obligatoirement s'appliquer aux trois niveaux institutionnels⁵¹. Si le passage au splitting devait aussi être imposé aux cantons compte tenu des efforts d'harmonisation des impôts directs, un délai d'adaptation de leurs lois fiscales d'au moins trois ans leur serait accordé à compter de la date d'entrée en vigueur de la réforme de l'imposition des couples et de la famille. Une entrée en vigueur simultanée sur les plans fédéral, cantonal et communal n'est pas nécessaire puisque ces trois niveaux institutionnels pratiquent déjà l'imposition commune. En revanche, si le système de splitting ne devait s'appliquer qu'à l'impôt fédéral direct, il ne serait pas nécessaire d'adapter les lois cantonales.

⁴⁹ RS 101

⁵⁰ ATF 110 Ia 7.

⁵¹ Cf. ch. 3.2.5.2.

3.3 Imposition des époux avec droit d'option

3.3.1 Modèle du groupe de travail «Imposition individuelle»

Dans le cadre de ses travaux, le groupe de travail «Imposition individuelle» a procédé à une consultation des deux modèles⁵² «Imposition individuelle stricte» et «Imposition individuelle avec répartition forfaitaire partielle» auprès des autorités fiscales cantonales. L'évaluation des réponses à la consultation montre que les administrations fiscales cantonales considèrent que l'exécution des deux modèles d'imposition individuelle modifiée proposés par le groupe de travail est très compliquée et très lourde administrativement.

La complexité et les difficultés d'exécution de ces deux modèles sont essentiellement dues au fait que des raisons de droit constitutionnel obligent à prévoir divers mécanismes correctifs afin d'arriver à équilibrer autant que possible les rapports entre les charges fiscales des diverses catégories de contribuables. Elles doivent être imposées conformément à leur capacité contributive, et il faut éviter un surcroît de charge au détriment de certaines d'entre elles.

Une imposition individuelle pure ne tenant aucun compte ou tenant compte de manière limitée des obligations financières prescrites par le droit de la famille serait certainement plus simple et plus facile à appliquer, puisqu'elle renoncerait à tout correctif. Pour des raisons d'ordre constitutionnel, elle ne peut cependant être retenue comme un modèle indépendant⁵³.

Le groupe de travail propose un autre modèle à titre d'alternative à ces deux modèles de base de l'imposition individuelle modifiée, qui s'appuie dans une certaine mesure sur l'imposition individuelle pure pour des raisons pratiques. Dans ce modèle, les époux ont le choix entre l'imposition individuelle et la taxation commune avec splitting partiel comme le prévoyait la réforme de l'imposition du couple et de famille avec le train de mesures fiscales 2001.

Le groupe de travail défend l'opinion d'après laquelle un modèle d'imposition individuelle qui n'est pas conforme en tout point à la constitution, mais qui peut être choisi à côté d'un modèle de taxation commune est tout à fait tolérable pour autant que le modèle de taxation commune reste le modèle principal et qu'il réponde à toutes les exigences de la constitution.

3.3.2 Modèle de base: splitting partiel (diviseur 1,7) avec droit d'option pour les couples

3.3.2.1 Principe

Le choix s'est porté sur le «splitting partiel avec droit d'option pour les couples» pour la comparaison des divers systèmes d'imposition, car cette variante est proche du modèle conçu par le groupe de travail «Imposition individuelle».

Les époux auraient deux variantes d'imposition à choisir: un splitting partiel avec un diviseur de 1,7 ou une imposition individuelle pure. Les personnes seules continueraient d'être imposées individuellement. Les personnes seules possédant leur propre ménage bénéficieraient d'une déduction pour ménage de 2000 francs. Les familles

⁵² Cf. ch. 3.1.1.2.

⁵³ Cf. ch. 3.1.1.1.

monoparentales qui pourraient faire valoir une déduction supplémentaire de 3 %, au maximum 6000 francs, bénéficieraient aussi de cette déduction.

Le splitting partiel avec droit d'option ne serait accordé qu'aux époux vivant en ménage commun et aux couples de même sexe qui ont été enregistrés officiellement. Les concubins seraient dans tous les cas imposés comme des personnes seules.

Le modèle principal serait la taxation commune avec splitting partiel, ce qui impliquerait la présomption légale que les époux optent pour le splitting partiel.

3.3.2.2 Exercice du droit d'option

Le droit d'option ne peut être exercé qu'en commun et par une déclaration concordante de volonté. La requête unilatérale d'un époux n'a pas d'effet. Si les déclarations sont contradictoires, la loi présume que les époux ont choisi la taxation commune avec splitting.

L'exercice concordant du droit d'option doit être déclaré par écrit au plus tard avec la déclaration d'impôt aux autorités fiscales. La dernière volonté exprimée dans les délais est applicable ensuite à la période fiscale concernée. Une fois le délai d'option écoulé, la déclaration de volonté ne peut plus être révoquée. Ce choix ne devrait pas être pas définitif: l'année suivante, les époux pourraient choisir un autre mode d'imposition.

Si les époux ont choisi d'un commun accord l'imposition individuelle ou la taxation commune avec splitting partiel, ce type d'imposition s'applique à l'impôt fédéral direct ainsi qu'aux impôts cantonaux et communaux.

3.3.2.3 Splitting partiel avec diviseur de 1,7

Si les époux sont imposés sur une base commune, les règles exposées pour le modèle du splitting intégral s'appliquent en principe⁵⁴.

Le modèle du splitting partiel repose sur un barème uniforme, comme le splitting intégral. Un splitting partiel tiendrait toutefois compte de la capacité économique différente des personnes mariées par rapport aux personnes seules. Le revenu global imposable est divisé par 1,7 pour déterminer le revenu auquel le taux s'applique. Le revenu global imposable d'un couple est donc imposé au même taux que 58,82 % de ce revenu.

Une déduction spéciale pour familles monoparentales et une déduction pour ménage pour personnes seules et famille monoparentales seraient accordées aux autres catégories de contribuables afin de tenir compte de leur situation particulière.

3.3.2.4 Option de l'imposition individuelle

Lorsque les époux adoptent l'imposition individuelle, les règles suivantes s'appliquent:

- Les enfants mineurs ne sont imposés séparément que pour leur propre revenu du travail. Leur fortune et leurs autres revenus sont répartis par moi-

⁵⁴ Cf. ch. 3.2.3.

tié entre les parents⁵⁵. Les déductions pour enfants sont réparties par moitié entre les parents⁵⁶.

- Les époux qui exercent ensemble une activité lucrative indépendante doivent prouver la répartition de leur revenu. L'époux qui exerce une activité lucrative indépendante peut verser à son conjoint qui travaille à un poste subalterne de la même société un salaire conforme au marché.
- L'imposition individuelle pure ne prévoit aucun correctif tenant compte du nombre de personnes qui doivent vivre de cet unique revenu. Aucune déduction pour revenu unique n'est donc accordée aux couples à revenu unique⁵⁷. Le solde de déductions d'un époux n'est en aucun cas transférable à l'autre.
- L'imposition individuelle repose sur un taux d'imposition uniforme appliqué à toutes les personnes physiques soumises à l'impôt.
- Chaque époux ne se voit attribuer que les éléments imposables (revenu de l'activité lucrative ou de rentes, fortune et rendement de fortune, intérêts passifs et autres revenus), qui peuvent lui être attribués selon le droit civil. Les régimes matrimoniaux ont donc une influence sur l'imposition des époux. Une parfaite connaissance de son propre régime matrimonial et des règles d'exclusion du code civil est requise pour remplir la déclaration d'impôt. Chaque époux est pour ainsi dire tenu de procéder chaque année à la répartition des biens⁵⁸.
- Le régime de la séparation de biens est celui qui pose le moins de problèmes pour la répartition des éléments imposables: en effet, tout au long du mariage, les biens du mari et de la femme sont clairement séparés. Dans les cas où on ne peut apporter la preuve qu'un bien précis appartient à l'un ou l'autre époux, on part du principe que ce bien appartient en copropriété aux deux époux. Tant qu'aucune preuve du contraire n'est apportée, les époux sont considérés comme étant propriétaires à parts égales⁵⁹. Ce qui signifie que les époux doivent déclarer chacun la moitié de la valeur des biens de fortune leur appartenant à tous deux.

Sous le régime de la participation aux acquêts, les éléments de fortune de chaque époux forment une seule masse. Chacun des époux en a seul l'administration, la jouissance et la disposition. La séparation de biens est pratiquement effective. La répartition des éléments du revenu ou de la fortune entre les époux conformément à leurs rapports de droit civil devrait cependant poser des problèmes dans le cadre de l'imposition individuelle modifiée, notamment lors de l'établissement de la première déclaration d'impôt car les époux auraient alors à déterminer à qui appartient chaque élément de fortune. Les déclarations suivantes devraient poser beaucoup moins de problèmes, les époux pouvant alors s'appuyer sur leur première déclaration.

⁵⁵ Cf. ch. 3.1.2.3

⁵⁶ Cf. ch. 3.1.2.5

⁵⁷ Cf. ch. 3.1.2.7 à propos de la déduction pour revenu unique.

⁵⁸ Cf. ch. 3.3.2.4.

⁵⁹ Art. 646, al. 2, CC

Lorsqu'il est difficile de déterminer à quel époux appartient un objet, la personne qui allègue qu'un bien appartient à l'un ou à l'autre des époux est tenue d'en établir la preuve. À défaut de cette preuve, le bien est présumé appartenir en copropriété aux deux époux. Chacun des époux doit déclarer le bien détenu en copropriété à concurrence de la moitié de sa valeur, comme pour le régime de la séparation de biens.

Sous le régime de la communauté de biens, la répartition des biens est plus problématique. Si les époux n'ont rien prévu dans leur contrat de mariage quant à la répartition des biens, leur fortune et leurs revenus font partie de la communauté. Par conséquent, le revenu de l'activité lucrative de chaque époux tombe dans la propriété commune. Dans la déclaration d'impôt, chacun des époux devra, conformément aux règles de répartition s'appliquant dans une communauté de biens, déclarer la moitié de son revenu et la moitié du revenu de son conjoint. De même, la fortune et les rendements de fortune qui font partie de la communauté doivent être déclarés par les deux époux à raison de la moitié chacun. En revanche, les époux devront déclarer séparément les éléments de fortune qui leur sont propres et en indiquer le montant exact. Lorsqu'il y a un doute sur l'appartenance d'un élément de fortune à l'une des trois masses, l'élément en question sera considéré comme faisant partie des biens communs et sera déclaré à raison de la moitié de sa valeur par les époux.

Le régime de la communauté de biens pose une difficulté supplémentaire: les époux sont libres d'exclure certains biens ou espèces de biens de la communauté dans le contrat de mariage. Les autorités de taxation ne peuvent contrôler l'exactitude de la déclaration des époux que si elles ont connaissance du régime matrimonial adopté par les époux, ainsi que des dérogations convenues entre eux dans le contrat de mariage, par rapport à la définition légale du régime matrimonial et en conformité avec leurs rapports de droit civil. La répartition des éléments de fortune risque de poser quelques problèmes aux époux, notamment lors de l'établissement de leur première déclaration d'impôt, s'ils sont mariés sous le régime de la communauté de biens. Les déclarations suivantes devraient poser beaucoup moins de problèmes, les époux pouvant alors s'appuyer sur leur première déclaration.

- Aucune responsabilité solidaire des époux n'est prévue. Chaque conjoint n'est responsable que de sa propre dette fiscale.
- Chaque époux exerce les droits qui lui appartiennent dans la procédure et exécute les obligations de procédure qui lui incombent uniquement pour son propre compte. Les autorités fiscales envoient leurs communications séparément aux époux. Chaque époux remplit sa propre déclaration d'impôt et la signe de sa propre main. Si l'un des époux élève une réclamation contre une décision de taxation le concernant, la procédure se poursuit parfaitement indépendamment de la taxation de son conjoint. Il en va de même pour les recours. Cela implique par exemple que lorsqu'un des époux dépose une réclamation contre une décision de taxation, la taxation de l'autre époux peut entrer en force. Si la réclamation est approuvée,

la taxation de l'autre époux déjà entrée en force mais incorrecte en l'occurrence ne peut plus être modifiée⁶⁰.

3.3.3 Relations entre charges fiscales

Comme le montrent les calculs de l'Administration fédérale des contributions⁶¹, le splitting partiel avec droit d'option pour les couples traite à égalité les couples à double revenu et les concubins à double revenu avec répartition semblable des revenus entre les partenaires, puisque les couples à double revenu choisissent dans pareil cas l'imposition individuelle.

S'ils ont des enfants, les couples à double revenu ne paient pas plus voire même bien moins que les concubins à double revenu similaire en fonction de la catégorie de revenu, puisqu'en cas de concubinage, les déductions pour enfants sont décomptées au partenaire au revenu le plus bas (supposition de calcul).

Si les revenus ne sont pas répartis uniformément entre les partenaires, les couples à double revenu sont aussi partiellement bien moins imposés que les concubins à double revenu. Ce modèle abolit la discrimination des couples à double revenu qui caractérise le droit actuel. Les concubins à double revenu seront cependant parfois imposés davantage.

Les couples à double revenu paient en principe (avec le splitting partiel) autant d'impôts que les couples à revenu unique. Les petites différences ne sont dues qu'aux déductions plus élevées des frais professionnels des couples à double revenu. Si les revenus sont répartis très uniformément entre les partenaires et qu'ils exercent en l'occurrence leur droit d'option, la charge fiscale des couples à double revenu est en revanche moins élevée.

Les concubins ne sont en principe pas traités à égalité avec les couples sur le plan fiscal. Ce régime d'inégalité du modèle ressort surtout dans la relation entre charges fiscales des couples à revenu unique et des concubins à revenu unique. Les concubins à revenu unique sont bien plus imposés que les couples à revenu unique similaire, car les concubins ne peuvent pas bénéficier du splitting partiel. Les concubins à revenu unique ne représentent cependant qu'une petite catégorie de contribuables. Ils ne pèsent donc pas lourd dans les relations complexes entre charges fiscales.

Les couples à revenu unique continuent en outre à payer beaucoup moins d'impôts que les personnes seules. Malgré la déduction pour ménage octroyée aux personnes seules, ces dernières peuvent être bien plus imposées - en fonction de leur revenu - que les couples.

En comparaison du droit actuel (année servant de base de calcul 2006 ; état avant les mesures urgentes), ce sont surtout les familles monoparentales soumises à l'impôt, les concubins et les personnes seules qui, en fonction de leur revenu, paient partiellement bien plus d'impôts en cas d'application du modèle de splitting partiel avec droit d'option pour les couples. Pour les familles monoparentales, cette différence résulte en premier lieu du barème uniforme plus élevé par rapport au droit actuel et compensé qu'en partie par la déduction prévue pour familles monoparentales. La

⁶⁰ Le cas échéant, l'époux concerné peut demander la modification de la taxation entrée en force dans une procédure de révision en faisant valoir l'existence d'un motif de révision.

⁶¹ Cf. annexe 3.

charge fiscale plus élevée pour les concubins et les personnes seules découle aussi de la hausse du barème.

Par contre, les couples à revenu unique, à double revenu et de retraités bénéficient partiellement d'allègements considérables en comparaison du droit actuel.

3.3.4 Conséquences financières

3.3.4.1 Conséquences financières pour la Confédération

Le splitting partiel (diviseur de 1,7) avec droit d'option pour les couples a été calculé comme l'imposition individuelle et le splitting intégral, afin que les pertes de recettes fiscales se limitent à quelque 900 millions⁶² (= 10% du produit de l'impôt fédéral direct sur les personnes physiques pour la période fiscale de 2008). Avec ce type de calcul, il faut s'attendre pour tous les modèles à des charges supplémentaires pour certaines catégories de contribuables en comparaison du droit actuel. Ces charges supplémentaires résultent du meilleur respect possible des relations entre charges fiscales développées d'après la doctrine et la jurisprudence.

3.3.4.2 Conséquences financières pour les cantons

Comme il a déjà été signalé, douze cantons appliquent actuellement diverses formes de splitting⁶³. Si le modèle «splitting partiel avec droit d'option pour les couples» devenait le modèle de base pour l'imposition des couples et des familles, la LHID imposerait aux cantons un système de splitting et une imposition individuelle pour éviter la coexistence de trois modèles d'imposition différents dans certains cantons. Une personne mariée pourrait alors choisir entre une taxation commune avec splitting ou une imposition individuelle pour l'impôt fédéral direct. En revanche, elle se verrait imposée dans le cadre d'un double barème par exemple au niveau cantonal.

Pour des raisons administratives et d'harmonisation fiscale, il faudrait donc imposer aux cantons un droit d'option pour les couples, qui proposerait uniquement une taxation commune avec splitting ou une imposition individuelle.

Les conséquences financières pour les cantons du passage à un tel système ne peuvent pas être évaluées. Le libre choix du diviseur de splitting, une nouvelle structure tarifaire et des nouveaux montants de déductions permettent de limiter les conséquences sur les recettes fiscales afin d'éviter au maximum une baisse supplémentaire des rendements. Il est uniquement assuré que les cantons devraient participer à la diminution des recettes par le biais de leur part à l'impôt fédéral direct.

3.3.5 Conséquences pour les contribuables

Chaque variante du droit fiscal pose certaines difficultés aux contribuables, qui doivent bien étudier les divers modèles et leurs conséquences. Il devient toujours plus ardu de saisir les implications des deux modèles sur sa propre charge fiscale, notamment en ce qui concerne l'imposition de la famille, dont la complexité ne fait qu'augmenter. Il n'est pas exclu que les contribuables recourent de plus en plus à

⁶² Cf. ch. 3.1.4.1.

⁶³ Cf. ch. 3.2.2.

des conseillers fiscaux, ce qui occasionne des coûts, ou que les autorités fiscales soient débordées par les demandes de renseignement.

En Allemagne (où les époux possèdent ce droit d'option), environ 98 % des époux choisissent la taxation commune et environ 2 % seulement l'imposition individuelle⁶⁴. Un diviseur de 2 est toutefois appliqué en Allemagne. Si le splitting partiel était assorti d'un diviseur de 1,7, tout laisse à penser que les couples seraient plus nombreux à exercer leur droit d'option.

Du point de vue de l'impôt fédéral direct, les couples à revenu unique auront tendance à choisir le splitting partiel, car ce système leur est plus favorable. Les couples à double revenu avec répartition semblable des revenus entre les partenaires choisiraient plutôt l'imposition individuelle, de même que les couples à double revenu assez élevés mais répartis moins uniformément.

3.3.6 Conséquences pour l'administration

Les lois fiscales fédérales et cantonales doivent prévoir deux variantes d'imposition concomitantes, ce qui entraîne une inflation législative, une évolution en contradiction avec la simplification de l'administration et la transparence accrue du droit fiscal réclamées de toutes parts.

En droit fiscal, tout droit d'option augmente le volume du travail des autorités fiscales, d'autant plus que le droit d'option pourrait être exercé tous les ans. La taxation des personnes physique est une procédure de masse qui doit être entièrement informatisée, surtout dans le cadre de l'imposition annuelle postnumerando. Toutes les options entravent les traitements automatiques et alourdissent la charge des travaux administratifs. Les autorités fiscales courent aussi le risque d'être submergées de questions sur la variante d'imposition pour les couples la plus favorable au cas par cas.

Si les époux choisissent la taxation commune, le travail de taxation correspondra à peu près à celui qui est nécessaire selon le droit en vigueur.

En revanche, si les époux choisissent l'imposition individuelle, il faut s'attendre à une charge administrative supplémentaire (gestion des adresses et des dossiers, rappels, envois, etc.) comparable à celle qu'entraînerait l'imposition individuelle avec répartition forfaitaire partielle. L'imposition individuelle, qui s'aligne sur les règles de taxation des personnes seules, s'avère plus simple puisqu'elle ne prévoit aucune déduction pour revenu unique et aucun transfert des déductions. Cependant, les autorités fiscales ne devraient pas sous-estimer le travail de contrôle induit par l'attribution des facteurs imposables sur la base des rapports de droit civil.

Si on part de l'hypothèse que seul un petit pourcentage des couples opteront pour l'imposition individuelle, comme en Allemagne, la charge administrative supplémentaire liée au modèle «imposition des époux avec droit d'option» devrait cependant être relativement modeste dans l'ensemble par rapport au droit actuel. Par contre, les travaux de mise en place et de maintenance informatiques risquent d'être très lourds.

⁶⁴ Cf. ch. 3.3.7.

3.3.7 Relation avec le droit international

L'Allemagne pratique depuis 1958 le «splitting partiel avec droit d'option pour les couples» comme dans le modèle présenté. Chez nos voisins du nord, les couples peuvent choisir entre l'imposition individuelle et la taxation commune avec splitting intégral.

Le modèle de base est l'imposition individuelle. Si les couples ne choisissent pas une imposition particulière, il est présumé qu'ils optent pour la taxation commune car c'est d'ordinaire la variante la plus avantageuse pour les contribuables. Si l'un des époux opte pour l'imposition individuelle, les époux sont taxés séparément⁶⁵.

D'après les indications sur l'impôt sur le revenu fournies par l'Office fédéral allemand de la statistique, 52,6 % des taxations de l'impôt sur le revenu étaient des impositions communes des couples et 0,9 % de tous les contribuables avaient opté pour une imposition séparée en 1998. Les autres cas étaient des impositions individuelles de personnes non mariées (46,2 %). Dans 0,3 % des cas, un splitting dit pour veuve/veuf était appliqué.

La taxation commune est appliquée si les époux ne choisissent aucune des variantes de taxation ou s'ils optent d'un commun accord pour l'imposition commune. Dans ce cas, les revenus des époux sont additionnés, mais imposés au taux correspondant à la moitié du revenu seulement (splitting)⁶⁶. Ainsi, les couples mariés dont seul l'un des époux exerce une activité lucrative sont imposés comme les couples mariés qui ont deux revenus.

Les enfants sont en principe soumis à l'impôt de manière séparée.

Des allocations pour enfants indépendantes du revenu des parents sont versées pour chaque enfant, à moins qu'une déduction du revenu (franchise pour enfants) ne soit pas plus avantageuse pour les parents qui doivent payer l'impôt. De plus, le système fiscal allemand exonère d'impôt le minimum vital de tous les membres de la famille. Le montant du minimum vital se détermine selon la législation sur l'aide sociale. Le droit allemand connaît en outre de nombreuses déductions du revenu net, notamment la franchise pour le ménage des familles monoparentales, la déduction pour les frais de garde des enfants pour les familles monoparentales, une franchise pour l'aide aux personnes âgées, une franchise pour la formation ainsi qu'une déduction pour une aide ménagère.

3.3.8 Constitutionnalité

L'imposition individuelle et la taxation commune ne sont pas exclues par la constitution. Celle-ci impose cependant des correctifs pour les deux systèmes de taxation, afin d'imposer les diverses catégories de contribuables d'après leur capacité économique et d'éviter une surcharge de certains groupes.

Des mesures de correction sont aussi prévues pour le splitting partiel avec droit d'option pour les couples afin d'obtenir la meilleure répartition possible des charges fiscales. Une déduction pour ménage est accordée aux personnes seules et aux familles monoparentales. Ces dernières bénéficieraient aussi d'une déduction spéciale pour familles monoparentales.

⁶⁵ Cf. § 26 ss. de la législation allemande régissant l'impôt sur le revenu (EStG).

⁶⁶ Cf. § 26 b et § 32 a, al. 5 EStG.

La variante de l'imposition individuelle pure n'est par contre pas conforme à la Constitution à tout point de vue. Les groupes de contribuables concernés (couples à revenu unique par ex.) ne choisiraient toutefois pas l'imposition individuelle, ce qui garantirait une taxation conforme à la Constitution.

L'imposition individuelle permet cependant de ne pas discriminer les couples à double revenu par rapport aux concubins à double revenu. Le *splitting* partiel avec diviseur de 1,7 défavoriserait les couples à double revenu avec répartition semblable des revenus entre les partenaires. Ces couples à double revenu ont néanmoins la possibilité de choisir l'imposition individuelle pour éviter d'être défavorisés et bénéficier d'une taxation conforme à la constitution.

Ce modèle démontre aussi qu'il est pratiquement impossible de respecter les relations idéales et constitutionnelles développées par la doctrine et la jurisprudence, tant l'ensemble du système des relations entre charges fiscales est complexe.

3.3.9 Entrée en vigueur

Si les deux époux se sont prononcés en faveur de l'imposition individuelle ou au contraire de la taxation commune avec *splitting* partiel, le type d'imposition choisi s'applique tant à l'impôt fédéral direct qu'aux impôts cantonaux et communaux. Il convient dès lors de prévoir l'introduction de la taxation avec droit d'option pour couples à l'échelle nationale, au même moment et pour les trois niveaux institutionnels. Un règlement différent entre la Confédération et les cantons poserait des problèmes techniques au niveau de l'imposition et de la répartition intercantonale des impôts.

Pour les cantons, le passage à l'imposition individuelle avec répartition forfaitaire partielle impliquerait notamment l'adaptation de leurs lois fiscales ainsi que d'importantes réformes organisationnelles et informatiques. Les Chambres fédérales devraient leur accorder un délai d'au moins cinq ans à compter de l'approbation de la réforme de l'imposition des couples et des familles pour les adaptations requises. La taxation avec droit d'option pour les couples n'entrerait en vigueur dans toute la Suisse qu'une fois ce délai écoulé.

3.4 Taxation commune avec double barème

3.4.1 Double barème dans la LIFD

Le droit actuel régissant l'impôt fédéral direct tient compte de la capacité économique différente des personnes mariées par rapport aux personnes seules en premier lieu par le biais de divers barèmes, appelés aussi double barème.

Un double barème est prévu à l'art. 214 LIFD avec un barème de base (al. 1) et un barème allégé pour personnes mariées (al. 2). Le barème de base est appliqué lorsque les conditions du barème pour couples ne sont pas remplies.

Le barème allégé pour personnes mariées est pratiqué pour les époux vivant en ménage commun, afin de réduire leur charge fiscale par rapport aux personnes seules et de tenir compte de la capacité économique différente des personnes mariées par rapport aux personnes seules avec un revenu similaire. Il est aussi appliqué aux contribuables veufs, séparés, divorcés et célibataires qui vivent en ménage commun avec des enfants ou des personnes nécessiteuses, à condition qu'ils en

assument pour l'essentiel l'entretien. Ce sont en principe des familles monoparentales; cette disposition s'applique aussi aux concubins, toutefois au partenaire qui assume l'autorité parentale.

Une circulaire de l'Administration fédérale des contributions prévoit que lorsque les parents exercent une garde alternée de l'enfant, l'importance de la garde exercée par chacun des parents est le critère déterminant pour l'octroi du barème pour personnes mariées et de la déduction pour enfants. Le parent qui assume la garde la plus importante bénéficie de la déduction et du barème allégé. En cas de garde de même importance, le revenu détermine l'octroi de la déduction⁶⁷.

Le barème commence à un revenu imposable de 13 600 francs pour les personnes seules et à 26 700 francs pour les personnes mariées et les familles monoparentales⁶⁸. Les revenus imposables inférieurs à ce montant sont imposés à un taux de 0 % (niveau dit zéro). Les petits revenus ne sont pas assujettis à l'impôt en raison du barème et des déductions. Le minimum vital est ainsi exempté de l'impôt fédéral direct.

Le maximum de la charge fiscale moyenne fixée à 11,5 % par la Constitution est atteint avec un revenu imposable de 712 500 francs pour les personnes seules et de 843 600 francs pour les personnes mariées et les familles monoparentales.

Une déduction pour double revenu est en outre prévue par l'impôt fédéral direct. Il s'agit d'une part de tenir compte des dépenses de ménage plus élevées des couples à double revenu par rapport aux couples à revenu unique, et de casser d'autre part la progression de l'impôt pour les couples à double revenu en comparaison des concubins avec un revenu similaire.

3.4.2 Double barème dans les cantons

A ce jour, quatorze cantons appliquent un système de double barème pour diminuer la charge fiscale des couples mariés par rapport aux personnes seules⁶⁹. Certains cantons ont combiné le double barème à une déduction pour personnes mariées⁷⁰ ou pour personnes seules⁷¹. Dans tous les cantons, les familles monoparentales soumises à l'impôt bénéficient des mêmes allègements que les personnes mariées (même barème et, souvent, même déduction).

À l'exception du canton de Thurgovie, tous les cantons prévoient une déduction pour double revenu en vertu de l'art. 9, al. 2, let. k, LHID, afin de tenir compte de la situation particulière des couples à double revenu.

67 Cf. la circulaire n°7 du 20 janvier 2000 «Imposition de la famille selon la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD)»; attribution de l'autorité parentale conjointement à des parents non mariés et maintien de l'exercice en commun de l'autorité parentale par des père et mère séparés ou divorcés. Cette circulaire règle aussi, outre l'imposition des contributions d'entretien pour enfant, le droit à la déduction pour enfant et à d'autres déductions ainsi que le barème à appliquer.

68 Cf. l'ordonnance du 4 mars 1996 sur la compensation de la progression à froid dans le domaine de l'impôt fédéral direct pour les personnes physiques.

69 Ce sont les cantons suivants: AR, BE, BL, BS, GE, GL, JU, LU, SH, SO, TI, UR, ZH, ZG.

70 BE, BS, GE, SH, UR, ZG.

71 BE, GE, SH, UR, ZG.

3.4.3 Modèle de base: nouveau double barème

3.4.3.1 Généralités

Un nouveau système de double barème, basé sur le droit actuel régissant l'impôt fédéral direct, est comparé aux divers systèmes d'imposition. Dans le droit actuel⁷² et le splitting⁷³, les revenus des époux sont additionnés. La famille est considérée comme une communauté économique et constitue une entité du point de vue fiscal. Les concubins sont en revanche imposés individuellement.

Les enfants encore mineurs ne sont taxés séparément que sur leur revenu. Le revenu et la fortune restants des enfants mineurs sous autorité parentale sont attribués au détenteur de l'autorité parentale, donc au revenu et à la fortune matrimoniaux des époux imposés selon le régime de la taxation commune⁷⁴.

Les époux vivant en ménage commun assument une responsabilité solidaire restreinte de la charge fiscale totale⁷⁵.

Ils exercent solidairement leurs droits et devoirs au niveau de la procédure⁷⁶. Les recours et autres communications sont réputées reçues dans les délais si l'un des époux entame les démarches dans les délais⁷⁷.

3.4.3.2 Barème

Comme le droit actuel régissant l'impôt fédéral direct, le système de double barème se compose d'un barème de base et d'un barème allégé pour personnes mariées. Le barème de base est appliqué aux personnes seules soumises à l'impôt, tandis que le barème allégé concerne les époux vivant en ménage commun ainsi que les contribuables veufs, séparés, divorcés et célibataires qui vivent en ménage commun avec des enfants ou des personnes nécessiteuses.

Le barème commence à un revenu imposable de 13 600 francs pour les personnes seules et à 17 500 francs pour les personnes mariées et les familles monoparentales.

Le maximum de la charge fiscale moyenne fixée à 11,5 % par la constitution est toutefois désormais atteint avec un revenu imposable de 549 400 francs pour les personnes seules et de 867 900 francs pour les personnes mariées et les familles monoparentales. En comparaison du droit actuel, la progression sera légèrement accentuée pour les personnes seules de la classe moyenne. Pour les personnes mariées, l'imposition commence à un revenu plus bas que dans le droit actuel. À partir d'un revenu de 30 000 francs, la progression est quasiment identique au droit actuel à quelques petites exceptions près.

3.4.3.3 Déduction pour double revenu

Une déduction pour double revenu est aussi prévue dans le nouveau système de double barème. Il s'agit d'une part de tenir compte des dépenses de ménage plus

⁷² Cf. ch. 1.1.3.1.

⁷³ Cf. ch. 3.2.3.2.

⁷⁴ Cf. ch. 3.2.3.3.

⁷⁵ Cf. ch. 1.1.3.1 et 3.2.3.9.

⁷⁶ Cf. ch. 1.1.3.1.

⁷⁷ Cf. ch. 1.1.3.1 et 3.2.3.8.

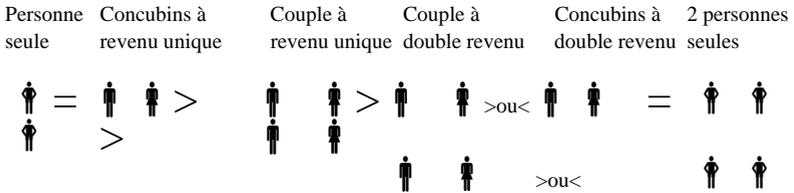
élevées des couples à double revenu par rapport aux couples à revenu unique, et de casser d'autre part la progression de l'impôt pour les couples à double revenu en comparaison des concubins avec un revenu similaire. La nouveauté réside dans le fait que la déduction pour double revenu n'est pas seulement accordée aux couples dont les deux partenaires exercent une activité lucrative, mais aussi aux couples de retraités ainsi qu'aux couples dans lesquels l'un des époux touche un revenu de l'activité lucrative et l'autre un revenu des rentes.

3.4.3.4 Déduction pour personnes mariées

La déduction pour personnes mariées est une autre mesure de correction pour réduire - comme la déduction pour double revenu - la surcharge fiscale anticonstitutionnelle grevant les couples à double revenu. Elle vise aussi à garantir une répartition équilibrée des charges fiscales entre ménages à revenu unique et ménages à double revenu. Cette déduction est accordée à tous les couples, indépendamment des revenus des deux époux et de la source de ces revenus.

3.4.4 Relations entre charges fiscales

Le double barème tel qu'il est appliqué aujourd'hui implique les relations suivantes entre charges fiscales:



Les relations entre charges fiscales ne correspondent pas à tous les points de vue à la formule établie par le Tribunal fédéral et la doctrine du droit fiscal⁷⁸. Pour cette raison, diverses corrections ont été apportées aux calculs de l'Administration fédérale des contributions. Une déduction de 40 % du revenu net, max. 30 000 francs, a été introduite pour les couples à double revenu et les couples de retraités. En outre, une déduction pour personnes mariées de 5000 est accordée à tous les couples – tant les couples à revenu unique que les couples de retraités.

Comme le montrent les calculs de l'Administration fédérale des contributions⁷⁹, le nouveau double barème impose de la même manière les couples à double revenu et les concubins à double revenu avec répartition semblable des revenus entre les partenaires. S'ils ont des enfants, les couples à double revenu paient bien moins d'impôts que les concubins à double revenu similaire en fonction de la catégorie de revenu, puisqu'en cas de concubinage, les déductions pour enfants sont décomptées au partenaire au revenu le plus bas (hypothèse de calcul).

Si les revenus ne sont pas répartis uniformément entre les partenaires, les couples à double revenu sont aussi en principe bien moins imposés que les concubins à double

⁷⁸ Cf. ch. 2.1.

⁷⁹ Cf. annexe 4.

revenu. En cas de revenus très élevés, les couples à double revenu sont néanmoins imposés un peu plus. Ce modèle abolit à quelques exceptions près la discrimination des couples à double revenu qui caractérise le droit actuel, mais une partie des concubins à double revenu paient davantage d'impôts.

Les couples à double revenu continuent de payer bien moins d'impôts que les couples à revenu unique. La raison réside dans la déduction élevée pour double revenu, qui tient par ailleurs compte de la charge économique supplémentaire des couples à double revenu et de la capacité supérieure des couples à revenu unique en raison de la production domestique plus élevée⁸⁰.

Les concubins à revenu unique sont toujours bien plus imposés que les couples à revenu unique. Les concubins à revenu unique ne représentent cependant qu'une petite catégorie de contribuables. Ils ne pèsent donc pas lourd dans les relations complexes entre charges fiscales.

Les couples à revenu unique continuent de payer bien moins d'impôts que les personnes seules, en raison de l'absence de déduction pour personnes mariées et du barème allégé pour personnes mariées.

En comparaison du droit actuel (année servant de base de calcul 2006; état avant les mesures urgentes), ce sont surtout les personnes seules et les concubins à revenu unique à partir d'un revenu de 80 000 francs ainsi que les concubins à double revenu à partir d'un revenu de 150 000 francs qui paient partiellement bien plus d'impôts en cas d'application du nouveau double barème. Cela s'explique principalement par la hausse du barème par rapport au droit actuel pour la classe moyenne.

Par contre, les couples de retraités, les couples à double revenu moyen et élevé ainsi que les couples à revenu unique élevé bénéficient partiellement d'allègements considérables en comparaison du droit actuel.

3.4.5 Conséquences financières

3.4.5.1 Conséquences financières pour la Confédération

Le nouveau double barème a été calculé comme les trois autres modèles, afin que les pertes de recettes fiscales se limitent à quelque 900 millions⁸¹ (= 10 % du produit de l'impôt fédéral direct sur les personnes physiques pour la période fiscale de 2008). Avec ce type de calcul, il faut s'attendre pour tous les modèles à des charges supplémentaires pour certaines catégories de contribuables en comparaison du droit actuel. Ces charges supplémentaires résultent du meilleur respect possible des relations entre charges fiscales développées d'après la doctrine et la jurisprudence.

3.4.5.2 Conséquences financières pour les cantons

Pour l'instant, quatorze cantons appliquent un système de double barème⁸². Si la LHID imposait aux cantons l'introduction d'un système de double barème, les douze autres cantons devraient adapter leurs lois fiscales en conséquence. Des systèmes d'imposition de la famille existent déjà sous diverses formes dans les cantons, qui se

⁸⁰ Cf. note de bas de page 11

⁸¹ Cf. aussi ch. 3.1.4.1.

⁸² Cf. ch. 3.2.2.

basent toutefois sur la taxation commune. Il n'est donc pas obligatoire d'imposer un système de double barème aux cantons. Avec le double barème, les cantons devraient participer à la diminution des recettes par le biais de leur part à l'impôt fédéral direct.

3.4.6 Conséquences pour les contribuables

Avec un système de double barème, les changements administratifs par rapport au droit actuel sont moindres pour les personnes soumises à l'impôt. Les revenus et la fortune des époux continueront d'être additionnés sans tenir compte du régime matrimonial. Les époux répondent solidairement du montant total de l'impôt.

3.4.7 Conséquences pour l'administration

Etant donné que l'impôt fédéral direct est taxé et perçu par les cantons, l'introduction d'un nouveau système de double barème n'aurait aucune conséquence sur les ressources humaines de la Confédération. Les autres mesures de corrections prévues n'entraînent d'ailleurs pas de dépenses administratives supplémentaires après la migration informatique.

3.4.8 Relation avec le droit international

Les systèmes fiscaux des Etats membres de la Communauté européenne connaissent divers modèles de taxation commune des époux et d'imposition individuelle. Un système de double barème dans le cadre de la taxation commune ne présente donc aucun inconvénient sur le plan du droit européen, au même titre que le *splitting*⁸³.

3.4.9 Constitutionnalité

Comme déjà expliqué, le principe de taxation commune des époux est en accord avec la constitution pour autant que l'on tienne compte du principe d'égalité de traitement et du principe d'imposition selon la capacité économique.

Le système de double barème exposé prévoit les mesures de correction nécessaires pour établir des relations équilibrées entre les charges fiscales. La discrimination des couples à double revenu par rapport aux concubins dans la même situation qui caractérise actuellement le droit régissant l'impôt fédéral direct est réduite à quelques exceptions. Chaque adaptation dans une catégorie de contribuables se répercutant sur les relations entre charges fiscales d'autres catégories, il est pratiquement impossible de respecter les relations idéales et constitutionnelles développées par la doctrine et la jurisprudence, tant l'ensemble du système des relations entre charges fiscales est complexe.

⁸³ Cf. ch. 3.2.8.

3.4.10 Entrée en vigueur

Tout comme le splitting, le système de double barème ne doit pas forcément s'appliquer aux trois niveaux institutionnels⁸⁴. Si les mesures de correction ne concernent que le système actuel de double barème de l'impôt fédéral direct, il ne serait pas nécessaire d'adapter les lois cantonales. Ce modèle permettrait donc une rapide mise en œuvre de la réforme.

3.5 Conséquences économiques

3.5.1 Conséquences fondamentales d'une imposition individuelle pure et d'un splitting intégral

Les conséquences économiques d'une imposition individuelle pure et d'un splitting intégral sur l'efficacité de l'utilisation économique des ressources, la participation au marché du travail, la croissance et la décision d'avoir des enfants sont exposées dans les chapitres suivants.

3.5.1.1 Efficacité de l'allocation des ressources

On considère en général qu'un impôt peut entraîner deux effets distincts: un effet sur le revenu et un effet de substitution. L'effet de substitution déforme les résultats du marché et implique une charge fiscale supplémentaire («*excess burden of taxation*»). En d'autres termes, les effets négatifs sur le bien-être, qui se manifestent même si la perception et le paiement de l'impôt ne coûtent rien, peuvent dépasser la charge fiscale. La charge supplémentaire joue un rôle central dans le cadre de l'analyse de l'efficacité: cette charge est d'autant plus grande que les contribuables parviennent à éviter l'impôt. La charge supplémentaire d'un impôt peut être diminuée si les taux d'impôt sont fixés de manière inversement proportionnelle aux élasticités^{85 86}: les individus dont l'élasticité au niveau de l'offre de travail est élevée devraient être grevés avec un taux d'imposition marginal inférieur à celui appliqué aux individus dont l'élasticité au niveau de l'offre de travail est moins importante.

On peut démontrer empiriquement que le degré d'élasticité du conjoint qui touche le revenu secondaire est généralement plus élevé que celui du conjoint qui touche le revenu principal. Pour les couples actuellement imposés sous le régime de taxation commune, l'imposition individuelle et le splitting réduisent la charge fiscale marginale du conjoint qui exerce l'activité lucrative secondaire; autrement dit, l'efficacité du système fiscal serait meilleure qu'aujourd'hui.

Comme, de nos jours, le conjoint qui exerce l'activité lucrative secondaire gagne souvent moins que le conjoint exerçant l'activité lucrative principale, le taux d'imposition marginal du conjoint qui exerce l'activité lucrative secondaire est plus bas dans le système d'imposition individuelle que dans le système de splitting, toutes conditions étant égales par ailleurs. La charge fiscale supplémentaire étant

⁸⁴ Cf. ch. 3.3.4.2 et 3.2.8.

⁸⁵ La notion d'élasticité permet de calculer de combien de pour cent la variable X (par exemple l'offre de travail) change si la variable Y (par exemple le salaire net après impôt) augmente de 1 %.

⁸⁶ RAMSEY F. P., A Contribution to the Theory of Taxation, *Economic Journal*, 37, 1927, pp. 47 à 61.

moins élevée avec l'imposition individuelle, ce type de taxation est préférable au splitting du point de vue de l'efficacité.

3.5.1.2 Conséquences sur la participation au marché du travail et sur le PIB

Par leurs taux marginaux d'imposition plus bas du revenu du conjoint exerçant une activité lucrative secondaire, l'imposition individuelle et le splitting ont des effets positifs sur le marché du travail et la croissance. On peut s'attendre à une mobilisation du potentiel des femmes notamment sur le marché du travail, et aux effets de croissance positifs qui en découleront.

Pour un même revenu imposable et une progressivité comparable, l'offre sur le marché du travail est plus grande avec l'imposition individuelle qu'avec le système du splitting. En effet, les conjoints exerçant l'activité lucrative secondaire, qui affichent en général une grande élasticité au niveau de l'offre de travail, sont moins taxés avec l'imposition individuelle. Exercer une activité lucrative leur est donc plus avantageux que la production domestique ou les loisirs. Ils participent ainsi au marché du travail et à l'augmentation de l'offre de travail. Par contre, l'offre sur le marché du travail des conjoints qui exercent l'activité lucrative principale n'est que légèrement (voire pas du tout) diminuée par l'imposition individuelle, puisque l'offre de ces personnes sur le marché du travail est très peu élastique. La plus grande offre de travail qui résulte de l'imposition individuelle entraîne donc à moyen terme une plus forte augmentation du PIB que le splitting.

En revanche, le taux grevant le revenu du conjoint exerçant l'activité lucrative secondaire est en principe plus élevé avec le splitting qu'avec l'imposition individuelle. C'est pour cette raison que la participation du conjoint exerçant l'activité lucrative secondaire au marché du travail est plus basse avec le splitting qu'avec l'imposition individuelle, d'où une assiette fiscale inférieure pour le modèle du splitting. Par conséquent, avec des taux fiscaux identiques, l'imposition avec splitting entraîne un manque à gagner fiscal par rapport à l'imposition individuelle. Si ce manque à gagner doit être compensé par une augmentation des taux ou par l'introduction de nouveaux impôts, il en résulte de nouvelles distorsions. Comme ces distorsions entraînent des pertes au niveau de l'efficacité, elles freinent la croissance économique.

Les effets sur le bien-être des individus concernés sont plus difficiles à déterminer, car deux arguments s'opposent: l'un penche en faveur de l'imposition individuelle tandis que l'autre préfère le splitting. Les taux marginaux d'imposition plus bas pour les conjoints exerçant une activité lucrative secondaire favorisent l'imposition individuelle. Par contre, le splitting a l'avantage de créer des revenus fictifs pour les deux partenaires en matière de production domestique et n'influence donc pas la décision sur le nombre d'heures consacrées à la production domestique. La relation entre les taux marginaux d'imposition grevant les conjoints exerçant une activité lucrative secondaire et principale détermine lequel de ces deux effets domine. Les changements sociaux récents font plutôt pencher la balance du côté de l'imposition individuelle. Le nivellement des différences de niveau d'études et de salaire entre les sexes, l'augmentation des rapports de travail à temps partiel avec des pourcentages entre 50 et 90%, la demande exponentielle de marchandises et services de substitu-

tion à la production domestique ainsi que la souplesse croissante du marché du travail suisse, qui permet une réaction plus élastique des offres de travail, expliquent ce déplacement des priorités

3.5.1.3 Objectifs de la politique familiale

La décision des parents d'avoir des enfants a des effets positifs externes sur le financement des systèmes de prévoyance-vieillesse modernes (financés selon le système de répartition). En effet, avec un système de répartition, le taux de recettes dépend du nombre d'enfants et de leur rentabilité future de travailleurs et de cotisants. En raison des effets externes, les mesures liées aux enfants ne peuvent pas être justifiées seulement par des raisons de politique sociale (comme c'est généralement le cas): elles doivent être justifiées également en fonction de l'efficacité (c'est-à-dire du point de vue de la politique de la croissance). La combinaison optimale des instruments politiques à mettre en œuvre dépasse ainsi le cadre fiscal.

Tant l'imposition individuelle que le splitting (dans une moindre mesure) augmentent l'offre des femmes sur le marché du travail. Diverses études⁸⁷ ont démontré que dans les pays qui encouragent les solutions de garde des enfants, l'imposition individuelle entraîne une plus grande participation des femmes au marché du travail et un nombre d'enfants plus élevé que le système de splitting.

3.5.2 Conséquences des mesures de correction

Les corrections requises par le droit constitutionnel relativisent les avantages de l'imposition individuelle pure pour la politique du marché du travail. En cas d'imposition individuelle modifiée avec répartition forfaitaire partielle, la déduction pour ménage et la déduction pour revenu unique représentent deux grosses différences par rapport à l'imposition individuelle pure. Avec l'octroi d'une déduction pour ménage aux personnes seules (une correction qui intervient aussi dans le modèle du splitting), le choix d'un individu de vivre seul ou avec d'autres personnes est influencé par le système fiscal (effet de distorsion). Les économies ménagères sont donc moins souvent réalisées, d'où une perte au niveau du bien-être.

La déduction pour revenu unique diminue la charge fiscale marginale du conjoint qui exerce l'activité lucrative principale sans modifier celle du conjoint exerçant l'activité lucrative secondaire. Relever les taux pour compenser les pertes de recettes fiscales induites par la déduction pour revenu unique augmenterait la charge fiscale des personnes dont l'élasticité au niveau de l'offre de travail est supérieure à celle des conjoints exerçant l'activité lucrative principale, ce qui tendrait à diminuer le bien-être. Par contre, la déduction pour revenu unique améliore le bien-être par le rapprochement partiel des taux marginaux d'imposition des conjoints exerçant une activité lucrative principale et secondaire ainsi que par la compensation de la production domestique qui en résulte.

⁸⁷ Cf. p. ex. GALOR, O., WEIL, D.N.: The Gender Gap, Fertility and Growth, *American Economic Review* 86, 1996, p. 374 à 387; APPS, P., REES, R.: Individual versus Joint Taxation in Models with Household Production, *Journal of Political Economy* 107, 1999, p. 393 à 403; APPS, P., REES, R.: Fertility, Female Labour Supply and Public Policy, Institute for the Study of Labour (IZA) Bonn, Discussion Paper 409, 2001.

Diverses incitations, avec d'éventuelles conséquences négatives sur le bien-être, peuvent découler des catégories de contribuables bénéficiant de la déduction pour revenu unique. Si la déduction n'est accordée qu'aux couples à revenu unique, la décision de l'autre conjoint d'exercer une activité lucrative est fortement influencée par la déduction pour revenu unique. Il s'agit là d'une grosse pierre d'achoppement qui risque fort d'inciter le conjoint qui exerce l'activité lucrative secondaire de renoncer à exercer une activité à temps partiel. La raison est que le taux d'imposition marginal est très élevé. Dans certains cas, il peut même dépasser 100 %, si l'on prend en considération le revenu net global du couple.

Si la déduction pour revenu unique est octroyée également aux couples à deux revenus dont le revenu d'un des conjoints est faible, la décision du conjoint ne porte plus sur l'opportunité de travailler ou non, mais uniquement sur le temps qu'il veut consacrer à son activité lucrative.

3.5.3 Conséquences d'un splitting partiel avec droit d'option

Le splitting partiel avec droit d'option donne aux couples la possibilité de choisir une imposition individuelle pure. En règle générale, ce sont les couples avec répartition semblable des revenus entre les époux qui sont incités à opter pour l'imposition individuelle en raison d'une plus faible charge fiscale grevant le couple.

En tout état de cause, seule une minorité de contribuables auraient avantage à faire usage de leur droit d'option. On peut en effet partir de l'idée qu'un couple marié n'exercera son droit d'option que si cela lui permet de diminuer la charge fiscale globale qui le grève. La taxation avec droit d'option se traduit donc par une baisse des recettes fiscales par rapport au splitting partiel avec diviseur identique sans droit d'option. Pour compenser cette baisse, il faut soit augmenter les taux d'imposition, soit diminuer les déductions.

En ce qui concerne les effets du droit d'option sur l'offre de travail, il est intéressant de considérer trois types de ménages:

- (1) Les ménages avec un revenu global nettement supérieur à la moyenne. Dans ces ménages, l'élasticité de l'offre de travail dans le domaine concerné est plutôt faible, et l'incitation à travailler est plutôt faible comparativement aux pertes de recettes fiscales.
- (2) Les ménages dans lesquels les conjoints touchent un salaire à peu près égal et dans lesquels les deux partenaires exercent une activité lucrative à temps complet. Il y a peu de chances que ces ménages augmentent leur offre de travail.
- (3) Les ménages dans lesquels les conjoints touchent un salaire à peu près égal et dans lesquels l'offre de travail commune est inférieure à 200 %. Ces ménages réagissent à l'allègement fiscal avec une grande élasticité: en effet, deux partenaires travaillant par exemple chacun à 60 % disposent d'une grande marge de manœuvre et peuvent facilement augmenter le temps qu'ils consacrent à leur travail.

3.5.4 Conséquences d'un nouveau double barème

La diminution de la charge fiscale marginale du conjoint qui exerce l'activité lucrative secondaire entraîne des gains d'efficacité (allègement fiscal pour les individus à

l'élasticité élevée au niveau de l'offre de travail) et des effets positifs sur le marché du travail (notamment pour les femmes). Mais ces répercussions positives sont amoindries par la surcharge fiscale de certaines catégories de contribuables. Comme l'on suppose cependant que les groupes plus taxés suite à la réforme (personnes seules, concubins à revenu unique et concubins à double revenu élevé) présentent une élasticité plutôt faible à l'offre de travail, les conséquences négatives de la surcharge fiscale sur l'offre de travail seraient moindres. Par conséquent, une adaptation du double barème devrait entraîner des gains d'efficacité et des effets positifs sur le marché du travail.

L'avantage du double barème par rapport à l'imposition individuelle et au splitting (avec ou sans droit d'option) réside dans sa souplesse. En réalité, il n'est pas nécessaire de procéder à des adaptations dans toutes les catégories de revenu pour satisfaire aux exigences du Tribunal fédéral. Le double barème devrait donc permettre d'optimiser les taux marginaux d'imposition, en maintenant la perte des recettes au même niveau qu'avec l'imposition individuelle et le splitting, de manière à éliminer les distorsions les plus criantes de l'offre de travail des conjoints exerçant l'activité lucrative secondaire.

4 Modèles «sans charges supplémentaires»

4.1 Introduction

Comme expliqué au ch. 2.2, l'ampleur des diminutions de recettes a aussi été calculée si chacun des quatre modèles ne devait pas seulement garantir des relations équilibrées entre les charges fiscales fixées par la doctrine et la jurisprudence mais, contrairement aux modèles de base exposés jusqu'à présent, satisfaire aussi à l'exigence supplémentaire *d'aucune charge supplémentaire* par rapport au droit actuel. Les analyses ont démontré que les quatre modèles permettaient d'y parvenir. Mais pour satisfaire à tous ces critères, les barèmes devraient être fixés bien plus bas, ce qui impliquerait des diminutions de recettes très élevées. Ces modèles doivent encore être améliorés, et seuls les principaux résultats ont été pris en compte.

4.2 Conséquences financières

Bien que les modèles puissent vraisemblablement être encore améliorés, il apparaît déjà que les pertes s'élèveraient à près d'un tiers des recettes de l'impôt fédéral direct sur les personnes physiques pour trois des quatre modèles (imposition individuelle modifiée, splitting intégral et splitting partiel avec droit d'option). En chiffres absolus et sur la base du produit de l'impôt fédéral direct sur les personnes physiques pour la période fiscale 2008, la diminution des recettes induites par ces modèles s'élève à quelque 3 milliards de francs. Par contre, le modèle du nouveau double barème, plus souple, permettrait de réduire cette diminution de 400 millions.

| Modèle | avec charge supplémen- taire | Sans charge supplémen- taire |
|--|---------------------------------|---------------------------------|
| Imposition individuelle avec répartition forfaitaire partielle | 900 millions | 3 milliards |
| Splitting intégral | 900 millions | 3 milliards |
| Splitting partiel avec droit d'option pour les couples | 900 millions | 3 milliards |
| Imposition commune avec double barème | 900 millions | 2,6 milliards |

Annexe 1: Relations entre les charges fiscales du modèle «Imposition individuelle avec répartition forfaitaire partielle» avec une baisse des recettes de quelque 900 millions de francs.

Annexe 2: Relations entre les charges fiscales du modèle «Splitting intégral» avec une baisse des recettes de quelque 900 millions de francs.

Annexe 3: Relations entre les charges fiscales du modèle «Splitting partiel avec droit d'option pour les couples» avec une baisse des recettes de quelque 900 millions de francs.

Annexe 4: Relations entre les charges fiscales du modèle «Imposition commune avec double barème» avec une baisse des recettes de quelque 900 millions de francs.

Annexe 5: *Feuille d'information* sur le choix du système en général.

Annexe 6: *Feuille d'information* sur l'imposition individuelle modifiée

Annexe 7: *Feuille d'information* sur le splitting intégral

Annexe 8: *Feuille d'information* sur le splitting partiel (diviseur 1,7) avec droit d'option pour les couples

Annexe 9: *Feuille d'information* sur le nouveau double barème

Choix du système d'imposition des couples mariés

Comparaison entre les charges fiscales

Systeme 1: Imposition individuelle modifiée

Déduction p. personne seule: 5000 fr., déduction p. un revenu: 15 000 fr.,
déduction p. famille monoparentale: 3 %, au max. 6000 fr.

30 octobre 2006

Barème selon système 1: Imposition individuelle modifiée

L'impôt dû pour une année fiscale s'élève:

| | |
|---------------------------------------|-----------------------|
| – jusqu'à 21'900 francs de revenu, à | 0 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 1.00 francs; |
| – pour 32'900 francs de revenu, à | 110.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 2.00 francs en plus; |
| – pour 42'900 francs de revenu | 310.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 3.00 francs en plus; |
| – pour 52'900 francs de revenu | 610.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 4.00 francs en plus; |
| – pour 62'900 francs de revenu | 1'010.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 5.00 francs en plus; |
| – pour 72'900 francs de revenu | 1'510.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 6.00 francs en plus; |
| – pour 82'900 francs de revenu | 2'110.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 7.00 francs en plus; |
| – pour 92'900 francs de revenu | 2'810.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 8.00 francs en plus; |
| – pour 102'900 francs de revenu | 3'610.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 9.00 francs en plus; |
| – pour 112'900 francs de revenu | 4'510.00 francs; |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 10.00 francs en plus; |
| – pour 122'900 francs de revenu | 5'510.00 francs; |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 11.00 francs en plus; |
| – pour 132'900 francs de revenu | 6'610.00 francs; |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 11.50 francs en plus; |
| – pour 142'900 francs de revenu | 7'760.00 francs; |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 12.00 francs en plus; |
| – pour 152'900 francs de revenu | 8'960.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 12.50 francs en plus; |
| – pour 162'900 francs de revenu | 10'210.00 francs; |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 13.00 francs en plus; |
| – pour 731'100 francs de revenu | 84'076.00 francs |
| – pour 731'200 francs de revenu | 84'088.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 11.50 francs en plus; |

Les montants d'impôt inférieurs à 25 francs ne sont pas perçus.

Déductions selon droit 2006 et Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Déduction pour | Droit 06 | Système 1 |
|--|----------|---------------|
| Enfants et personnes nécessiteuses | 6'100 | 6'100 |
| Primes d'assurances et intérêts des capitaux d'épargne avec LPP | | |
| Personnes mariées | 3'300 | 1'700 |
| Autres contribuables | 1'700 | 1'700 |
| Augmentation par enfant | 700 | 700 |
| sans LPP | | |
| Personnes mariées | 4'950 | 2'550 |
| Autres contribuables | 2'550 | 2'550 |
| Augmentation par enfant | 700 | 700 |
| Couple marié deux revenu | 7'600 | |
| Déduction du deuxième revenu en % | | 50 |
| Déduction minimale en fr. | | 7'600 |
| Déduction maximale en fr. | | 12'500 |
| Personne seule | - | 5'000 |
| Couple marié un revenu | - | 15'000 |
| Famille monoparentale | | |
| en % du revenu net | - | 3 |
| Déduction maximale en fr. | - | 6'000 |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut en francs | | | Contribuables sans enfants | | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|--|---|---|---|---|
| Total | Répartition % | | Couple marié un revenu / Personne seule | Couple marié un revenu / Concubins un revenu | Couple marié deux revenus / Concubins deux revenus / | Couple marié deux revenus / Couple marié un revenu / | Couple marié deux revenus / 2 Personnes seules |
| 100 | 70 | 30 | Charge en plus ou en moins en pourcent | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | -100% | -100% | 0% | 0% | 0% |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | -100% | -100% | 0% | 0% | 100% |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | -70% | -79% | 0% | 13% | 85% |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | -55% | -66% | 0% | -13% | 70% |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | -46% | -56% | 0% | -24% | 48% |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | -39% | -49% | 0% | -30% | 35% |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | -35% | -44% | 0% | -33% | 33% |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | -21% | -28% | 0% | -39% | 20% |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | -14% | -19% | 0% | -40% | 13% |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | -7% | -9% | 0% | -32% | 7% |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | -3% | -5% | 0% | -21% | 4% |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | -1% | -2% | 0% | -8% | 1% |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | -1% | -1% | 0% | -1% | 1% |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut en francs | | | Contribuables sans enfants | | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|--|---|---|---|---|
| Total | Répartition % | | Couple marié un revenu / Personne seule | Couple marié un revenu / Concubins un revenu | Couple marié deux revenus / Concubins deux revenus / | Couple marié deux revenus / Couple marié un revenu / | Couple marié deux revenus / 2 Personnes seules |
| 100 | 50 | 50 | Charge en plus ou en moins en pourcent | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | -100% | -100% | 0% | 0% | 0% |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | -100% | -100% | 0% | 0% | 0% |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | -70% | -79% | 0% | -100% | 0% |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | -55% | -66% | 0% | -62% | 100% |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | -46% | -56% | 0% | -63% | 106% |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | -39% | -49% | 0% | -59% | 89% |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | -35% | -44% | 0% | -57% | 63% |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | -21% | -28% | 0% | -54% | 25% |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | -14% | -19% | 0% | -53% | 17% |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | -7% | -9% | 0% | -43% | 10% |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | -3% | -5% | 0% | -22% | 4% |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | -1% | -2% | 0% | -8% | 1% |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | -1% | -1% | 0% | 1% | 1% |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut en francs | | | Contribuables avec 2 enfants | | | | |
|-----------------------|---------------|---------|--|---|---|---|---|
| Total | Répartition % | | Couple marié un revenu / Personne seule | Couple marié un revenu / Concubins un revenu | Couple marié deux revenus / Concubins deux revenus / | Couple marié deux revenus / Couple marié un revenu / | Couple marié deux revenus / 2 Personnes seules |
| 100 | 70 | 30 | Charge en plus ou en moins en pourcent | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 0% | -100% | 0% | 0% | 0% |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 0% | -100% | -100% | 0% | 0% |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | -100% | -100% | -61% | 0% | 100% |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | -73% | -93% | -55% | 86% | 100% |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | -58% | -85% | -42% | 29% | 423% |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | -46% | -78% | -35% | 2% | 262% |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | -39% | -71% | -31% | -11% | 159% |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | -18% | -48% | -18% | -34% | 69% |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | -10% | -33% | -12% | -39% | 47% |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | -4% | -17% | -6% | -32% | 27% |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | -2% | -8% | -3% | -22% | 13% |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | -1% | -3% | -1% | -8% | 5% |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 0% | -2% | 0% | -1% | 2% |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut en francs | | | Contribuables avec 2 enfants | | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|--|---|---|---|---|
| Total | Répartition % | | Couple marié un revenu / Personne seule | Couple marié un revenu / Concubins un revenu | Couple marié deux revenus / Concubins deux revenus / | Couple marié deux revenus / Couple marié un revenu / | Couple marié deux revenus / 2 Personnes seules |
| 100 | 50 | 50 | Charge en plus ou en moins en pourcent | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0% | -100% | 0% | 0% | 0% |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 0% | -100% | 0% | 0% | 0% |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | -100% | -100% | 0% | 0% | 0% |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | -73% | -93% | -100% | -100% | 0% |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | -58% | -85% | -54% | -67% | 100% |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | -46% | -78% | -40% | -61% | 100% |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | -39% | -71% | -35% | -61% | 100% |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | -18% | -48% | -16% | -54% | 139% |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | -10% | -33% | -11% | -54% | 71% |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | -4% | -17% | -6% | -45% | 37% |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | -2% | -8% | -3% | -23% | 16% |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | -1% | -3% | -1% | -8% | 5% |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 0% | -2% | 0% | 1% | 2% |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut en francs | | | Contribuables sans enfants | | | | | |
|-----------------------|---------------|---------|----------------------------|--------------------|------------------------|---------------------|---------------------------|------------------------|
| Total | Répartition % | | Personne seule | 2 Personnes seules | Couple marié un revenu | Concubins un revenu | Couple marié deux revenus | Concubins deux revenus |
| 100 | 70 | 30 | Charge en francs | | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 47 | 0 | 0 | 97 | 0 | 0 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 160 | 0 | 0 | 260 | 53 | 53 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 349 | 65 | 106 | 499 | 120 | 120 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 614 | 142 | 278 | 814 | 242 | 242 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 958 | 266 | 520 | 1'195 | 394 | 394 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 1'375 | 430 | 834 | 1'648 | 580 | 580 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 1'858 | 614 | 1'215 | 2'166 | 814 | 814 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 5'460 | 2'208 | 4'312 | 6'005 | 2'639 | 2'639 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 10'795 | 4'919 | 9'310 | 11'445 | 5'569 | 5'569 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 22'482 | 13'340 | 20'961 | 23'132 | 14'263 | 14'263 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 45'869 | 33'792 | 44'348 | 46'519 | 34'987 | 34'987 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 102'005 | 91'738 | 100'659 | 102'580 | 93'038 | 93'038 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 205'447 | 200'951 | 204'102 | 206'022 | 202'176 | 202'176 |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut en francs | | | Contribuables sans enfants | | | | | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|----------------------------|--------------------|------------------------|---------------------|---------------------------|------------------------|---------------------------|------------------------|
| Total | Répartition % | | Personne seule | 2 Personnes seules | Couple marié un revenu | Concubins un revenu | Couple marié deux revenus | Concubins deux revenus | Couple marié de retraités | Concubins de retraités |
| 100 | 50 | 50 | Charge en francs | | | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 47 | 0 | 0 | 97 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 160 | 0 | 0 | 260 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 349 | 0 | 106 | 499 | 0 | 0 | 110 | 110 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 614 | 0 | 278 | 814 | 106 | 106 | 210 | 210 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 958 | 94 | 520 | 1'195 | 194 | 194 | 400 | 400 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 1'375 | 182 | 834 | 1'648 | 344 | 344 | 600 | 600 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 1'858 | 320 | 1'215 | 2'166 | 520 | 520 | 890 | 890 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 5'460 | 1'580 | 4'312 | 6'005 | 1'980 | 1'980 | 2'970 | 2'970 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 10'795 | 3'716 | 9'310 | 11'445 | 4'332 | 4'332 | 6'340 | 6'340 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 22'482 | 10'920 | 20'961 | 23'132 | 12'010 | 12'010 | 16'600 | 16'600 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 45'869 | 33'290 | 44'348 | 46'519 | 34'590 | 34'590 | 42'390 | 42'390 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 102'005 | 91'738 | 100'659 | 102'580 | 93'038 | 93'038 | 107'390 | 107'390 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 205'447 | 204'009 | 204'102 | 206'022 | 205'159 | 205'159 | 229'401 | 229'401 |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut en francs | | | Contribuables avec 2 enfants | | | | | |
|-----------------------|---------------|---------|------------------------------|--------------------|------------------------|---------------------|---------------------------|------------------------|
| Total | Répartition % | | Personne seule | 2 Personnes seules | Couple marié un revenu | Concubins un revenu | Couple marié deux revenus | Concubins deux revenus |
| 100 | 70 | 30 | Charge en francs | | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 0 | 0 | 0 | 97 | 0 | 0 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 0 | 0 | 0 | 260 | 0 | 53 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 78 | 0 | 0 | 499 | 47 | 120 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 216 | 0 | 58 | 814 | 108 | 242 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 421 | 44 | 178 | 1'195 | 230 | 394 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 690 | 104 | 370 | 1'648 | 376 | 580 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 1'025 | 216 | 630 | 2'166 | 559 | 814 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 3'844 | 1'230 | 3'146 | 6'005 | 2'082 | 2'540 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 8'516 | 3'208 | 7'668 | 11'445 | 4'703 | 5'370 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 19'934 | 10'275 | 19'193 | 23'132 | 13'017 | 13'900 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 43'321 | 29'628 | 42'580 | 46'519 | 33'384 | 34'262 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 99'751 | 86'642 | 99'095 | 102'580 | 91'281 | 92'154 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 203'193 | 196'149 | 202'538 | 206'022 | 200'514 | 201'292 |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut en francs | | | Contribuables avec 2 enfants | | | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|------------------------------|--------------------|------------------------|---------------------|---------------------------|------------------------|
| Total | Répartition % | | Personne seule | 2 Personnes seules | Couple marié un revenu | Concubins un revenu | Couple marié deux revenus | Concubins deux revenus |
| 100 | 50 | 50 | Charge en francs | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0 | 0 | 0 | 97 | 0 | 0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 0 | 0 | 0 | 260 | 0 | 0 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 78 | 0 | 0 | 499 | 0 | 0 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 216 | 0 | 58 | 814 | 0 | 53 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 421 | 0 | 178 | 1'195 | 58 | 126 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 690 | 0 | 370 | 1'648 | 146 | 245 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 1'025 | 0 | 630 | 2'166 | 248 | 384 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 3'844 | 600 | 3'146 | 6'005 | 1'436 | 1'708 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 8'516 | 2'050 | 7'668 | 11'445 | 3'500 | 3'916 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 19'934 | 7'688 | 19'193 | 23'132 | 10'560 | 11'285 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 43'321 | 28'194 | 42'580 | 46'519 | 32'822 | 33'706 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 99'751 | 86'642 | 99'095 | 102'580 | 91'270 | 92'154 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 203'193 | 199'501 | 202'538 | 206'022 | 203'595 | 204'377 |

| |
|--|
| Systeme 1: Imposition individuelle modifiée |
|--|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur | | | | Mesures | | | |
|-----------------------|--|---|-------------------------------|-------|--|---|-------------------------------|--------|
| | Concubins un revenu sans enfants | Couple marié un revenu sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins un revenu sans enfants | Couple marié un revenu sans enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | | | |
| 40'000 | 141 | 33 | -108 | -76.5 | 97 | 0 | -97 | -100.0 |
| 50'000 | 243 | 121 | -122 | -50.1 | 260 | 0 | -260 | -100.0 |
| 60'000 | 475 | 209 | -266 | -56.0 | 499 | 106 | -393 | -78.8 |
| 70'000 | 727 | 397 | -330 | -45.4 | 814 | 278 | -536 | -65.8 |
| 80'000 | 983 | 655 | -328 | -33.3 | 1'195 | 520 | -675 | -56.5 |
| 90'000 | 1'453 | 940 | -513 | -35.3 | 1'648 | 834 | -814 | -49.4 |
| 100'000 | 2'014 | 1'280 | -734 | -36.5 | 2'166 | 1'215 | -951 | -43.9 |
| 150'000 | 5'559 | 4'002 | -1'557 | -28.0 | 6'005 | 4'312 | -1'693 | -28.2 |
| 200'000 | 10'645 | 9'550 | -1'095 | -10.3 | 11'445 | 9'310 | -2'135 | -18.7 |
| 300'000 | 22'512 | 21'237 | -1'275 | -5.7 | 23'132 | 20'961 | -2'171 | -9.4 |
| 500'000 | 46'259 | 44'624 | -1'635 | -3.5 | 46'519 | 44'348 | -2'171 | -4.7 |
| 1'000'000 | 102'579 | 102'396 | -183 | -0.2 | 102'580 | 100'659 | -1'921 | -1.9 |
| 2'000'000 | 206'022 | 205'839 | -183 | -0.1 | 206'022 | 204'102 | -1'921 | -0.9 |

| |
|--|
| Systeme 1: Imposition individuelle modifiée |
|--|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|--------|---|--|-------------------------------|------|
| | Concubins deux revenus sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins deux revenus sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 70 : 30 | | | | | | | | |
| 40'000 | 57 | 0 | -57 | -100.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 105 | 26 | -79 | -75.2 | 53 | 53 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 156 | 114 | -42 | -27.1 | 120 | 120 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 219 | 202 | -17 | -7.7 | 242 | 242 | 0 | 0.0 |
| 80'000 | 413 | 376 | -37 | -8.9 | 394 | 394 | 0 | 0.0 |
| 90'000 | 596 | 640 | 44 | 7.3 | 580 | 580 | 0 | 0.0 |
| 100'000 | 798 | 932 | 134 | 16.8 | 814 | 814 | 0 | 0.0 |
| 150'000 | 2'478 | 3'245 | 768 | 31.0 | 2'639 | 2'639 | 0 | 0.0 |
| 200'000 | 5'244 | 8'185 | 2'941 | 56.1 | 5'569 | 5'569 | 0 | 0.0 |
| 300'000 | 13'286 | 19'729 | 6'443 | 48.5 | 14'263 | 14'263 | 0 | 0.0 |
| 500'000 | 34'010 | 42'895 | 8'885 | 26.1 | 34'987 | 34'987 | 0 | 0.0 |
| 1'000'000 | 92'517 | 100'855 | 8'338 | 9.0 | 93'038 | 93'038 | 0 | 0.0 |
| 2'000'000 | 202'095 | 204'298 | 2'203 | 1.1 | 202'176 | 202'176 | 0 | 0.0 |

| |
|--|
| Systeme 1: Imposition individuelle modifiée |
|--|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|-------|---|--|-------------------------------|------|
| | Concubins deux revenus sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins deux revenus sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 50 : 50 | | | | | | | | |
| 40'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 74 | 26 | -48 | -64.8 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 142 | 114 | -28 | -19.5 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 209 | 202 | -7 | -3.5 | 106 | 106 | 0 | 0.0 |
| 80'000 | 281 | 376 | 95 | 33.7 | 194 | 194 | 0 | 0.0 |
| 90'000 | 359 | 640 | 281 | 78.5 | 344 | 344 | 0 | 0.0 |
| 100'000 | 485 | 932 | 447 | 92.0 | 520 | 520 | 0 | 0.0 |
| 150'000 | 1'716 | 3'304 | 1'588 | 92.6 | 1'980 | 1'980 | 0 | 0.0 |
| 200'000 | 4'029 | 8'146 | 4'117 | 102.2 | 4'332 | 4'332 | 0 | 0.0 |
| 300'000 | 11'117 | 19'508 | 8'391 | 75.5 | 12'010 | 12'010 | 0 | 0.0 |
| 500'000 | 33'170 | 42'895 | 9'725 | 29.3 | 34'590 | 34'590 | 0 | 0.0 |
| 1'000'000 | 92'517 | 100'855 | 8'338 | 9.0 | 93'038 | 93'038 | 0 | 0.0 |
| 2'000'000 | 205'158 | 204'298 | -861 | -0.4 | 205'159 | 205'159 | 0 | 0.0 |

| |
|--|
| Système 1: Imposition individuelle modifiée |
|--|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur | | | | Mesures | | | |
|-----------------------|--|---|-------------------------------|---------------|--|---|-------------------------------|------|
| | Concubins retraités sans enfants | Couples marié de retraités sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins retraités sans enfants | Couples marié de retraités sans enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | | | Charge en fr. | Charge en fr. | | | en fr. | en % |
| | Répartition 50 : 50 | | | | | | | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| 40'000 | 59 | 83 | 25 | 41.9 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 136 | 183 | 48 | 35.1 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 213 | 355 | 143 | 67.1 | 110 | 110 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 295 | 655 | 360 | 121.8 | 210 | 210 | 0 | 0.0 |
| 80'000 | 383 | 996 | 613 | 159.8 | 400 | 400 | 0 | 0.0 |
| 90'000 | 591 | 1'396 | 805 | 136.2 | 600 | 600 | 0 | 0.0 |
| 100'000 | 855 | 1'895 | 1'040 | 121.7 | 890 | 890 | 0 | 0.0 |
| 150'000 | 2'553 | 6'196 | 3'643 | 142.7 | 2'970 | 2'970 | 0 | 0.0 |
| 200'000 | 5'837 | 12'696 | 6'859 | 117.5 | 6'340 | 6'340 | 0 | 0.0 |
| 300'000 | 15'517 | 25'696 | 10'179 | 65.6 | 16'600 | 16'600 | 0 | 0.0 |
| 500'000 | 41'090 | 51'696 | 10'606 | 25.8 | 42'390 | 42'390 | 0 | 0.0 |
| 1'000'000 | 107'090 | 114'425 | 7'335 | 6.8 | 107'390 | 107'390 | 0 | 0.0 |
| 2'000'000 | 229'400 | 229'425 | 25 | 0.0 | 229'401 | 229'401 | 0 | 0.0 |

| |
|--|
| Systeme 1: Imposition individuelle modifiée |
|--|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur | | | | Mesures | | | |
|-----------------------|------------------------|---------------------------|-------------------------------|--------|------------------------|---------------------------|-------------------------------|--------|
| | Concubins un revenu | Couple marié un revenu | Charge en plus ou en moins | | Concubins un revenu | Couple marié un revenu | Charge en plus ou en moins | |
| | avec 2 enfants | avec 2 enfants | en fr. | en % | avec 2 enfants | avec 2 enfants | en fr. | en % |
| 100% | Charge en fr. | Charge en fr. | | | Charge en fr. | Charge en fr. | | |
| 40'000 | 141 | 0 | -141 | -100.0 | 97 | 0 | -97 | -100.0 |
| 50'000 | 243 | 0 | -243 | -100.0 | 260 | 0 | -260 | -100.0 |
| 60'000 | 475 | 73 | -402 | -84.6 | 499 | 0 | -499 | -100.0 |
| 70'000 | 727 | 161 | -566 | -77.9 | 814 | 58 | -756 | -92.9 |
| 80'000 | 983 | 282 | -701 | -71.3 | 1'195 | 178 | -1'017 | -85.1 |
| 90'000 | 1'453 | 505 | -948 | -65.3 | 1'648 | 370 | -1'278 | -77.5 |
| 100'000 | 2'014 | 760 | -1'254 | -62.3 | 2'166 | 630 | -1'536 | -70.9 |
| 150'000 | 5'559 | 2'944 | -2'615 | -47.0 | 6'005 | 3'146 | -2'859 | -47.6 |
| 200'000 | 10'645 | 7'782 | -2'863 | -26.9 | 11'445 | 7'668 | -3'777 | -33.0 |
| 300'000 | 22'512 | 19'469 | -3'043 | -13.5 | 23'132 | 19'193 | -3'939 | -17.0 |
| 500'000 | 46'259 | 42'856 | -3'403 | -7.4 | 46'519 | 42'580 | -3'939 | -8.5 |
| 1'000'000 | 102'579 | 100'832 | -1'747 | -1.7 | 102'580 | 99'095 | -3'485 | -3.4 |
| 2'000'000 | 206'022 | 204'275 | -1'747 | -0.8 | 206'022 | 202'538 | -3'485 | -1.7 |

| |
|--|
| Systeme 1: Imposition individuelle modifiée |
|--|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|--------|---|--|-------------------------------|--------|
| | Concubins deux revenus avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins deux revenus avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 70 : 30 | | | | | | | | |
| 40'000 | 57 | 0 | -57 | -100.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 105 | 0 | -105 | -100.0 | 53 | 0 | -53 | -100.0 |
| 60'000 | 156 | 0 | -156 | -100.0 | 120 | 47 | -73 | -60.8 |
| 70'000 | 219 | 66 | -153 | -69.8 | 242 | 108 | -134 | -55.4 |
| 80'000 | 383 | 154 | -229 | -59.7 | 394 | 230 | -164 | -41.6 |
| 90'000 | 546 | 272 | -274 | -50.2 | 580 | 376 | -204 | -35.2 |
| 100'000 | 727 | 499 | -228 | -31.4 | 814 | 559 | -255 | -31.3 |
| 150'000 | 2'298 | 2'345 | 47 | 2.0 | 2'540 | 2'082 | -459 | -18.1 |
| 200'000 | 4'858 | 6'417 | 1'559 | 32.1 | 5'370 | 4'703 | -667 | -12.4 |
| 300'000 | 12'386 | 17'961 | 5'575 | 45.0 | 13'900 | 13'017 | -883 | -6.4 |
| 500'000 | 31'508 | 41'127 | 9'619 | 30.5 | 34'262 | 33'384 | -878 | -2.6 |
| 1'000'000 | 89'682 | 99'291 | 9'609 | 10.7 | 92'154 | 91'281 | -873 | -0.9 |
| 2'000'000 | 198'720 | 202'734 | 4'014 | 2.0 | 201'292 | 200'514 | -777 | -0.4 |

| |
|--|
| Systeme 1: Imposition individuelle modifiée |
|--|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|--------|---|--|-------------------------------|--------|
| | Concubins deux revenus avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins deux revenus avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 50 : 50 | | | | | | | | |
| 40'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 37 | 0 | -37 | -100.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 71 | 0 | -71 | -100.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 105 | 66 | -39 | -37.0 | 53 | 0 | -53 | -100.0 |
| 80'000 | 141 | 154 | 13 | 9.5 | 126 | 58 | -68 | -54.0 |
| 90'000 | 179 | 272 | 93 | 51.7 | 245 | 146 | -99 | -40.4 |
| 100'000 | 243 | 499 | 256 | 105.6 | 384 | 248 | -136 | -35.4 |
| 150'000 | 1'088 | 2'393 | 1'305 | 120.0 | 1'708 | 1'436 | -272 | -15.9 |
| 200'000 | 2'822 | 6'378 | 3'556 | 126.0 | 3'916 | 3'500 | -416 | -10.6 |
| 300'000 | 8'615 | 17'740 | 9'125 | 105.9 | 11'285 | 10'560 | -725 | -6.4 |
| 500'000 | 30'425 | 41'127 | 10'702 | 35.2 | 33'706 | 32'822 | -884 | -2.6 |
| 1'000'000 | 89'323 | 99'291 | 9'968 | 11.2 | 92'154 | 91'270 | -884 | -1.0 |
| 2'000'000 | 203'595 | 202'734 | -862 | -0.4 | 204'377 | 203'595 | -782 | -0.4 |

| |
|--|
| Systeme 1: Imposition individuelle modifiée |
|--|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur | | | | Mesures | | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|---------------|---|--|-------------------------------|-------|---------------|
| | Couple marié un revenu sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Couple marié un revenu sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | |
| | | | Charge en fr. | Charge en fr. | | | en fr. | en % | Charge en fr. |
| Répartition 70 : 30 | | | | | | | | | |
| 40'000 | 33 | 0 | -33 | -100.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | |
| 50'000 | 121 | 26 | -95 | -78.5 | 0 | 53 | 53 | 0.0 | |
| 60'000 | 209 | 114 | -95 | -45.5 | 106 | 120 | 14 | 13.2 | |
| 70'000 | 397 | 202 | -195 | -49.1 | 278 | 242 | -36 | -12.9 | |
| 80'000 | 655 | 376 | -279 | -42.6 | 520 | 394 | -126 | -24.2 | |
| 90'000 | 940 | 640 | -300 | -31.9 | 834 | 580 | -254 | -30.5 | |
| 100'000 | 1'280 | 932 | -348 | -27.2 | 1'215 | 814 | -401 | -33.0 | |
| 150'000 | 4'002 | 3'245 | -757 | -18.9 | 4'312 | 2'639 | -1'673 | -38.8 | |
| 200'000 | 9'550 | 8'185 | -1'365 | -14.3 | 9'310 | 5'569 | -3'741 | -40.2 | |
| 300'000 | 21'237 | 19'729 | -1'508 | -7.1 | 20'961 | 14'263 | -6'698 | -32.0 | |
| 500'000 | 44'624 | 42'895 | -1'729 | -3.9 | 44'348 | 34'987 | -9'361 | -21.1 | |
| 1'000'000 | 102'396 | 100'855 | -1'541 | -1.5 | 100'659 | 93'038 | -7'621 | -7.6 | |
| 2'000'000 | 205'839 | 204'298 | -1'541 | -0.7 | 204'102 | 202'176 | -1'926 | -0.9 | |

| |
|--|
| Systeme 1: Imposition individuelle modifiée |
|--|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|--------|---|--|-------------------------------|--------|
| | Couple marié un revenu sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Couple marié un revenu sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 50 : 50 | | | | | | | | |
| 40'000 | 33 | 0 | -33 | -100.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 121 | 26 | -95 | -78.5 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 209 | 114 | -95 | -45.5 | 106 | 0 | -106 | -100.0 |
| 70'000 | 397 | 202 | -195 | -49.1 | 278 | 106 | -172 | -61.9 |
| 80'000 | 655 | 376 | -279 | -42.6 | 520 | 194 | -326 | -62.7 |
| 90'000 | 940 | 640 | -300 | -31.9 | 834 | 344 | -490 | -58.8 |
| 100'000 | 1'280 | 932 | -348 | -27.2 | 1'215 | 520 | -695 | -57.2 |
| 150'000 | 4'002 | 3'304 | -698 | -17.4 | 4'312 | 1'980 | -2'332 | -54.1 |
| 200'000 | 9'550 | 8'146 | -1'404 | -14.7 | 9'310 | 4'332 | -4'978 | -53.5 |
| 300'000 | 21'237 | 19'508 | -1'729 | -8.1 | 20'961 | 12'010 | -8'951 | -42.7 |
| 500'000 | 44'624 | 42'895 | -1'729 | -3.9 | 44'348 | 34'590 | -9'758 | -22.0 |
| 1'000'000 | 102'396 | 100'855 | -1'541 | -1.5 | 100'659 | 93'038 | -7'621 | -7.6 |
| 2'000'000 | 205'839 | 204'298 | -1'541 | -0.7 | 204'102 | 205'159 | 1'058 | 0.5 |

| |
|--|
| Systeme 1: Imposition individuelle modifiée |
|--|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|--------|---|--|-------------------------------|-------|
| | Couple marié un revenu avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | | Couple marié un revenu avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 70 : 30 | | | | | | | | |
| 40'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 73 | 0 | -73 | -100.0 | 0 | 47 | 47 | 0.0 |
| 70'000 | 161 | 66 | -95 | -59.0 | 58 | 108 | 50 | 86.2 |
| 80'000 | 282 | 154 | -128 | -45.4 | 178 | 230 | 52 | 29.2 |
| 90'000 | 505 | 272 | -233 | -46.1 | 370 | 376 | 6 | 1.6 |
| 100'000 | 760 | 499 | -261 | -34.3 | 630 | 559 | -71 | -11.3 |
| 150'000 | 2'944 | 2'345 | -599 | -20.3 | 3'146 | 2'082 | -1'065 | -33.8 |
| 200'000 | 7'782 | 6'417 | -1'365 | -17.5 | 7'668 | 4'703 | -2'965 | -38.7 |
| 300'000 | 19'469 | 17'961 | -1'508 | -7.7 | 19'193 | 13'017 | -6'176 | -32.2 |
| 500'000 | 42'856 | 41'127 | -1'729 | -4.0 | 42'580 | 33'384 | -9'196 | -21.6 |
| 1'000'000 | 100'832 | 99'291 | -1'541 | -1.5 | 99'095 | 91'281 | -7'814 | -7.9 |
| 2'000'000 | 204'275 | 202'734 | -1'541 | -0.8 | 202'538 | 200'514 | -2'023 | -1.0 |

| |
|--|
| Systeme 1: Imposition individuelle modifiée |
|--|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|--------|---|--|-------------------------------|--------|
| | Couple marié un revenu avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | | Couple marié un revenu avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 50 : 50 | | | | | | | | |
| 40'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 73 | 0 | -73 | -100.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 161 | 66 | -95 | -59.0 | 58 | 0 | -58 | -100.0 |
| 80'000 | 282 | 154 | -128 | -45.4 | 178 | 58 | -120 | -67.4 |
| 90'000 | 505 | 272 | -233 | -46.1 | 370 | 146 | -224 | -60.5 |
| 100'000 | 760 | 499 | -261 | -34.3 | 630 | 248 | -382 | -60.6 |
| 150'000 | 2'944 | 2'393 | -551 | -18.7 | 3'146 | 1'436 | -1'710 | -54.4 |
| 200'000 | 7'782 | 6'378 | -1'404 | -18.0 | 7'668 | 3'500 | -4'168 | -54.4 |
| 300'000 | 19'469 | 17'740 | -1'729 | -8.9 | 19'193 | 10'560 | -8'633 | -45.0 |
| 500'000 | 42'856 | 41'127 | -1'729 | -4.0 | 42'580 | 32'822 | -9'758 | -22.9 |
| 1'000'000 | 100'832 | 99'291 | -1'541 | -1.5 | 99'095 | 91'270 | -7'825 | -7.9 |
| 2'000'000 | 204'275 | 202'734 | -1'541 | -0.8 | 202'538 | 203'595 | 1'058 | 0.5 |

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut en francs | | | Personne seule sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|--|---------------------------------------|------------------------------|-------------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | | | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 141 | 47 | -94 | -66.6 |
| 50'000 | | | 243 | 160 | -83 | -34.1 |
| 60'000 | | | 475 | 349 | -126 | -26.5 |
| 70'000 | | | 727 | 614 | -113 | -15.6 |
| 80'000 | | | 983 | 958 | -25 | -2.5 |
| 90'000 | | | 1'453 | 1'375 | -78 | -5.4 |
| 100'000 | | | 2'014 | 1'858 | -156 | -7.8 |
| 150'000 | | | 5'559 | 5'460 | -99 | -1.8 |
| 200'000 | | | 10'645 | 10'795 | 150 | 1.4 |
| 300'000 | | | 22'512 | 22'482 | -30 | -0.1 |
| 500'000 | | | 46'259 | 45'869 | -390 | -0.8 |
| 1'000'000 | | | 102'579 | 102'005 | -575 | -0.6 |
| 2'000'000 | | | 206'022 | 205'447 | -575 | -0.3 |

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut en francs | | | Concubins un revenu sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|--|-----------------------------------|--------------------------|-------------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | | | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 141 | 97 | -44 | -31.0 |
| 50'000 | | | 243 | 260 | 17 | 7.2 |
| 60'000 | | | 475 | 499 | 24 | 5.1 |
| 70'000 | | | 727 | 814 | 87 | 12.0 |
| 80'000 | | | 983 | 1'195 | 213 | 21.6 |
| 90'000 | | | 1'453 | 1'648 | 195 | 13.4 |
| 100'000 | | | 2'014 | 2'166 | 152 | 7.5 |
| 150'000 | | | 5'559 | 6'005 | 446 | 8.0 |
| 200'000 | | | 10'645 | 11'445 | 800 | 7.5 |
| 300'000 | | | 22'512 | 23'132 | 620 | 2.8 |
| 500'000 | | | 46'259 | 46'519 | 260 | 0.6 |
| 1'000'000 | | | 102'579 | 102'580 | 1 | 0.0 |
| 2'000'000 | | | 206'022 | 206'022 | 1 | 0.0 |

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut en francs | | | Couple marié un revenu sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|--|-------------------------------------|--------------------------|-------------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | | | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 33 | 0 | -33 | -100.0 |
| 50'000 | | | 121 | 0 | -121 | -100.0 |
| 60'000 | | | 209 | 106 | -103 | -49.3 |
| 70'000 | | | 397 | 278 | -119 | -30.0 |
| 80'000 | | | 655 | 520 | -135 | -20.6 |
| 90'000 | | | 940 | 834 | -106 | -11.3 |
| 100'000 | | | 1'280 | 1'215 | -65 | -5.1 |
| 150'000 | | | 4'002 | 4'312 | 310 | 7.7 |
| 200'000 | | | 9'550 | 9'310 | -240 | -2.5 |
| 300'000 | | | 21'237 | 20'961 | -276 | -1.3 |
| 500'000 | | | 44'624 | 44'348 | -276 | -0.6 |
| 1'000'000 | | | 102'396 | 100'659 | -1'737 | -1.7 |
| 2'000'000 | | | 205'839 | 204'102 | -1'737 | -0.8 |

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut en francs | | | Couple marié deux revenus sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|---------|--|------------------------------|-------------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 70 | 30 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 26 | 53 | 27 | 103.8 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 114 | 120 | 6 | 5.3 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 202 | 242 | 40 | 19.8 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 376 | 394 | 18 | 4.8 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 640 | 580 | -60 | -9.4 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 932 | 814 | -118 | -12.7 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 3'245 | 2'639 | -606 | -18.7 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 8'185 | 5'569 | -2'616 | -32.0 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 19'729 | 14'263 | -5'466 | -27.7 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 42'895 | 34'987 | -7'908 | -18.4 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 100'855 | 93'038 | -7'817 | -7.8 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 204'298 | 202'176 | -2'122 | -1.0 |

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut en francs | | | Couple marié deux revenus sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|--|------------------------------|-------------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 50 | 50 | | | en fr. | en % |
| 100% | 50 | 50 | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 26 | 0 | -26 | -100.0 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 114 | 0 | -114 | -100.0 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 202 | 106 | -96 | -47.5 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 376 | 194 | -182 | -48.4 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 640 | 344 | -296 | -46.3 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 932 | 520 | -412 | -44.2 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 3'304 | 1'980 | -1'324 | -40.1 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 8'146 | 4'332 | -3'814 | -46.8 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 19'508 | 12'010 | -7'498 | -38.4 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 42'895 | 34'590 | -8'305 | -19.4 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 100'855 | 93'038 | -7'817 | -7.8 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 204'298 | 205'159 | 862 | 0.4 |

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut en francs | | | Concubins deux revenus sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|---------|-------------------------------------|--------------------------|-------------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 70 | 30 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 57 | 0 | -57 | -100.0 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 105 | 53 | -52 | -49.4 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 156 | 120 | -36 | -23.3 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 219 | 242 | 23 | 10.6 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 413 | 394 | -19 | -4.5 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 596 | 580 | -16 | -2.7 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 798 | 814 | 16 | 2.0 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 2'478 | 2'639 | 162 | 6.5 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 5'244 | 5'569 | 325 | 6.2 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 13'286 | 14'263 | 977 | 7.4 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 34'010 | 34'987 | 977 | 2.9 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 92'517 | 93'038 | 521 | 0.6 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 202'095 | 202'176 | 81 | 0.0 |

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut en francs | | | Concubins deux revenus sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|-------------------------------------|---------------|----------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur | Mesures | Charge en plus ou en moins | |
| | 50 | 50 | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 74 | 0 | -74 | -100.0 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 142 | 0 | -142 | -100.0 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 209 | 106 | -103 | -49.4 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 281 | 194 | -87 | -31.0 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 359 | 344 | -15 | -4.1 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 485 | 520 | 35 | 7.2 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 1'716 | 1'980 | 264 | 15.4 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 4'029 | 4'332 | 303 | 7.5 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 11'117 | 12'010 | 893 | 8.0 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 33'170 | 34'590 | 1'420 | 4.3 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 92'517 | 93'038 | 521 | 0.6 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 205'158 | 205'159 | 1 | 0.0 |

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut | | | Couples marié de retraités sans enfants | | | |
|-------------|---------------|-----------|---|------------------------------|-------------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 50 | 50 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 83 | 0 | -83 | -100.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 183 | 0 | -183 | -100.0 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 355 | 110 | -245 | -69.0 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 655 | 210 | -445 | -67.9 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 996 | 400 | -596 | -59.8 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 1'396 | 600 | -796 | -57.0 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 1'895 | 890 | -1'005 | -53.0 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 6'196 | 2'970 | -3'226 | -52.1 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 12'696 | 6'340 | -6'356 | -50.1 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 25'696 | 16'600 | -9'096 | -35.4 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 51'696 | 42'390 | -9'306 | -18.0 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 114'425 | 107'390 | -7'035 | -6.1 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 229'425 | 229'401 | -24 | 0.0 |

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut | | | Concubins retraités sans enfants | | | |
|-------------|---------------|-----------|---------------------------------------|------------------------------|-------------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 50 | 50 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 59 | 0 | -59 | -100.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 136 | 0 | -136 | -100.0 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 213 | 110 | -103 | -48.2 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 295 | 210 | -85 | -28.9 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 383 | 400 | 17 | 4.4 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 591 | 600 | 9 | 1.5 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 855 | 890 | 35 | 4.1 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 2'553 | 2'970 | 417 | 16.3 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 5'837 | 6'340 | 503 | 8.6 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 15'517 | 16'600 | 1'083 | 7.0 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 41'090 | 42'390 | 1'300 | 3.2 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 107'090 | 107'390 | 300 | 0.3 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 229'400 | 229'401 | 1 | 0.0 |

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut en francs | | | Personne seule avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|--|-----------------------------------|--------------------------|-------------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | | | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | | | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | | | 89 | 78 | -11 | -12.4 |
| 70'000 | | | 177 | 216 | 39 | 22.0 |
| 80'000 | | | 314 | 421 | 107 | 34.1 |
| 90'000 | | | 553 | 690 | 137 | 24.8 |
| 100'000 | | | 808 | 1'025 | 217 | 26.9 |
| 150'000 | | | 3'056 | 3'844 | 788 | 25.8 |
| 200'000 | | | 7'990 | 8'516 | 526 | 6.6 |
| 300'000 | | | 19'677 | 19'934 | 257 | 1.3 |
| 500'000 | | | 43'064 | 43'321 | 257 | 0.6 |
| 1'000'000 | | | 101'016 | 99'751 | -1'266 | -1.3 |
| 2'000'000 | | | 204'459 | 203'193 | -1'266 | -0.6 |

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut en francs | | | Concubins un revenu avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|--|------------------------------------|--------------------------|-------------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | | | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 141 | 97 | -44 | -31.0 |
| 50'000 | | | 243 | 260 | 17 | 7.2 |
| 60'000 | | | 475 | 499 | 24 | 5.1 |
| 70'000 | | | 727 | 814 | 87 | 12.0 |
| 80'000 | | | 983 | 1'195 | 213 | 21.6 |
| 90'000 | | | 1'453 | 1'648 | 195 | 13.4 |
| 100'000 | | | 2'014 | 2'166 | 152 | 7.5 |
| 150'000 | | | 5'559 | 6'005 | 446 | 8.0 |
| 200'000 | | | 10'645 | 11'445 | 800 | 7.5 |
| 300'000 | | | 22'512 | 23'132 | 620 | 2.8 |
| 500'000 | | | 46'259 | 46'519 | 260 | 0.6 |
| 1'000'000 | | | 102'579 | 102'580 | 1 | 0.0 |
| 2'000'000 | | | 206'022 | 206'022 | 1 | 0.0 |

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut en francs | | | Couple marié un revenu avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|--|---------------------------------------|--------------------------|-------------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | | | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | | | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | | | 73 | 0 | -73 | -100.0 |
| 70'000 | | | 161 | 58 | -103 | -64.0 |
| 80'000 | | | 282 | 178 | -104 | -36.9 |
| 90'000 | | | 505 | 370 | -135 | -26.7 |
| 100'000 | | | 760 | 630 | -130 | -17.1 |
| 150'000 | | | 2'944 | 3'146 | 202 | 6.9 |
| 200'000 | | | 7'782 | 7'668 | -114 | -1.5 |
| 300'000 | | | 19'469 | 19'193 | -276 | -1.4 |
| 500'000 | | | 42'856 | 42'580 | -276 | -0.6 |
| 1'000'000 | | | 100'832 | 99'095 | -1'737 | -1.7 |
| 2'000'000 | | | 204'275 | 202'538 | -1'737 | -0.9 |

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut en francs | | | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|---------|--|--------------------------|-------------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 70 | 30 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 0 | 47 | 47 | 0.0 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 66 | 108 | 42 | 63.6 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 154 | 230 | 76 | 49.4 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 272 | 376 | 104 | 38.2 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 499 | 559 | 60 | 12.0 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 2'345 | 2'082 | -264 | -11.2 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 6'417 | 4'703 | -1'714 | -26.7 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 17'961 | 13'017 | -4'944 | -27.5 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 41'127 | 33'384 | -7'743 | -18.8 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 99'291 | 91'281 | -8'010 | -8.1 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 202'734 | 200'514 | -2'219 | -1.1 |

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut en francs | | | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|--|--------------------------|-------------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 50 | 50 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 66 | 0 | -66 | -100.0 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 154 | 58 | -96 | -62.3 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 272 | 146 | -126 | -46.3 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 499 | 248 | -251 | -50.3 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 2'393 | 1'436 | -957 | -40.0 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 6'378 | 3'500 | -2'878 | -45.1 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 17'740 | 10'560 | -7'180 | -40.5 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 41'127 | 32'822 | -8'305 | -20.2 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 99'291 | 91'270 | -8'021 | -8.1 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 202'734 | 203'595 | 862 | 0.4 |

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut en francs | | | Concubins deux revenus avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|---------|---------------------------------------|--------------------------|-------------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 70 | 30 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 57 | 0 | -57 | -100.0 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 105 | 53 | -52 | -49.4 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 156 | 120 | -36 | -23.3 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 219 | 242 | 23 | 10.6 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 383 | 394 | 11 | 3.0 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 546 | 580 | 34 | 6.2 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 727 | 814 | 87 | 12.0 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 2'298 | 2'540 | 242 | 10.5 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 4'858 | 5'370 | 512 | 10.5 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 12'386 | 13'900 | 1'514 | 12.2 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 31'508 | 34'262 | 2'754 | 8.7 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 89'682 | 92'154 | 2'472 | 2.8 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 198'720 | 201'292 | 2'572 | 1.3 |

Système 1: Imposition individuelle modifiée

| Revenu brut en francs | | | Concubins deux revenus avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|---------------------------------------|--------------------------|-------------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | | | | | en fr. | en % |
| 100% | 50 | 50 | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 37 | 0 | -37 | -100.0 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 71 | 0 | -71 | -100.0 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 105 | 53 | -52 | -49.4 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 141 | 126 | -15 | -10.4 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 179 | 245 | 66 | 36.6 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 243 | 384 | 141 | 58.3 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 1'088 | 1'708 | 620 | 57.0 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 2'822 | 3'916 | 1'094 | 38.7 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 8'615 | 11'285 | 2'670 | 31.0 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 30'425 | 33'706 | 3'281 | 10.8 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 89'323 | 92'154 | 2'831 | 3.2 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 203'595 | 204'377 | 782 | 0.4 |

Choix du système d'imposition des couples mariés

Comparaison entre les charges fiscales

Système 2: Splitting intégral

**Déduction pour personne seule: 3200 fr.,
combinée à une déduction pour famille monoparentale: 3 %, au max. 6000**

30 octobre 2006

ESTV/S+D/AMM**Déductions selon droit 2006 et Système 2: Splitting intégral**

| Déduction pour | Droit 06 | Système 2 |
|--|-----------------|------------------|
| Enfants et personnes nécessiteuses | 6'100 | 6'100 |
| Primes d'assurances et intérêts des capitaux d'épargne avec LPP | | |
| Personnes mariées | 3'300 | 3'300 |
| Autres contribuables | 1'700 | 1'700 |
| Augmentation par enfant | 700 | 700 |
| sans LPP | | |
| Personnes mariées | 4'950 | 4'950 |
| Autres contribuables | 2'550 | 2'550 |
| Augmentation par enfant | 700 | 700 |
| Personne seule | - | 3'200 |
| Famille monoparentale | | |
| en % du revenu net | - | 3 |
| Déduction maximale en fr. | - | 6'000 |

Barème selon système 2: Splitting intégral

L'impôt dû pour une année fiscale s'élève:

| | |
|---------------------------------------|-----------------------|
| – jusqu'à 16'000 francs de revenu, à | 0 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 0.75 francs; |
| – pour 25'500 francs de revenu, à | 71.25 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 1.50 francs en plus; |
| – pour 35'000 francs de revenu, à | 213.75 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 3.00 francs en plus; |
| – pour 44'500 francs de revenu, à | 498.75 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 4.00 francs en plus; |
| – pour 54'000 francs de revenu, à | 878.75 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 5.00 francs en plus; |
| – pour 63'500 francs de revenu, à | 1'353.75 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 6.00 francs en plus; |
| – pour 73'000 francs de revenu, à | 1'923.75 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 7.00 francs en plus; |
| – pour 82'500 francs de revenu, à | 2'588.75 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 8.00 francs en plus; |
| – pour 92'500 francs de revenu, à | 3'388.75 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 9.00 francs en plus; |
| – pour 102'500 francs de revenu, à | 4'288.75 francs; |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 10.00 francs en plus; |
| – pour 112'500 francs de revenu, à | 5'288.75 francs; |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 11.00 francs en plus; |
| – pour 122'500 francs de revenu, à | 6'388.75 francs; |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 11.50 francs en plus; |
| – pour 130'500 francs de revenu, à | 7'308.75 francs; |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 12.00 francs en plus; |
| – pour 150'500 francs de revenu, à | 9'708.75 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 12.50 francs en plus; |
| – pour 180'500 francs de revenu, à | 13'458.75 francs; |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 13.00 francs en plus; |
| – pour 667'000 francs de revenu, à | 76'703.75 francs |
| – pour 667'100 francs de revenu, à | 76'716.50 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 11.50 francs en plus; |

Les montants d'impôt inférieurs à 25 francs ne sont pas perçus.

Comparaison des sujets fiscaux

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en francs | | | Contribuables sans enfants | | | | |
|-----------------------|---------------|---------|--|---|---|---|---|
| Total | Répartition % | | Couple marié un revenu / Personne seule | Couple marié un revenu / Concubins un revenu | Couple marié deux revenus / Concubins deux revenus / | Couple marié deux revenus / Couple marié un revenu / | Couple marié deux revenus / 2 Personnes seules |
| 100 | 70 | 30 | Charge en plus ou en moins en pourcent | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | -100% | -100% | -100% | 0% | 0% |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | -82% | -86% | -100% | -100% | -100% |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | -79% | -83% | -46% | -13% | -28% |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | -76% | -79% | -44% | -13% | -23% |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | -74% | -77% | -40% | -8% | -26% |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | -71% | -74% | -41% | -9% | -27% |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | -68% | -71% | -33% | -4% | -20% |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | -60% | -62% | -22% | -3% | -13% |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | -53% | -55% | -19% | -4% | -12% |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | -38% | -39% | -10% | -3% | -6% |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | -21% | -22% | -1% | -2% | 1% |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | -6% | -7% | 0% | -1% | 1% |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 0% | 0% | 1% | 0% | 1% |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en francs | | | Contribuables sans enfants | | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|--|---|---|---|---|
| Total | Répartition % | | Couple marié un revenu / Personne seule | Couple marié un revenu / Concubins un revenu | Couple marié deux revenus / Concubins deux revenus / | Couple marié deux revenus / Couple marié un revenu / | Couple marié deux revenus / 2 Personnes seules |
| 100 | 50 | 50 | Charge en plus ou en moins en pourcent | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | -100% | -100% | 0% | 0% | 0% |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | -82% | -86% | 0% | -100% | 0% |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | -79% | -83% | 0% | -13% | 89% |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | -76% | -79% | 0% | -13% | 62% |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | -74% | -77% | 0% | -8% | 42% |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | -71% | -74% | 0% | -9% | 35% |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | -68% | -71% | 1% | -4% | 35% |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | -60% | -62% | 0% | -2% | 14% |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | -53% | -55% | 0% | -5% | 10% |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | -38% | -39% | 0% | -4% | 6% |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | -21% | -22% | 0% | -2% | 2% |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | -6% | -7% | 0% | -1% | 1% |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en francs | | | Contribuables avec 2 enfants | | | | |
|-----------------------|---------------|---------|--|---|---|---|---|
| Total | Répartition % | | Couple marié un revenu / Personne seule | Couple marié un revenu / Concubins un revenu | Couple marié deux revenus / Concubins deux revenus / | Couple marié deux revenus / Couple marié un revenu / | Couple marié deux revenus / 2 Personnes seules |
| 100 | 70 | 30 | Charge en plus ou en moins en pourcent | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 0% | -100% | -100% | 0% | 0% |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | -100% | -100% | -100% | 0% | 0% |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | -100% | -100% | -100% | 0% | 0% |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | -78% | -92% | -81% | -18% | 47% |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | -77% | -90% | -76% | -11% | 22% |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | -72% | -87% | -68% | -8% | 28% |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | -72% | -85% | -64% | -4% | 7% |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | -59% | -72% | -39% | -4% | 11% |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | -53% | -63% | -28% | -4% | 8% |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | -38% | -46% | -15% | -3% | 6% |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | -20% | -25% | -2% | -2% | 9% |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | -6% | -8% | 0% | -1% | 5% |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 0% | -1% | 1% | 0% | 3% |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en francs | | | Contribuables avec 2 enfants | | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|--|---|---|---|---|
| Total | Répartition % | | Couple marié un revenu / Personne seule | Couple marié un revenu / Concubins un revenu | Couple marié deux revenus / Concubins deux revenus / | Couple marié deux revenus / Couple marié un revenu / | Couple marié deux revenus / 2 Personnes seules |
| 100 | 50 | 50 | Charge en plus ou en moins en pourcent | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0% | -100% | 0% | 0% | 0% |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | -100% | -100% | 0% | 0% | 0% |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | -100% | -100% | -100% | 0% | 0% |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | -78% | -92% | -32% | -18% | 100% |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | -77% | -90% | -19% | -11% | 100% |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | -72% | -87% | -13% | -8% | 100% |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | -72% | -85% | -17% | -4% | 275% |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | -59% | -72% | -3% | -2% | 96% |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | -53% | -63% | -1% | -5% | 53% |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | -38% | -46% | 0% | -5% | 30% |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | -20% | -25% | 0% | -2% | 14% |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | -6% | -8% | 0% | -1% | 5% |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 0% | -1% | 0% | 0% | 2% |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en francs | | | Contribuables sans enfants | | | | | |
|-----------------------|---------------|---------|----------------------------|--------------------|------------------------|---------------------|---------------------------|------------------------|
| Total | Répartition % | | Personne seule | 2 Personnes seules | Couple marié un revenu | Concubins un revenu | Couple marié deux revenus | Concubins deux revenus |
| 100 | 70 | 30 | Charge en francs | | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 115 | 0 | 0 | 163 | 0 | 38 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 280 | 60 | 51 | 376 | 0 | 97 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 559 | 142 | 117 | 687 | 102 | 190 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 919 | 253 | 224 | 1'079 | 194 | 349 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 1'349 | 439 | 353 | 1'540 | 326 | 547 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 1'864 | 667 | 536 | 2'078 | 488 | 826 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 2'449 | 946 | 788 | 2'685 | 758 | 1'130 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 6'584 | 2'954 | 2'648 | 6'952 | 2'560 | 3'273 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 12'046 | 6'156 | 5'642 | 12'446 | 5'405 | 6'636 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 23'677 | 15'035 | 14'577 | 24'093 | 14'117 | 15'654 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 47'064 | 36'111 | 37'266 | 47'480 | 36'520 | 36'895 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 102'211 | 94'128 | 95'740 | 102'579 | 94'986 | 94'960 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 205'653 | 202'352 | 205'836 | 206'021 | 205'169 | 203'136 |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en francs | | | Contribuables sans enfants | | | | | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|----------------------------|--------------------|------------------------|---------------------|---------------------------|------------------------|---------------------------|------------------------|
| Total | Répartition % | | Personne seule | 2 Personnes seules | Couple marié un revenu | Concubins un revenu | Couple marié deux revenus | Concubins deux revenus | Couple marié de retraités | Concubins de retraités |
| 100 | 50 | 50 | Charge en francs | | | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 115 | 0 | 0 | 163 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 280 | 0 | 51 | 376 | 0 | 0 | 98 | 96 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 559 | 54 | 117 | 687 | 102 | 102 | 203 | 200 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 919 | 120 | 224 | 1'079 | 194 | 194 | 353 | 350 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 1'349 | 230 | 353 | 1'540 | 326 | 326 | 578 | 572 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 1'864 | 362 | 536 | 2'078 | 488 | 488 | 878 | 872 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 2'449 | 560 | 788 | 2'685 | 758 | 752 | 1'238 | 1'230 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 6'584 | 2'278 | 2'648 | 6'952 | 2'600 | 2'598 | 3'788 | 3'776 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 12'046 | 4'898 | 5'642 | 12'446 | 5'386 | 5'370 | 7'678 | 7'660 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 23'677 | 13'169 | 14'577 | 24'093 | 13'928 | 13'905 | 18'698 | 18'674 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 47'064 | 35'680 | 37'266 | 47'480 | 36'520 | 36'512 | 44'338 | 44'312 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 102'211 | 94'128 | 95'740 | 102'579 | 94'986 | 94'960 | 109'338 | 109'312 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 205'653 | 204'422 | 205'836 | 206'021 | 205'169 | 205'158 | 229'423 | 229'400 |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en francs | | | Contribuables avec 2 enfants | | | | | |
|-----------------------|---------------|---------|------------------------------|--------------------|------------------------|---------------------|---------------------------|------------------------|
| Total | Répartition % | | Personne seule | 2 Personnes seules | Couple marié un revenu | Concubins un revenu | Couple marié deux revenus | Concubins deux revenus |
| 100 | 70 | 30 | Charge en francs | | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 0 | 0 | 0 | 163 | 0 | 38 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 52 | 0 | 0 | 376 | 0 | 97 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 160 | 0 | 0 | 687 | 0 | 190 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 364 | 45 | 81 | 1'079 | 66 | 349 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 651 | 109 | 149 | 1'540 | 132 | 547 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 1'009 | 199 | 278 | 2'078 | 254 | 795 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 1'438 | 364 | 404 | 2'685 | 389 | 1'079 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 4'769 | 1'690 | 1'968 | 6'952 | 1'879 | 3'077 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 9'759 | 4'098 | 4'632 | 12'446 | 4'424 | 6'181 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 21'129 | 11'855 | 13'013 | 24'093 | 12'563 | 14'835 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 44'516 | 31'748 | 35'498 | 47'480 | 34'752 | 35'375 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 99'957 | 89'032 | 93'972 | 102'579 | 93'218 | 93'192 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 203'399 | 197'550 | 204'272 | 206'021 | 203'605 | 201'368 |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en francs | | | Contribuables avec 2 enfants | | | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|------------------------------|--------------------|------------------------|---------------------|---------------------------|------------------------|
| Total | Répartition % | | Personne seule | 2 Personnes seules | Couple marié un revenu | Concubins un revenu | Couple marié deux revenus | Concubins deux revenus |
| 100 | 50 | 50 | Charge en francs | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0 | 0 | 0 | 163 | 0 | 0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 52 | 0 | 0 | 376 | 0 | 0 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 160 | 0 | 0 | 687 | 0 | 51 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 364 | 0 | 81 | 1'079 | 66 | 97 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 651 | 0 | 149 | 1'540 | 132 | 163 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 1'009 | 0 | 278 | 2'078 | 254 | 292 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 1'438 | 104 | 404 | 2'685 | 389 | 467 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 4'769 | 980 | 1'968 | 6'952 | 1'919 | 1'970 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 9'759 | 2'876 | 4'632 | 12'446 | 4'408 | 4'435 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 21'129 | 9'538 | 13'013 | 24'093 | 12'382 | 12'384 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 44'516 | 30'584 | 35'498 | 47'480 | 34'752 | 34'744 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 99'957 | 89'032 | 93'972 | 102'579 | 93'218 | 93'192 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 203'399 | 199'914 | 204'272 | 206'021 | 203'605 | 203'594 |

| |
|--------------------------------------|
| Système 2: Splitting intégral |
|--------------------------------------|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur 2006 | | | | Mesures | | | |
|-----------------------|--|---|-------------------------------|-------|--|---|-------------------------------|--------|
| | Concubins un revenu sans enfants | Couple marié un revenu sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins un revenu sans enfants | Couple marié un revenu sans enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | | | |
| 40'000 | 141 | 33 | -108 | -76.5 | 163 | 0 | -163 | -100.0 |
| 50'000 | 243 | 121 | -122 | -50.1 | 376 | 51 | -325 | -86.4 |
| 60'000 | 475 | 209 | -266 | -56.0 | 687 | 117 | -570 | -83.0 |
| 70'000 | 727 | 397 | -330 | -45.4 | 1'079 | 224 | -855 | -79.3 |
| 80'000 | 983 | 655 | -328 | -33.3 | 1'540 | 353 | -1'187 | -77.1 |
| 90'000 | 1'453 | 940 | -513 | -35.3 | 2'078 | 536 | -1'542 | -74.2 |
| 100'000 | 2'014 | 1'280 | -734 | -36.5 | 2'685 | 788 | -1'896 | -70.6 |
| 150'000 | 5'559 | 4'002 | -1'557 | -28.0 | 6'952 | 2'648 | -4'305 | -61.9 |
| 200'000 | 10'645 | 9'550 | -1'095 | -10.3 | 12'446 | 5'642 | -6'805 | -54.7 |
| 300'000 | 22'512 | 21'237 | -1'275 | -5.7 | 24'093 | 14'577 | -9'516 | -39.5 |
| 500'000 | 46'259 | 44'624 | -1'635 | -3.5 | 47'480 | 37'266 | -10'214 | -21.5 |
| 1'000'000 | 102'579 | 102'396 | -183 | -0.2 | 102'579 | 95'740 | -6'839 | -6.7 |
| 2'000'000 | 206'022 | 205'839 | -183 | -0.1 | 206'021 | 205'836 | -185 | -0.1 |

| |
|--------------------------------------|
| Système 2: Splitting intégral |
|--------------------------------------|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur 2006 | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|--------|---|--|-------------------------------|--------|
| | Concubins deux revenus sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins deux revenus sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 70 : 30 | | | | | | | | |
| 40'000 | 57 | 0 | -57 | -100.0 | 38 | 0 | -38 | -100.0 |
| 50'000 | 105 | 26 | -79 | -75.2 | 97 | 0 | -97 | -100.0 |
| 60'000 | 156 | 114 | -42 | -27.1 | 190 | 102 | -88 | -46.1 |
| 70'000 | 219 | 202 | -17 | -7.7 | 349 | 194 | -155 | -44.4 |
| 80'000 | 413 | 376 | -37 | -8.9 | 547 | 326 | -221 | -40.4 |
| 90'000 | 596 | 640 | 44 | 7.3 | 826 | 488 | -337 | -40.9 |
| 100'000 | 798 | 932 | 134 | 16.8 | 1'130 | 758 | -372 | -32.9 |
| 150'000 | 2'478 | 3'245 | 768 | 31.0 | 3'273 | 2'560 | -713 | -21.8 |
| 200'000 | 5'244 | 8'185 | 2'941 | 56.1 | 6'636 | 5'405 | -1'231 | -18.5 |
| 300'000 | 13'286 | 19'729 | 6'443 | 48.5 | 15'654 | 14'117 | -1'537 | -9.8 |
| 500'000 | 34'010 | 42'895 | 8'885 | 26.1 | 36'895 | 36'520 | -375 | -1.0 |
| 1'000'000 | 92'517 | 100'855 | 8'338 | 9.0 | 94'960 | 94'986 | 26 | 0.0 |
| 2'000'000 | 202'095 | 204'298 | 2'203 | 1.1 | 203'136 | 205'169 | 2'033 | 1.0 |

| |
|--------------------------------------|
| Systeme 2: Splitting intégral |
|--------------------------------------|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur 2006 | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|-------|---|--|-------------------------------|------|
| | Concubins deux revenus sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins deux revenus sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 50 : 50 | | | | | | | | |
| 40'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 74 | 26 | -48 | -64.8 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 142 | 114 | -28 | -19.5 | 102 | 102 | 0 | 0.2 |
| 70'000 | 209 | 202 | -7 | -3.5 | 194 | 194 | 0 | 0.2 |
| 80'000 | 281 | 376 | 95 | 33.7 | 326 | 326 | 1 | 0.2 |
| 90'000 | 359 | 640 | 281 | 78.5 | 488 | 488 | 1 | 0.1 |
| 100'000 | 485 | 932 | 447 | 92.0 | 752 | 758 | 6 | 0.8 |
| 150'000 | 1'716 | 3'304 | 1'588 | 92.6 | 2'598 | 2'600 | 2 | 0.1 |
| 200'000 | 4'029 | 8'146 | 4'117 | 102.2 | 5'370 | 5'386 | 16 | 0.3 |
| 300'000 | 11'117 | 19'508 | 8'391 | 75.5 | 13'905 | 13'928 | 23 | 0.2 |
| 500'000 | 33'170 | 42'895 | 9'725 | 29.3 | 36'512 | 36'520 | 8 | 0.0 |
| 1'000'000 | 92'517 | 100'855 | 8'338 | 9.0 | 94'960 | 94'986 | 26 | 0.0 |
| 2'000'000 | 205'158 | 204'298 | -861 | -0.4 | 205'158 | 205'169 | 11 | 0.0 |

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur 2006 | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|--|---|-------------------------------|---------------|--|---|-------------------------------|------|
| | Concubins retraités sans enfants | Couples marié de retraités sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins retraités sans enfants | Couples marié de retraités sans enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | | | Charge en fr. | Charge en fr. | | | en fr. | en % |
| Répartition 50 : 50 | | | | | | | | |
| 40'000 | 59 | 83 | 25 | 41.9 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 136 | 183 | 48 | 35.1 | 96 | 98 | 2 | 1.6 |
| 60'000 | 213 | 355 | 143 | 67.1 | 200 | 203 | 3 | 1.5 |
| 70'000 | 295 | 655 | 360 | 121.8 | 350 | 353 | 3 | 0.9 |
| 80'000 | 383 | 996 | 613 | 159.8 | 572 | 578 | 6 | 1.0 |
| 90'000 | 591 | 1'396 | 805 | 136.2 | 872 | 878 | 6 | 0.7 |
| 100'000 | 855 | 1'895 | 1'040 | 121.7 | 1'230 | 1'238 | 8 | 0.7 |
| 150'000 | 2'553 | 6'196 | 3'643 | 142.7 | 3'776 | 3'788 | 12 | 0.3 |
| 200'000 | 5'837 | 12'696 | 6'859 | 117.5 | 7'660 | 7'678 | 18 | 0.2 |
| 300'000 | 15'517 | 25'696 | 10'179 | 65.6 | 18'674 | 18'698 | 24 | 0.1 |
| 500'000 | 41'090 | 51'696 | 10'606 | 25.8 | 44'312 | 44'338 | 26 | 0.1 |
| 1'000'000 | 107'090 | 114'425 | 7'335 | 6.8 | 109'312 | 109'338 | 26 | 0.0 |
| 2'000'000 | 229'400 | 229'425 | 25 | 0.0 | 229'400 | 229'423 | 23 | 0.0 |

| |
|--------------------------------------|
| Système 2: Splitting intégral |
|--------------------------------------|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur 2006 | | | | Mesures | | | |
|-----------------------|------------------------|---------------------------|-------------------------------|--------|------------------------|---------------------------|-------------------------------|--------|
| | Concubins un revenu | Couple marié un revenu | Charge en plus ou en moins | | Concubins un revenu | Couple marié un revenu | Charge en plus ou en moins | |
| | avec 2 enfants | avec 2 enfants | en fr. | en % | avec 2 enfants | avec 2 enfants | en fr. | en % |
| 100% | Charge en fr. | Charge en fr. | | | Charge en fr. | Charge en fr. | | |
| 40'000 | 141 | 0 | -141 | -100.0 | 163 | 0 | -163 | -100.0 |
| 50'000 | 243 | 0 | -243 | -100.0 | 376 | 0 | -376 | -100.0 |
| 60'000 | 475 | 73 | -402 | -84.6 | 687 | 0 | -687 | -100.0 |
| 70'000 | 727 | 161 | -566 | -77.9 | 1'079 | 81 | -998 | -92.5 |
| 80'000 | 983 | 282 | -701 | -71.3 | 1'540 | 149 | -1'391 | -90.4 |
| 90'000 | 1'453 | 505 | -948 | -65.3 | 2'078 | 278 | -1'800 | -86.6 |
| 100'000 | 2'014 | 760 | -1'254 | -62.3 | 2'685 | 404 | -2'281 | -84.9 |
| 150'000 | 5'559 | 2'944 | -2'615 | -47.0 | 6'952 | 1'968 | -4'985 | -71.7 |
| 200'000 | 10'645 | 7'782 | -2'863 | -26.9 | 12'446 | 4'632 | -7'815 | -62.8 |
| 300'000 | 22'512 | 19'469 | -3'043 | -13.5 | 24'093 | 13'013 | -11'080 | -46.0 |
| 500'000 | 46'259 | 42'856 | -3'403 | -7.4 | 47'480 | 35'498 | -11'982 | -25.2 |
| 1'000'000 | 102'579 | 100'832 | -1'747 | -1.7 | 102'579 | 93'972 | -8'607 | -8.4 |
| 2'000'000 | 206'022 | 204'275 | -1'747 | -0.8 | 206'021 | 204'272 | -1'749 | -0.8 |

| |
|--------------------------------------|
| Système 2: Splitting intégral |
|--------------------------------------|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur 2006 | | | | Mesures | | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|---------------|---|--|-------------------------------|--------|---------------|
| | Concubins deux revenus avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins deux revenus avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | | |
| | | | Charge en fr. | Charge en fr. | | | en fr. | en % | Charge en fr. |
| Répartition 70 : 30 | | | | | | | | | |
| 40'000 | 57 | 0 | -57 | -100.0 | 38 | 0 | -38 | -100.0 | |
| 50'000 | 105 | 0 | -105 | -100.0 | 97 | 0 | -97 | -100.0 | |
| 60'000 | 156 | 0 | -156 | -100.0 | 190 | 0 | -190 | -100.0 | |
| 70'000 | 219 | 66 | -153 | -69.8 | 349 | 66 | -283 | -81.0 | |
| 80'000 | 383 | 154 | -229 | -59.7 | 547 | 132 | -414 | -75.8 | |
| 90'000 | 546 | 272 | -274 | -50.2 | 795 | 254 | -541 | -68.0 | |
| 100'000 | 727 | 499 | -228 | -31.4 | 1'079 | 389 | -690 | -64.0 | |
| 150'000 | 2'298 | 2'345 | 47 | 2.0 | 3'077 | 1'879 | -1'198 | -38.9 | |
| 200'000 | 4'858 | 6'417 | 1'559 | 32.1 | 6'181 | 4'424 | -1'756 | -28.4 | |
| 300'000 | 12'386 | 17'961 | 5'575 | 45.0 | 14'835 | 12'563 | -2'272 | -15.3 | |
| 500'000 | 31'508 | 41'127 | 9'619 | 30.5 | 35'375 | 34'752 | -623 | -1.8 | |
| 1'000'000 | 89'682 | 99'291 | 9'609 | 10.7 | 93'192 | 93'218 | 26 | 0.0 | |
| 2'000'000 | 198'720 | 202'734 | 4'014 | 2.0 | 201'368 | 203'605 | 2'237 | 1.1 | |

| |
|--------------------------------------|
| Système 2: Splitting intégral |
|--------------------------------------|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur 2006 | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|--------|---|--|-------------------------------|--------|
| | Concubins deux revenus avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins deux revenus avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 50 : 50 | | | | | | | | |
| 40'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 37 | 0 | -37 | -100.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 71 | 0 | -71 | -100.0 | 51 | 0 | -51 | -100.0 |
| 70'000 | 105 | 66 | -39 | -37.0 | 97 | 66 | -31 | -31.6 |
| 80'000 | 141 | 154 | 13 | 9.5 | 163 | 132 | -30 | -18.7 |
| 90'000 | 179 | 272 | 93 | 51.7 | 292 | 254 | -38 | -13.0 |
| 100'000 | 243 | 499 | 256 | 105.6 | 467 | 389 | -78 | -16.7 |
| 150'000 | 1'088 | 2'393 | 1'305 | 120.0 | 1'970 | 1'919 | -50 | -2.6 |
| 200'000 | 2'822 | 6'378 | 3'556 | 126.0 | 4'435 | 4'408 | -27 | -0.6 |
| 300'000 | 8'615 | 17'740 | 9'125 | 105.9 | 12'384 | 12'382 | -3 | 0.0 |
| 500'000 | 30'425 | 41'127 | 10'702 | 35.2 | 34'744 | 34'752 | 8 | 0.0 |
| 1'000'000 | 89'323 | 99'291 | 9'968 | 11.2 | 93'192 | 93'218 | 26 | 0.0 |
| 2'000'000 | 203'595 | 202'734 | -862 | -0.4 | 203'594 | 203'605 | 11 | 0.0 |

| |
|--------------------------------------|
| Système 2: Splitting intégral |
|--------------------------------------|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur 2006 | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|--------|---|--|-------------------------------|--------|
| | Couple marié un revenu sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Couple marié un revenu sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 70 : 30 | | | | | | | | |
| 40'000 | 33 | 0 | -33 | -100.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 121 | 26 | -95 | -78.5 | 51 | 0 | -51 | -100.0 |
| 60'000 | 209 | 114 | -95 | -45.5 | 117 | 102 | -15 | -12.6 |
| 70'000 | 397 | 202 | -195 | -49.1 | 224 | 194 | -30 | -13.3 |
| 80'000 | 655 | 376 | -279 | -42.6 | 353 | 326 | -26 | -7.5 |
| 90'000 | 940 | 640 | -300 | -31.9 | 536 | 488 | -47 | -8.8 |
| 100'000 | 1'280 | 932 | -348 | -27.2 | 788 | 758 | -31 | -3.9 |
| 150'000 | 4'002 | 3'245 | -757 | -18.9 | 2'648 | 2'560 | -88 | -3.3 |
| 200'000 | 9'550 | 8'185 | -1'365 | -14.3 | 5'642 | 5'405 | -237 | -4.2 |
| 300'000 | 21'237 | 19'729 | -1'508 | -7.1 | 14'577 | 14'117 | -460 | -3.2 |
| 500'000 | 44'624 | 42'895 | -1'729 | -3.9 | 37'266 | 36'520 | -746 | -2.0 |
| 1'000'000 | 102'396 | 100'855 | -1'541 | -1.5 | 95'740 | 94'986 | -754 | -0.8 |
| 2'000'000 | 205'839 | 204'298 | -1'541 | -0.7 | 205'836 | 205'169 | -667 | -0.3 |

| |
|--------------------------------------|
| Systeme 2: Splitting intégral |
|--------------------------------------|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur 2006 | | | | Mesures | | | | |
|-----------------------|---|--|-------------------------------|---------------|---|--|-------------------------------|--------|---------------|
| | Couple marié un revenu sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Couple marié un revenu sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | |
| | | | Charge en fr. | Charge en fr. | | | en fr. | en % | Charge en fr. |
| | Répartition 50 : 50 | | | | | | | | |
| 40'000 | 33 | 0 | -33 | -100.0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 121 | 26 | -95 | -78.5 | 51 | 0 | -51 | -100.0 | |
| 60'000 | 209 | 114 | -95 | -45.5 | 117 | 102 | -15 | -12.6 | |
| 70'000 | 397 | 202 | -195 | -49.1 | 224 | 194 | -30 | -13.3 | |
| 80'000 | 655 | 376 | -279 | -42.6 | 353 | 326 | -26 | -7.5 | |
| 90'000 | 940 | 640 | -300 | -31.9 | 536 | 488 | -47 | -8.8 | |
| 100'000 | 1'280 | 932 | -348 | -27.2 | 788 | 758 | -31 | -3.9 | |
| 150'000 | 4'002 | 3'304 | -698 | -17.4 | 2'648 | 2'600 | -48 | -1.8 | |
| 200'000 | 9'550 | 8'146 | -1'404 | -14.7 | 5'642 | 5'386 | -256 | -4.5 | |
| 300'000 | 21'237 | 19'508 | -1'729 | -8.1 | 14'577 | 13'928 | -650 | -4.5 | |
| 500'000 | 44'624 | 42'895 | -1'729 | -3.9 | 37'266 | 36'520 | -746 | -2.0 | |
| 1'000'000 | 102'396 | 100'855 | -1'541 | -1.5 | 95'740 | 94'986 | -754 | -0.8 | |
| 2'000'000 | 205'839 | 204'298 | -1'541 | -0.7 | 205'836 | 205'169 | -667 | -0.3 | |

| |
|--------------------------------------|
| Système 2: Splitting intégral |
|--------------------------------------|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur 2006 | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|--------|---|--|-------------------------------|-------|
| | Couple marié un revenu avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | | Couple marié un revenu avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 70 : 30 | | | | | | | | |
| 40'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 73 | 0 | -73 | -100.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 161 | 66 | -95 | -59.0 | 81 | 66 | -15 | -18.3 |
| 80'000 | 282 | 154 | -128 | -45.4 | 149 | 132 | -16 | -10.9 |
| 90'000 | 505 | 272 | -233 | -46.1 | 278 | 254 | -24 | -8.5 |
| 100'000 | 760 | 499 | -261 | -34.3 | 404 | 389 | -16 | -3.9 |
| 150'000 | 2'944 | 2'345 | -599 | -20.3 | 1'968 | 1'879 | -88 | -4.5 |
| 200'000 | 7'782 | 6'417 | -1'365 | -17.5 | 4'632 | 4'424 | -207 | -4.5 |
| 300'000 | 19'469 | 17'961 | -1'508 | -7.7 | 13'013 | 12'563 | -450 | -3.5 |
| 500'000 | 42'856 | 41'127 | -1'729 | -4.0 | 35'498 | 34'752 | -746 | -2.1 |
| 1'000'000 | 100'832 | 99'291 | -1'541 | -1.5 | 93'972 | 93'218 | -754 | -0.8 |
| 2'000'000 | 204'275 | 202'734 | -1'541 | -0.8 | 204'272 | 203'605 | -667 | -0.3 |

| |
|--------------------------------------|
| Système 2: Splitting intégral |
|--------------------------------------|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur 2006 | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|--------|---|--|-------------------------------|-------|
| | Couple marié un revenu avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | | Couple marié un revenu avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 50 : 50 | | | | | | | | |
| 40'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 73 | 0 | -73 | -100.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 161 | 66 | -95 | -59.0 | 81 | 66 | -15 | -18.3 |
| 80'000 | 282 | 154 | -128 | -45.4 | 149 | 132 | -16 | -10.9 |
| 90'000 | 505 | 272 | -233 | -46.1 | 278 | 254 | -24 | -8.5 |
| 100'000 | 760 | 499 | -261 | -34.3 | 404 | 389 | -16 | -3.9 |
| 150'000 | 2'944 | 2'393 | -551 | -18.7 | 1'968 | 1'919 | -48 | -2.5 |
| 200'000 | 7'782 | 6'378 | -1'404 | -18.0 | 4'632 | 4'408 | -224 | -4.8 |
| 300'000 | 19'469 | 17'740 | -1'729 | -8.9 | 13'013 | 12'382 | -631 | -4.9 |
| 500'000 | 42'856 | 41'127 | -1'729 | -4.0 | 35'498 | 34'752 | -746 | -2.1 |
| 1'000'000 | 100'832 | 99'291 | -1'541 | -1.5 | 93'972 | 93'218 | -754 | -0.8 |
| 2'000'000 | 204'275 | 202'734 | -1'541 | -0.8 | 204'272 | 203'605 | -667 | -0.3 |

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en francs | | | Personne seule sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|--|--|------------------------------|-------------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | | | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 141 | 115 | -26 | -18.4 |
| 50'000 | | | 243 | 280 | 37 | 15.3 |
| 60'000 | | | 475 | 559 | 84 | 17.6 |
| 70'000 | | | 727 | 919 | 192 | 26.4 |
| 80'000 | | | 983 | 1'349 | 366 | 37.3 |
| 90'000 | | | 1'453 | 1'864 | 410 | 28.2 |
| 100'000 | | | 2'014 | 2'449 | 434 | 21.6 |
| 150'000 | | | 5'559 | 6'584 | 1'026 | 18.5 |
| 200'000 | | | 10'645 | 12'046 | 1'401 | 13.2 |
| 300'000 | | | 22'512 | 23'677 | 1'165 | 5.2 |
| 500'000 | | | 46'259 | 47'064 | 805 | 1.7 |
| 1'000'000 | | | 102'579 | 102'211 | -368 | -0.4 |
| 2'000'000 | | | 206'022 | 205'653 | -368 | -0.2 |

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en francs | | | Concubins un revenu sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|--|--|--------------------------|-------------------------------|------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | | | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 141 | 163 | 22 | 15.8 |
| 50'000 | | | 243 | 376 | 133 | 54.9 |
| 60'000 | | | 475 | 687 | 212 | 44.6 |
| 70'000 | | | 727 | 1'079 | 352 | 48.4 |
| 80'000 | | | 983 | 1'540 | 557 | 56.7 |
| 90'000 | | | 1'453 | 2'078 | 624 | 43.0 |
| 100'000 | | | 2'014 | 2'685 | 670 | 33.3 |
| 150'000 | | | 5'559 | 6'952 | 1'394 | 25.1 |
| 200'000 | | | 10'645 | 12'446 | 1'801 | 16.9 |
| 300'000 | | | 22'512 | 24'093 | 1'581 | 7.0 |
| 500'000 | | | 46'259 | 47'480 | 1'221 | 2.6 |
| 1'000'000 | | | 102'579 | 102'579 | 0 | 0.0 |
| 2'000'000 | | | 206'022 | 206'021 | 0 | 0.0 |

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en francs | | | Couple marié un revenu sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|--|--|--------------------------|-------------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | | | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 33 | 0 | -33 | -100.0 |
| 50'000 | | | 121 | 51 | -70 | -57.9 |
| 60'000 | | | 209 | 117 | -92 | -44.0 |
| 70'000 | | | 397 | 224 | -174 | -43.7 |
| 80'000 | | | 655 | 353 | -303 | -46.2 |
| 90'000 | | | 940 | 536 | -405 | -43.0 |
| 100'000 | | | 1'280 | 788 | -492 | -38.4 |
| 150'000 | | | 4'002 | 2'648 | -1'355 | -33.8 |
| 200'000 | | | 9'550 | 5'642 | -3'909 | -40.9 |
| 300'000 | | | 21'237 | 14'577 | -6'660 | -31.4 |
| 500'000 | | | 44'624 | 37'266 | -7'359 | -16.5 |
| 1'000'000 | | | 102'396 | 95'740 | -6'657 | -6.5 |
| 2'000'000 | | | 205'839 | 205'836 | -3 | 0.0 |

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en francs | | | Couple marié deux revenus sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|---------|--|--------------------------|-------------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 70 | 30 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 26 | 0 | -26 | -100.0 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 114 | 102 | -12 | -10.3 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 202 | 194 | -8 | -4.0 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 376 | 326 | -50 | -13.3 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 640 | 488 | -152 | -23.7 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 932 | 758 | -175 | -18.7 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 3'245 | 2'560 | -685 | -21.1 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 8'185 | 5'405 | -2'780 | -34.0 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 19'729 | 14'117 | -5'612 | -28.4 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 42'895 | 36'520 | -6'375 | -14.9 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 100'855 | 94'986 | -5'870 | -5.8 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 204'298 | 205'169 | 871 | 0.4 |

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en francs | | | Couple marié deux revenus sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|--|--------------------------|-------------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 50 | 50 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 26 | 0 | -26 | -100.0 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 114 | 102 | -12 | -10.3 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 202 | 194 | -8 | -4.0 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 376 | 326 | -50 | -13.3 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 640 | 488 | -152 | -23.7 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 932 | 758 | -175 | -18.7 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 3'304 | 2'600 | -704 | -21.3 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 8'146 | 5'386 | -2'761 | -33.9 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 19'508 | 13'928 | -5'581 | -28.6 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 42'895 | 36'520 | -6'375 | -14.9 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 100'855 | 94'986 | -5'870 | -5.8 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 204'298 | 205'169 | 871 | 0.4 |

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en francs | | | Concubins deux revenus sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|---------|--|--------------------------|-------------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 70 | 30 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 57 | 38 | -20 | -34.2 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 105 | 97 | -8 | -7.6 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 156 | 190 | 33 | 21.3 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 219 | 349 | 130 | 59.3 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 413 | 547 | 134 | 32.5 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 596 | 826 | 229 | 38.4 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 798 | 1'130 | 332 | 41.6 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 2'478 | 3'273 | 795 | 32.1 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 5'244 | 6'636 | 1'392 | 26.5 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 13'286 | 15'654 | 2'367 | 17.8 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 34'010 | 36'895 | 2'885 | 8.5 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 92'517 | 94'960 | 2'442 | 2.6 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 202'095 | 203'136 | 1'041 | 0.5 |

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en francs | | | Concubins deux revenus sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|-------------------------------------|---------------|----------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 | Mesures | Charge en plus ou en moins | |
| | 50 | 50 | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 74 | 0 | -74 | -100.0 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 142 | 102 | -40 | -28.0 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 209 | 194 | -16 | -7.6 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 281 | 326 | 44 | 15.8 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 359 | 488 | 129 | 35.9 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 485 | 752 | 266 | 54.9 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 1'716 | 2'598 | 882 | 51.4 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 4'029 | 5'370 | 1'341 | 33.3 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 11'117 | 13'905 | 2'787 | 25.1 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 33'170 | 36'512 | 3'342 | 10.1 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 92'517 | 94'960 | 2'442 | 2.6 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 205'158 | 205'158 | -1 | 0.0 |

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut | | | Couple marié de retraités sans enfants | | | |
|-------------|---------------|-----------|--|--------------------------|-------------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 50 | 50 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 83 | 0 | -83 | -100.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 183 | 98 | -86 | -46.7 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 355 | 203 | -153 | -43.0 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 655 | 353 | -303 | -46.2 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 996 | 578 | -419 | -42.0 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 1'396 | 878 | -519 | -37.1 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 1'895 | 1'238 | -658 | -34.7 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 6'196 | 3'788 | -2'409 | -38.9 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 12'696 | 7'678 | -5'019 | -39.5 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 25'696 | 18'698 | -6'999 | -27.2 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 51'696 | 44'338 | -7'358 | -14.2 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 114'425 | 109'338 | -5'088 | -4.4 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 229'425 | 229'423 | -3 | 0.0 |

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut | | | Concubins retraités sans enfants | | | |
|-------------|---------------|-----------|--|--------------------------|-------------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 50 | 50 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 59 | 0 | -59 | -100.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 136 | 96 | -40 | -29.2 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 213 | 200 | -13 | -6.1 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 295 | 350 | 54 | 18.4 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 383 | 572 | 188 | 49.1 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 591 | 872 | 281 | 47.5 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 855 | 1'230 | 375 | 43.8 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 2'553 | 3'776 | 1'222 | 47.9 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 5'837 | 7'660 | 1'822 | 31.2 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 15'517 | 18'674 | 3'156 | 20.3 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 41'090 | 44'312 | 3'222 | 7.8 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 107'090 | 109'312 | 2'222 | 2.1 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 229'400 | 229'400 | -1 | 0.0 |

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en francs | | Personne seule avec 2 enfants | | | | |
|-----------------------|---------------|-------------------------------|--|--------------------------|-------------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | | | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | | | 0 | 52 | 52 | 0.0 |
| 60'000 | | | 89 | 160 | 71 | 79.5 |
| 70'000 | | | 177 | 364 | 187 | 105.5 |
| 80'000 | | | 314 | 651 | 337 | 107.2 |
| 90'000 | | | 553 | 1'009 | 456 | 82.4 |
| 100'000 | | | 808 | 1'438 | 630 | 77.9 |
| 150'000 | | | 3'056 | 4'769 | 1'713 | 56.0 |
| 200'000 | | | 7'990 | 9'759 | 1'769 | 22.1 |
| 300'000 | | | 19'677 | 21'129 | 1'452 | 7.4 |
| 500'000 | | | 43'064 | 44'516 | 1'452 | 3.4 |
| 1'000'000 | | | 101'016 | 99'957 | -1'059 | -1.0 |
| 2'000'000 | | | 204'459 | 203'399 | -1'059 | -0.5 |

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en francs | | Concubins un revenu avec 2 enfants | | | | |
|-----------------------|---------------|------------------------------------|-----------------------|---------------|----------------------------|------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 | Mesures | Charge en plus ou en moins | |
| | | | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 141 | 163 | 22 | 15.8 |
| 50'000 | | | 243 | 376 | 133 | 54.9 |
| 60'000 | | | 475 | 687 | 212 | 44.6 |
| 70'000 | | | 727 | 1'079 | 352 | 48.4 |
| 80'000 | | | 983 | 1'540 | 557 | 56.7 |
| 90'000 | | | 1'453 | 2'078 | 624 | 43.0 |
| 100'000 | | | 2'014 | 2'685 | 670 | 33.3 |
| 150'000 | | | 5'559 | 6'952 | 1'394 | 25.1 |
| 200'000 | | | 10'645 | 12'446 | 1'801 | 16.9 |
| 300'000 | | | 22'512 | 24'093 | 1'581 | 7.0 |
| 500'000 | | | 46'259 | 47'480 | 1'221 | 2.6 |
| 1'000'000 | | | 102'579 | 102'579 | 0 | 0.0 |
| 2'000'000 | | | 206'022 | 206'021 | 0 | 0.0 |

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en francs | | Couple marié un revenu avec 2 enfants | | | | |
|-----------------------|---------------|---------------------------------------|-----------------------|---------------|----------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 | Mesures | Charge en plus ou en moins | |
| | | | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | | | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | | | 73 | 0 | -73 | -100.0 |
| 70'000 | | | 161 | 81 | -80 | -49.7 |
| 80'000 | | | 282 | 149 | -134 | -47.3 |
| 90'000 | | | 505 | 278 | -228 | -45.0 |
| 100'000 | | | 760 | 404 | -356 | -46.8 |
| 150'000 | | | 2'944 | 1'968 | -977 | -33.2 |
| 200'000 | | | 7'782 | 4'632 | -3'151 | -40.5 |
| 300'000 | | | 19'469 | 13'013 | -6'456 | -33.2 |
| 500'000 | | | 42'856 | 35'498 | -7'359 | -17.2 |
| 1'000'000 | | | 100'832 | 93'972 | -6'861 | -6.8 |
| 2'000'000 | | | 204'275 | 204'272 | -3 | 0.0 |

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en francs | | | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|---------|--|---------------|----------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 | Mesures | Charge en plus ou en moins | |
| | | | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| 100% | 70 | 30 | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 66 | 66 | 0 | 0.2 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 154 | 132 | -22 | -14.1 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 272 | 254 | -18 | -6.6 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 499 | 389 | -111 | -22.1 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 2'345 | 1'879 | -466 | -19.9 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 6'417 | 4'424 | -1'993 | -31.1 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 17'961 | 12'563 | -5'398 | -30.1 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 41'127 | 34'752 | -6'375 | -15.5 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 99'291 | 93'218 | -6'074 | -6.1 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 202'734 | 203'605 | 871 | 0.4 |

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en francs | | | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|--|---------------|----------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 | Mesures | Charge en plus ou en moins | |
| | | | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| 100% | 50 | 50 | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 66 | 66 | 0 | 0.2 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 154 | 132 | -22 | -14.1 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 272 | 254 | -18 | -6.6 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 499 | 389 | -111 | -22.1 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 2'393 | 1'919 | -474 | -19.8 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 6'378 | 4'408 | -1'971 | -30.9 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 17'740 | 12'382 | -5'359 | -30.2 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 41'127 | 34'752 | -6'375 | -15.5 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 99'291 | 93'218 | -6'074 | -6.1 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 202'734 | 203'605 | 871 | 0.4 |

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en francs | | | Concubins deux revenus avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|------------------|----------------|--|--------------------------|-------------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | | | | | en fr. | en % |
| 100% | 70 | 30 | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 57 | 38 | -20 | -34.2 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 105 | 97 | -8 | -7.6 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 156 | 190 | 33 | 21.3 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 219 | 349 | 130 | 59.3 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 383 | 547 | 164 | 42.9 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 546 | 795 | 249 | 45.5 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 727 | 1'079 | 352 | 48.4 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 2'298 | 3'077 | 779 | 33.9 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 4'858 | 6'181 | 1'323 | 27.2 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 12'386 | 14'835 | 2'449 | 19.8 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 31'508 | 35'375 | 3'867 | 12.3 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 89'682 | 93'192 | 3'509 | 3.9 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 198'720 | 201'368 | 2'648 | 1.3 |

Système 2: Splitting intégral

| Revenu brut en francs | | | Concubins deux revenus avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|---------------------------------------|---------------|----------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 | Mesures | Charge en plus ou en moins | |
| | | | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| 100% | 50 | 50 | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 37 | 0 | -37 | -100.0 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 71 | 51 | -20 | -28.0 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 105 | 97 | -8 | -7.6 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 141 | 163 | 22 | 15.8 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 179 | 292 | 112 | 62.7 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 243 | 467 | 224 | 92.3 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 1'088 | 1'970 | 882 | 81.1 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 2'822 | 4'435 | 1'612 | 57.1 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 8'615 | 12'384 | 3'769 | 43.8 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 30'425 | 34'744 | 4'319 | 14.2 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 89'323 | 93'192 | 3'869 | 4.3 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 203'595 | 203'594 | -2 | 0.0 |

Choix du système d'imposition des couples mariés

Comparaison entre les charges fiscales

Systeme 3: Splitting partiel avec droit d'option

**Splitting 1,7; déduction pour personne seule 2000 fr.
Imposition individuelle sans report du solde des déductions
Déduction pour famille monoparentale: 3 %, au max. 6000 fr. dans les deux cas**

30 octobre 2006

Déductions selon droit 2006 et Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Déduction pour | Droit 06 | Système 3 |
|--|----------|--------------|
| Enfants et personnes nécessiteuses | 6'100 | 6'100 |
| Primes d'assurances et intérêts des capitaux d'épargne avec LPP | | |
| Personnes mariées | 3'300 | 3'300 |
| Autres contribuables | 1'700 | 1'700 |
| Augmentation par enfant | 700 | 700 |
| sans LPP | | |
| Personnes mariées | 4'950 | 4'950 |
| Autres contribuables | 2'550 | 2'550 |
| Augmentation par enfant | 700 | 700 |
| Couple marié deux revenu | 7'600 | |
| Déduction du deuxième revenu en % | | - |
| Déduction minimale en fr. | | - |
| Déduction maximale en fr. | | - |
| Déduction générale | - | - |
| Personne seule | - | 2'000 |
| Famille monoparentale | - | |
| en % du revenu net | | 3 |
| Déduction maximale en fr. | | 6'000 |

Barème selon système 3: Splitting partiel avec droit d'option

L'impôt dû pour une année fiscale s'élève:

| | |
|---------------------------------------|-----------------------|
| – jusqu'à 18'000 francs de revenu, à | 0 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 0.75 francs; |
| – pour 28'000 francs de revenu, à | 75.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 1.50 francs en plus; |
| – pour 38'000 francs de revenu, à | 225.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 3.00 francs en plus; |
| – pour 48'000 francs de revenu, à | 525.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 4.00 francs en plus; |
| – pour 58'000 francs de revenu, à | 925.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 5.00 francs en plus; |
| – pour 68'000 francs de revenu, à | 1'425.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 6.00 francs en plus; |
| – pour 78'000 francs de revenu, à | 2'025.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 7.00 francs en plus; |
| – pour 88'000 francs de revenu, à | 2'725.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 8.00 francs en plus; |
| – pour 98'000 francs de revenu, à | 3'525.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 9.00 francs en plus; |
| – pour 108'000 francs de revenu, à | 4'425.00 francs; |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 10.00 francs en plus; |
| – pour 118'000 francs de revenu, à | 5'425.00 francs; |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 11.00 francs en plus; |
| – pour 128'000 francs de revenu, à | 6'525.00 francs; |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 11.50 francs en plus; |
| – pour 138'000 francs de revenu, à | 7'675.00 francs; |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 12.00 francs en plus; |
| – pour 158'000 francs de revenu, à | 10'075.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 12.50 francs en plus; |
| – pour 188'000 francs de revenu, à | 13'825.00 francs; |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 13.00 francs en plus; |
| – pour 707'600 francs de revenu, à | 81'373.00 francs |
| – pour 707'700 francs de revenu, à | 81'385.50 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 11.50 francs en plus; |

Les montants d'impôt inférieurs à 25 francs ne sont pas perçus.

Comparaison des sujets fiscaux

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut en francs | | | Contribuables sans enfants | | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|--|---|---|---|---|
| Total | Répartition % | | Couple marié un revenu / Personne seule | Couple marié un revenu / Concubins un revenu | Couple marié deux revenus / Concubins deux revenus / | Couple marié deux revenus / Couple marié un revenu / | Couple marié deux revenus / 2 Personnes seules |
| 100 | 70 | 30 | Charge en plus ou en moins en pourcent | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | -100% | -100% | 0% | 0% | 0% |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | -74% | -79% | -32% | -23% | -13% |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | -75% | -78% | -28% | -12% | -11% |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | -69% | -72% | -15% | -11% | 6% |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | -69% | -71% | -21% | -8% | -8% |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | -63% | -65% | -11% | -6% | 1% |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | -60% | -63% | -9% | -4% | 3% |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | -51% | -53% | 0% | -4% | 6% |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | -45% | -46% | 0% | -5% | 5% |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | -30% | -31% | 0% | -8% | 3% |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | -16% | -16% | 0% | -9% | 1% |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | -5% | -5% | 0% | -4% | 1% |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 0% | 0% | 0% | -2% | 0% |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut en francs | | | Contribuables sans enfants | | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|--|---|---|---|---|
| Total | Répartition % | | Couple marié un revenu / Personne seule | Couple marié un revenu / Concubins un revenu | Couple marié deux revenus / Concubins deux revenus / | Couple marié deux revenus / Couple marié un revenu / | Couple marié deux revenus / 2 Personnes seules |
| 100 | 50 | 50 | Charge en plus ou en moins en pourcent | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | -100% | -100% | 0% | 0% | 0% |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | -74% | -79% | 0% | -100% | 0% |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | -75% | -78% | 0% | -44% | 100% |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | -69% | -72% | 0% | -47% | 28% |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | -69% | -71% | 0% | -34% | 30% |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | -63% | -65% | 0% | -40% | 18% |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | -60% | -63% | 0% | -35% | 25% |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | -51% | -53% | 0% | -25% | 10% |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | -45% | -46% | 0% | -24% | 6% |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | -30% | -31% | 0% | -20% | 4% |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | -16% | -16% | 0% | -10% | 1% |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | -5% | -5% | 0% | -4% | 1% |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut en francs | | | Contribuables avec 2 enfants | | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|--|---|---|---|---|
| Total | Répartition % | | Couple marié un revenu / Personne seule | Couple marié un revenu / Concubins un revenu | Couple marié deux revenus / Concubins deux revenus / | Couple marié deux revenus / Couple marié un revenu / | Couple marié deux revenus / 2 Personnes seules |
| 100 | 70 | 30 | Charge en plus ou en moins en pourcent | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 0% | -100% | 0% | 0% | 0% |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | -100% | -100% | -100% | 0% | 0% |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | -100% | -100% | -100% | 0% | 0% |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | -72% | -90% | -72% | -16% | 97% |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | -69% | -86% | -65% | -14% | 70% |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | -66% | -83% | -57% | -7% | 59% |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | -63% | -80% | -50% | -6% | 45% |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | -50% | -65% | -21% | -4% | 39% |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | -44% | -56% | -12% | -4% | 31% |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | -30% | -38% | -4% | -6% | 20% |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | -15% | -20% | 0% | -9% | 10% |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | -4% | -6% | 0% | -4% | 4% |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 0% | -1% | 0% | -2% | 2% |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut en francs | | | Contribuables avec 2 enfants | | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|--|---|---|---|---|
| Total | Répartition % | | Couple marié un revenu / Personne seule | Couple marié un revenu / Concubins un revenu | Couple marié deux revenus / Concubins deux revenus / | Couple marié deux revenus / Couple marié un revenu / | Couple marié deux revenus / 2 Personnes seules |
| 100 | 50 | 50 | Charge en plus ou en moins en pourcent | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0% | -100% | 0% | 0% | 0% |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | -100% | -100% | 0% | 0% | 0% |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | -100% | -100% | -100% | 0% | 0% |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | -72% | -90% | -100% | -100% | 0% |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | -69% | -86% | -21% | -45% | 100% |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | -66% | -83% | -18% | -40% | 100% |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | -63% | -80% | -12% | -36% | 248% |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | -50% | -65% | -3% | -26% | 87% |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | -44% | -56% | -1% | -25% | 47% |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | -30% | -38% | 0% | -21% | 28% |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | -15% | -20% | 0% | -10% | 13% |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | -4% | -6% | 0% | -4% | 4% |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 0% | -1% | 0% | 0% | 2% |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut en francs | | | Contribuables sans enfants | | | | | |
|-----------------------|---------------|---------|----------------------------|--------------------|------------------------|---------------------|---------------------------|------------------------|
| Total | Répartition % | | Personne seule | 2 Personnes seules | Couple marié un revenu | Concubins un revenu | Couple marié deux revenus | Concubins deux revenus |
| 100 | 70 | 30 | Charge en francs | | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 99 | 0 | 0 | 129 | 0 | 0 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 237 | 54 | 61 | 297 | 47 | 69 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 501 | 126 | 128 | 573 | 113 | 156 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 845 | 218 | 258 | 925 | 230 | 270 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 1'255 | 396 | 393 | 1'355 | 362 | 456 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 1'737 | 601 | 649 | 1'857 | 607 | 681 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 2'284 | 845 | 908 | 2'424 | 873 | 961 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 6'239 | 2'750 | 3'035 | 6'459 | 2'920 | 2'920 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 11'625 | 5'776 | 6'364 | 11'875 | <u>6'053</u> | 6'053 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 23'224 | 14'487 | 16'174 | 23'484 | <u>14'857</u> | 14'857 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 46'611 | 35'313 | 39'227 | 46'871 | <u>35'793</u> | 35'793 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 102'349 | 93'222 | 97'704 | 102'579 | <u>93'742</u> | 93'742 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 205'792 | 202'037 | 205'837 | 206'022 | <u>202'527</u> | 202'527 |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut en francs | | | Contribuables sans enfants | | | | | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|----------------------------|--------------------|------------------------|---------------------|---------------------------|------------------------|---------------------------|------------------------|
| Total | Répartition % | | Personne seule | 2 Personnes seules | Couple marié un revenu | Concubins un revenu | Couple marié deux revenus | Concubins deux revenus | Couple marié de retraités | Concubins de retraités |
| 100 | 50 | 50 | Charge en francs | | | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 99 | 0 | 0 | 129 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 237 | 0 | 61 | 297 | <u>0</u> | 0 | <u>66</u> | 66 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 501 | 0 | 128 | 573 | <u>72</u> | 72 | <u>141</u> | 141 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 845 | 108 | 258 | 925 | <u>138</u> | 138 | <u>282</u> | 282 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 1'255 | 198 | 393 | 1'355 | <u>258</u> | 258 | <u>432</u> | 432 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 1'737 | 330 | 649 | 1'857 | <u>390</u> | 390 | <u>714</u> | 714 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 2'284 | 474 | 908 | 2'424 | <u>594</u> | 594 | <u>1'014</u> | 1'014 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 6'239 | 2'090 | 3'035 | 6'459 | <u>2'290</u> | 2'290 | <u>3'378</u> | 3'378 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 11'625 | 4'568 | 6'364 | 11'875 | <u>4'848</u> | 4'848 | <u>6'954</u> | 6'954 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 23'224 | 12'478 | 16'174 | 23'484 | <u>12'918</u> | 12'918 | <u>17'606</u> | 17'606 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 46'611 | 34'774 | 39'227 | 46'871 | <u>35'294</u> | 35'294 | <u>43'094</u> | 43'094 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 102'349 | 93'222 | 97'704 | 102'579 | <u>93'742</u> | 93'742 | <u>108'094</u> | 108'094 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 205'792 | 204'698 | 205'837 | 206'022 | 205'158 | 205'158 | 229'400 | 229'400 |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut en francs | | | Contribuables avec 2 enfants | | | | | |
|-----------------------|---------------|---------|------------------------------|--------------------|------------------------|---------------------|---------------------------|------------------------|
| Total | Répartition % | | Personne seule | 2 Personnes seules | Couple marié un revenu | Concubins un revenu | Couple marié deux revenus | Concubins deux revenus |
| 100 | 70 | 30 | Charge en francs | | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 0 | 0 | 0 | 129 | 0 | 0 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 46 | 0 | 0 | 297 | 0 | 69 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 144 | 0 | 0 | 573 | 0 | 156 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 321 | 39 | 91 | 925 | 77 | 270 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 585 | 93 | 184 | 1'355 | 158 | 456 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 917 | 183 | 312 | 1'857 | 291 | 681 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 1'330 | 321 | 496 | 2'424 | 465 | 925 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 4'475 | 1'557 | 2'253 | 6'459 | 2'168 | 2'758 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 9'367 | 3'831 | 5'235 | 11'875 | 5'003 | 5'669 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 20'676 | 11'342 | 14'542 | 23'484 | <u>13'600</u> | 14'105 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 44'063 | 31'001 | 37'459 | 46'871 | <u>34'168</u> | 34'339 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 100'095 | 88'126 | 95'936 | 102'579 | <u>91'985</u> | 91'974 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 203'538 | 197'235 | 204'273 | 206'022 | <u>200'866</u> | 200'759 |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut en francs | | | Contribuables avec 2 enfants | | | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|------------------------------|--------------------|------------------------|---------------------|---------------------------|------------------------|
| Total | Répartition % | | Personne seule | 2 Personnes seules | Couple marié un revenu | Concubins un revenu | Couple marié deux revenus | Concubins deux revenus |
| 100 | 50 | 50 | Charge en francs | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0 | 0 | 0 | 129 | 0 | 0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 46 | 0 | 0 | 297 | 0 | 0 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 144 | 0 | 0 | 573 | 0 | 36 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 321 | 0 | 91 | 925 | <u>0</u> | 69 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 585 | 0 | 184 | 1'355 | <u>102</u> | 129 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 917 | 0 | 312 | 1'857 | <u>186</u> | 228 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 1'330 | 92 | 496 | 2'424 | <u>318</u> | 363 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 4'475 | 888 | 2'253 | 6'459 | <u>1'658</u> | 1'702 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 9'367 | 2'660 | 5'235 | 11'875 | <u>3'918</u> | 3'975 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 20'676 | 8'950 | 14'542 | 23'484 | <u>11'422</u> | 11'464 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 44'063 | 29'678 | 37'459 | 46'871 | <u>33'526</u> | 33'526 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 100'095 | 88'126 | 95'936 | 102'579 | <u>91'974</u> | 91'974 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 203'538 | 200'190 | 204'273 | 206'022 | 203'594 | 203'594 |

| |
|---|
| Système 3: Splitting partiel avec droit d'option |
|---|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur 2006 | | | | Mesures | | | |
|-----------------------|------------------------|---------------------------|-------------------------------|-------|------------------------|---------------------------|-------------------------------|--------|
| | Concubins un revenu | Couple marié un revenu | Charge en plus ou en moins | | Concubins un revenu | Couple marié un revenu | Charge en plus ou en moins | |
| | sans enfants | sans enfants | | | sans enfants | sans enfants | | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | | | |
| 40'000 | 141 | 33 | -108 | -76.5 | 129 | 0 | -129 | -100.0 |
| 50'000 | 243 | 121 | -122 | -50.1 | 297 | 61 | -236 | -79.4 |
| 60'000 | 475 | 209 | -266 | -56.0 | 573 | 128 | -446 | -77.7 |
| 70'000 | 727 | 397 | -330 | -45.4 | 925 | 258 | -667 | -72.1 |
| 80'000 | 983 | 655 | -328 | -33.3 | 1'355 | 393 | -962 | -71.0 |
| 90'000 | 1'453 | 940 | -513 | -35.3 | 1'857 | 649 | -1'208 | -65.0 |
| 100'000 | 2'014 | 1'280 | -734 | -36.5 | 2'424 | 908 | -1'516 | -62.5 |
| 150'000 | 5'559 | 4'002 | -1'557 | -28.0 | 6'459 | 3'035 | -3'425 | -53.0 |
| 200'000 | 10'645 | 9'550 | -1'095 | -10.3 | 11'875 | 6'364 | -5'511 | -46.4 |
| 300'000 | 22'512 | 21'237 | -1'275 | -5.7 | 23'484 | 16'174 | -7'310 | -31.1 |
| 500'000 | 46'259 | 44'624 | -1'635 | -3.5 | 46'871 | 39'227 | -7'644 | -16.3 |
| 1'000'000 | 102'579 | 102'396 | -183 | -0.2 | 102'579 | 97'704 | -4'875 | -4.8 |
| 2'000'000 | 206'022 | 205'839 | -183 | -0.1 | 206'022 | 205'837 | -185 | -0.1 |

| |
|---|
| Système 3: Splitting partiel avec droit d'option |
|---|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur 2006 | | | | Mesures | | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|---------------|---|--|-------------------------------|-------|---------------|
| | Concubins deux revenus sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins deux revenus sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | |
| | | | Charge en fr. | Charge en fr. | | | en fr. | en % | Charge en fr. |
| Répartition 70 : 30 | | | | | | | | | |
| 40'000 | 57 | 0 | -57 | -100.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | |
| 50'000 | 105 | 26 | -79 | -75.2 | 69 | 47 | -22 | -31.6 | |
| 60'000 | 156 | 114 | -42 | -27.1 | 156 | 113 | -43 | -27.9 | |
| 70'000 | 219 | 202 | -17 | -7.7 | 270 | 230 | -40 | -14.8 | |
| 80'000 | 413 | 376 | -37 | -8.9 | 456 | 362 | -94 | -20.5 | |
| 90'000 | 596 | 640 | 44 | 7.3 | 681 | 607 | -74 | -10.9 | |
| 100'000 | 798 | 932 | 134 | 16.8 | 961 | 873 | -88 | -9.2 | |
| 150'000 | 2'478 | 3'245 | 768 | 31.0 | 2'920 | 2'920 | 0 | 0.0 | |
| 200'000 | 5'244 | 8'185 | 2'941 | 56.1 | 6'053 | 6'053 | 0 | 0.0 | |
| 300'000 | 13'286 | 19'729 | 6'443 | 48.5 | 14'857 | 14'857 | 0 | 0.0 | |
| 500'000 | 34'010 | 42'895 | 8'885 | 26.1 | 35'793 | 35'793 | 0 | 0.0 | |
| 1'000'000 | 92'517 | 100'855 | 8'338 | 9.0 | 93'742 | 93'742 | 0 | 0.0 | |
| 2'000'000 | 202'095 | 204'298 | 2'203 | 1.1 | 202'527 | 202'527 | 0 | 0.0 | |

| |
|---|
| Système 3: Splitting partiel avec droit d'option |
|---|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur 2006 | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|-------|---|--|-------------------------------|------|
| | Concubins deux revenus sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins deux revenus sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 50 : 50 | | | | | | | | |
| 40'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 74 | 26 | -48 | -64.8 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 142 | 114 | -28 | -19.5 | 72 | 72 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 209 | 202 | -7 | -3.5 | 138 | 138 | 0 | 0.0 |
| 80'000 | 281 | 376 | 95 | 33.7 | 258 | 258 | 0 | 0.0 |
| 90'000 | 359 | 640 | 281 | 78.5 | 390 | 390 | 0 | 0.0 |
| 100'000 | 485 | 932 | 447 | 92.0 | 594 | 594 | 0 | 0.0 |
| 150'000 | 1'716 | 3'304 | 1'588 | 92.6 | 2'290 | 2'290 | 0 | 0.0 |
| 200'000 | 4'029 | 8'146 | 4'117 | 102.2 | 4'848 | 4'848 | 0 | 0.0 |
| 300'000 | 11'117 | 19'508 | 8'391 | 75.5 | 12'918 | 12'918 | 0 | 0.0 |
| 500'000 | 33'170 | 42'895 | 9'725 | 29.3 | 35'294 | 35'294 | 0 | 0.0 |
| 1'000'000 | 92'517 | 100'855 | 8'338 | 9.0 | 93'742 | 93'742 | 0 | 0.0 |
| 2'000'000 | 205'158 | 204'298 | -861 | -0.4 | 205'158 | 205'158 | 0 | 0.0 |

| |
|---|
| Système 3: Splitting partiel avec droit d'option |
|---|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur 2006 | | | | Mesures | | | |
|-----------------------|--|---|-------------------------------|---------------|--|---|-------------------------------|------|
| | Concubins retraités sans enfants | Couples marié de retraités sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins retraités sans enfants | Couples marié de retraités sans enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | | | Charge en fr. | Charge en fr. | | | en fr. | en % |
| | Répartition 50 : 50 | | | | | | | |
| Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | |
| 40'000 | 59 | 83 | 25 | 41.9 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 136 | 183 | 48 | 35.1 | 66 | 66 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 213 | 355 | 143 | 67.1 | 141 | 141 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 295 | 655 | 360 | 121.8 | 282 | 282 | 0 | 0.0 |
| 80'000 | 383 | 996 | 613 | 159.8 | 432 | 432 | 0 | 0.0 |
| 90'000 | 591 | 1'396 | 805 | 136.2 | 714 | 714 | 0 | 0.0 |
| 100'000 | 855 | 1'895 | 1'040 | 121.7 | 1'014 | 1'014 | 0 | 0.0 |
| 150'000 | 2'553 | 6'196 | 3'643 | 142.7 | 3'378 | 3'378 | 0 | 0.0 |
| 200'000 | 5'837 | 12'696 | 6'859 | 117.5 | 6'954 | 6'954 | 0 | 0.0 |
| 300'000 | 15'517 | 25'696 | 10'179 | 65.6 | 17'606 | 17'606 | 0 | 0.0 |
| 500'000 | 41'090 | 51'696 | 10'606 | 25.8 | 43'094 | 43'094 | 0 | 0.0 |
| 1'000'000 | 107'090 | 114'425 | 7'335 | 6.8 | 108'094 | 108'094 | 0 | 0.0 |
| 2'000'000 | 229'400 | 229'425 | 25 | 0.0 | 229'400 | 229'400 | 0 | 0.0 |

| |
|---|
| Système 3: Splitting partiel avec droit d'option |
|---|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur 2006 | | | | Mesures | | | |
|-----------------------|------------------------|---------------------------|-------------------------------|--------|------------------------|---------------------------|-------------------------------|--------|
| | Concubins un revenu | Couple marié un revenu | Charge en plus ou en moins | | Concubins un revenu | Couple marié un revenu | Charge en plus ou en moins | |
| | avec 2 enfants | avec 2 enfants | en fr. | en % | avec 2 enfants | avec 2 enfants | en fr. | en % |
| 100% | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| 40'000 | 141 | 0 | -141 | -100.0 | 129 | 0 | -129 | -100.0 |
| 50'000 | 243 | 0 | -243 | -100.0 | 297 | 0 | -297 | -100.0 |
| 60'000 | 475 | 73 | -402 | -84.6 | 573 | 0 | -573 | -100.0 |
| 70'000 | 727 | 161 | -566 | -77.9 | 925 | 91 | -834 | -90.2 |
| 80'000 | 983 | 282 | -701 | -71.3 | 1'355 | 184 | -1'171 | -86.4 |
| 90'000 | 1'453 | 505 | -948 | -65.3 | 1'857 | 312 | -1'545 | -83.2 |
| 100'000 | 2'014 | 760 | -1'254 | -62.3 | 2'424 | 496 | -1'928 | -79.5 |
| 150'000 | 5'559 | 2'944 | -2'615 | -47.0 | 6'459 | 2'253 | -4'207 | -65.1 |
| 200'000 | 10'645 | 7'782 | -2'863 | -26.9 | 11'875 | 5'235 | -6'640 | -55.9 |
| 300'000 | 22'512 | 19'469 | -3'043 | -13.5 | 23'484 | 14'542 | -8'942 | -38.1 |
| 500'000 | 46'259 | 42'856 | -3'403 | -7.4 | 46'871 | 37'459 | -9'412 | -20.1 |
| 1'000'000 | 102'579 | 100'832 | -1'747 | -1.7 | 102'579 | 95'936 | -6'643 | -6.5 |
| 2'000'000 | 206'022 | 204'275 | -1'747 | -0.8 | 206'022 | 204'273 | -1'749 | -0.8 |

| |
|---|
| Système 3: Splitting partiel avec droit d'option |
|---|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur 2006 | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|--------|---|--|-------------------------------|--------|
| | Concubins deux revenus avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins deux revenus avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 70 : 30 | | | | | | | | |
| 40'000 | 57 | 0 | -57 | -100.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 105 | 0 | -105 | -100.0 | 69 | 0 | -69 | -100.0 |
| 60'000 | 156 | 0 | -156 | -100.0 | 156 | 0 | -156 | -100.0 |
| 70'000 | 219 | 66 | -153 | -69.8 | 270 | 77 | -193 | -71.6 |
| 80'000 | 383 | 154 | -229 | -59.7 | 456 | 158 | -298 | -65.3 |
| 90'000 | 546 | 272 | -274 | -50.2 | 681 | 291 | -390 | -57.3 |
| 100'000 | 727 | 499 | -228 | -31.4 | 925 | 465 | -460 | -49.8 |
| 150'000 | 2'298 | 2'345 | 47 | 2.0 | 2'758 | 2'168 | -591 | -21.4 |
| 200'000 | 4'858 | 6'417 | 1'559 | 32.1 | 5'669 | 5'003 | -666 | -11.7 |
| 300'000 | 12'386 | 17'961 | 5'575 | 45.0 | 14'105 | 13'600 | -505 | -3.6 |
| 500'000 | 31'508 | 41'127 | 9'619 | 30.5 | 34'339 | 34'168 | -171 | -0.5 |
| 1'000'000 | 89'682 | 99'291 | 9'609 | 10.7 | 91'974 | 91'985 | 11 | 0.0 |
| 2'000'000 | 198'720 | 202'734 | 4'014 | 2.0 | 200'759 | 200'866 | 107 | 0.1 |

| |
|---|
| Système 3: Splitting partiel avec droit d'option |
|---|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur 2006 | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|--------|---|--|-------------------------------|--------|
| | Concubins deux revenus avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins deux revenus avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 50 : 50 | | | | | | | | |
| 40'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 37 | 0 | -37 | -100.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 71 | 0 | -71 | -100.0 | 36 | 0 | -36 | -100.0 |
| 70'000 | 105 | 66 | -39 | -37.0 | 69 | 0 | -69 | -100.0 |
| 80'000 | 141 | 154 | 13 | 9.5 | 129 | 102 | -27 | -20.9 |
| 90'000 | 179 | 272 | 93 | 51.7 | 228 | 186 | -42 | -18.4 |
| 100'000 | 243 | 499 | 256 | 105.6 | 363 | 318 | -45 | -12.4 |
| 150'000 | 1'088 | 2'393 | 1'305 | 120.0 | 1'702 | 1'658 | -44 | -2.6 |
| 200'000 | 2'822 | 6'378 | 3'556 | 126.0 | 3'975 | 3'918 | -57 | -1.4 |
| 300'000 | 8'615 | 17'740 | 9'125 | 105.9 | 11'464 | 11'422 | -42 | -0.4 |
| 500'000 | 30'425 | 41'127 | 10'702 | 35.2 | 33'526 | 33'526 | 0 | 0.0 |
| 1'000'000 | 89'323 | 99'291 | 9'968 | 11.2 | 91'974 | 91'974 | 0 | 0.0 |
| 2'000'000 | 203'595 | 202'734 | -862 | -0.4 | 203'594 | 203'594 | 0 | 0.0 |

| |
|---|
| Système 3: Splitting partiel avec droit d'option |
|---|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur 2006 | | | | Mesures | | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|---------------|---|--|-------------------------------|-------|---------------|
| | Couple marié un revenu sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Couple marié un revenu sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | |
| | | | Charge en fr. | Charge en fr. | | | en fr. | en % | Charge en fr. |
| Répartition 70 : 30 | | | | | | | | | |
| 40'000 | 33 | 0 | -33 | -100.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | |
| 50'000 | 121 | 26 | -95 | -78.5 | 61 | 47 | -14 | -23.0 | |
| 60'000 | 209 | 114 | -95 | -45.5 | 128 | 113 | -15 | -11.7 | |
| 70'000 | 397 | 202 | -195 | -49.1 | 258 | 230 | -28 | -10.9 | |
| 80'000 | 655 | 376 | -279 | -42.6 | 393 | 362 | -31 | -7.8 | |
| 90'000 | 940 | 640 | -300 | -31.9 | 649 | 607 | -42 | -6.5 | |
| 100'000 | 1'280 | 932 | -348 | -27.2 | 908 | 873 | -35 | -3.8 | |
| 150'000 | 4'002 | 3'245 | -757 | -18.9 | 3'035 | 2'920 | -115 | -3.8 | |
| 200'000 | 9'550 | 8'185 | -1'365 | -14.3 | 6'364 | 6'053 | -311 | -4.9 | |
| 300'000 | 21'237 | 19'729 | -1'508 | -7.1 | 16'174 | 14'857 | -1'317 | -8.1 | |
| 500'000 | 44'624 | 42'895 | -1'729 | -3.9 | 39'227 | 35'793 | -3'434 | -8.8 | |
| 1'000'000 | 102'396 | 100'855 | -1'541 | -1.5 | 97'704 | 93'742 | -3'962 | -4.1 | |
| 2'000'000 | 205'839 | 204'298 | -1'541 | -0.7 | 205'837 | 202'527 | -3'310 | -1.6 | |

| |
|---|
| Système 3: Splitting partiel avec droit d'option |
|---|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur 2006 | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|--------|---|--|-------------------------------|--------|
| | Couple marié un revenu sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Couple marié un revenu sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 50 : 50 | | | | | | | | |
| 40'000 | 33 | 0 | -33 | -100.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 121 | 26 | -95 | -78.5 | 61 | 0 | -61 | -100.0 |
| 60'000 | 209 | 114 | -95 | -45.5 | 128 | 72 | -56 | -43.5 |
| 70'000 | 397 | 202 | -195 | -49.1 | 258 | 138 | -120 | -46.5 |
| 80'000 | 655 | 376 | -279 | -42.6 | 393 | 258 | -135 | -34.4 |
| 90'000 | 940 | 640 | -300 | -31.9 | 649 | 390 | -259 | -39.9 |
| 100'000 | 1'280 | 932 | -348 | -27.2 | 908 | 594 | -314 | -34.6 |
| 150'000 | 4'002 | 3'304 | -698 | -17.4 | 3'035 | 2'290 | -745 | -24.5 |
| 200'000 | 9'550 | 8'146 | -1'404 | -14.7 | 6'364 | 4'848 | -1'516 | -23.8 |
| 300'000 | 21'237 | 19'508 | -1'729 | -8.1 | 16'174 | 12'918 | -3'256 | -20.1 |
| 500'000 | 44'624 | 42'895 | -1'729 | -3.9 | 39'227 | 35'294 | -3'933 | -10.0 |
| 1'000'000 | 102'396 | 100'855 | -1'541 | -1.5 | 97'704 | 93'742 | -3'962 | -4.1 |
| 2'000'000 | 205'839 | 204'298 | -1'541 | -0.7 | 205'837 | 205'158 | -679 | -0.3 |

| |
|---|
| Système 3: Splitting partiel avec droit d'option |
|---|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur 2006 | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|--------|---|--|-------------------------------|-------|
| | Couple marié un revenu avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | | Couple marié un revenu avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 70 : 30 | | | | | | | | |
| 40'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 73 | 0 | -73 | -100.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 161 | 66 | -95 | -59.0 | 91 | 77 | -14 | -15.5 |
| 80'000 | 282 | 154 | -128 | -45.4 | 184 | 158 | -26 | -13.9 |
| 90'000 | 505 | 272 | -233 | -46.1 | 312 | 291 | -21 | -6.8 |
| 100'000 | 760 | 499 | -261 | -34.3 | 496 | 465 | -31 | -6.3 |
| 150'000 | 2'944 | 2'345 | -599 | -20.3 | 2'253 | 2'168 | -85 | -3.8 |
| 200'000 | 7'782 | 6'417 | -1'365 | -17.5 | 5'235 | 5'003 | -232 | -4.4 |
| 300'000 | 19'469 | 17'961 | -1'508 | -7.7 | 14'542 | 13'600 | -942 | -6.5 |
| 500'000 | 42'856 | 41'127 | -1'729 | -4.0 | 37'459 | 34'168 | -3'291 | -8.8 |
| 1'000'000 | 100'832 | 99'291 | -1'541 | -1.5 | 95'936 | 91'985 | -3'951 | -4.1 |
| 2'000'000 | 204'275 | 202'734 | -1'541 | -0.8 | 204'273 | 200'866 | -3'407 | -1.7 |

| |
|---|
| Système 3: Splitting partiel avec droit d'option |
|---|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur 2006 | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|--------|---|--|-------------------------------|--------|
| | Couple marié un revenu avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | | Couple marié un revenu avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 50 : 50 | | | | | | | | |
| 40'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 73 | 0 | -73 | -100.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 161 | 66 | -95 | -59.0 | 91 | 0 | -91 | -100.0 |
| 80'000 | 282 | 154 | -128 | -45.4 | 184 | 102 | -82 | -44.5 |
| 90'000 | 505 | 272 | -233 | -46.1 | 312 | 186 | -126 | -40.4 |
| 100'000 | 760 | 499 | -261 | -34.3 | 496 | 318 | -178 | -35.9 |
| 150'000 | 2'944 | 2'393 | -551 | -18.7 | 2'253 | 1'658 | -595 | -26.4 |
| 200'000 | 7'782 | 6'378 | -1'404 | -18.0 | 5'235 | 3'918 | -1'317 | -25.2 |
| 300'000 | 19'469 | 17'740 | -1'729 | -8.9 | 14'542 | 11'422 | -3'120 | -21.5 |
| 500'000 | 42'856 | 41'127 | -1'729 | -4.0 | 37'459 | 33'526 | -3'933 | -10.5 |
| 1'000'000 | 100'832 | 99'291 | -1'541 | -1.5 | 95'936 | 91'974 | -3'962 | -4.1 |
| 2'000'000 | 204'275 | 202'734 | -1'541 | -0.8 | 204'273 | 203'594 | -679 | -0.3 |

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut en francs | | | Personne seule sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|--|--|------------------------------|-------------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | | | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 141 | 99 | -42 | -29.6 |
| 50'000 | | | 243 | 237 | -6 | -2.3 |
| 60'000 | | | 475 | 501 | 26 | 5.5 |
| 70'000 | | | 727 | 845 | 118 | 16.2 |
| 80'000 | | | 983 | 1'255 | 273 | 27.7 |
| 90'000 | | | 1'453 | 1'737 | 284 | 19.5 |
| 100'000 | | | 2'014 | 2'284 | 270 | 13.4 |
| 150'000 | | | 5'559 | 6'239 | 680 | 12.2 |
| 200'000 | | | 10'645 | 11'625 | 980 | 9.2 |
| 300'000 | | | 22'512 | 23'224 | 712 | 3.2 |
| 500'000 | | | 46'259 | 46'611 | 352 | 0.8 |
| 1'000'000 | | | 102'579 | 102'349 | -230 | -0.2 |
| 2'000'000 | | | 206'022 | 205'792 | -230 | -0.1 |

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut en francs | | | Concubins un revenu sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|--|--|--------------------------|-------------------------------|------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | | | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 141 | 129 | -12 | -8.3 |
| 50'000 | | | 243 | 297 | 54 | 22.4 |
| 60'000 | | | 475 | 573 | 98 | 20.6 |
| 70'000 | | | 727 | 925 | 198 | 27.2 |
| 80'000 | | | 983 | 1'355 | 373 | 37.9 |
| 90'000 | | | 1'453 | 1'857 | 404 | 27.8 |
| 100'000 | | | 2'014 | 2'424 | 410 | 20.3 |
| 150'000 | | | 5'559 | 6'459 | 900 | 16.2 |
| 200'000 | | | 10'645 | 11'875 | 1'230 | 11.6 |
| 300'000 | | | 22'512 | 23'484 | 972 | 4.3 |
| 500'000 | | | 46'259 | 46'871 | 612 | 1.3 |
| 1'000'000 | | | 102'579 | 102'579 | 0 | 0.0 |
| 2'000'000 | | | 206'022 | 206'022 | 0 | 0.0 |

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut en francs | | | Couple marié un revenu sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|--|--|--------------------------|-------------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | | | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 33 | 0 | -33 | -100.0 |
| 50'000 | | | 121 | 61 | -60 | -49.4 |
| 60'000 | | | 209 | 128 | -82 | -39.0 |
| 70'000 | | | 397 | 258 | -139 | -35.0 |
| 80'000 | | | 655 | 393 | -262 | -40.0 |
| 90'000 | | | 940 | 649 | -291 | -30.9 |
| 100'000 | | | 1'280 | 908 | -372 | -29.1 |
| 150'000 | | | 4'002 | 3'035 | -968 | -24.2 |
| 200'000 | | | 9'550 | 6'364 | -3'186 | -33.4 |
| 300'000 | | | 21'237 | 16'174 | -5'063 | -23.8 |
| 500'000 | | | 44'624 | 39'227 | -5'397 | -12.1 |
| 1'000'000 | | | 102'396 | 97'704 | -4'692 | -4.6 |
| 2'000'000 | | | 205'839 | 205'837 | -2 | 0.0 |

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut en francs | | | Couple marié deux revenus sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|---------|--|--------------------------|-------------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 70 | 30 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 26 | 47 | 21 | 81.5 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 114 | 113 | -1 | -1.3 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 202 | 230 | 28 | 13.8 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 376 | 362 | -14 | -3.6 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 640 | 607 | -33 | -5.1 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 932 | 873 | -59 | -6.3 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 3'245 | 2'920 | -325 | -10.0 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 8'185 | 6'053 | -2'132 | -26.0 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 19'729 | 14'857 | -4'872 | -24.7 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 42'895 | 35'793 | -7'102 | -16.6 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 100'855 | 93'742 | -7'113 | -7.1 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 204'298 | 202'527 | -1'771 | -0.9 |

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut en francs | | | Couple marié deux revenus sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|--|---------------|----------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 | Mesures | Charge en plus ou en moins | |
| | | | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| 100% | 50 | 50 | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 26 | 0 | -26 | -100.0 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 114 | 72 | -42 | -36.8 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 202 | 138 | -64 | -31.7 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 376 | 258 | -118 | -31.4 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 640 | 390 | -250 | -39.1 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 932 | 594 | -338 | -36.3 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 3'304 | 2'290 | -1'014 | -30.7 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 8'146 | 4'848 | -3'298 | -40.5 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 19'508 | 12'918 | -6'590 | -33.8 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 42'895 | 35'294 | -7'601 | -17.7 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 100'855 | 93'742 | -7'113 | -7.1 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 204'298 | 205'158 | 861 | 0.4 |

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut en francs | | | Concubins deux revenus sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|---------|--|--------------------------|-------------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 70 | 30 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 57 | 0 | -57 | -100.0 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 105 | 69 | -36 | -34.1 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 156 | 156 | 0 | -0.3 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 219 | 270 | 51 | 23.3 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 413 | 456 | 43 | 10.5 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 596 | 681 | 85 | 14.2 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 798 | 961 | 163 | 20.4 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 2'478 | 2'920 | 443 | 17.9 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 5'244 | 6'053 | 809 | 15.4 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 13'286 | 14'857 | 1'571 | 11.8 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 34'010 | 35'793 | 1'783 | 5.2 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 92'517 | 93'742 | 1'225 | 1.3 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 202'095 | 202'527 | 432 | 0.2 |

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut en francs | | | Concubins deux revenus sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|-------------------------------------|---------------|----------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 | Mesures | Charge en plus ou en moins | |
| | 50 | 50 | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 74 | 0 | -74 | -100.0 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 142 | 72 | -70 | -49.2 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 209 | 138 | -71 | -34.1 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 281 | 258 | -23 | -8.3 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 359 | 390 | 31 | 8.8 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 485 | 594 | 109 | 22.4 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 1'716 | 2'290 | 574 | 33.5 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 4'029 | 4'848 | 819 | 20.3 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 11'117 | 12'918 | 1'801 | 16.2 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 33'170 | 35'294 | 2'124 | 6.4 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 92'517 | 93'742 | 1'225 | 1.3 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 205'158 | 205'158 | 0 | 0.0 |

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut | | | Couple marié de retraités sans enfants | | | |
|-------------|---------------|-----------|--|--------------------------|-------------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 50 | 50 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 83 | 0 | -83 | -100.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 183 | 66 | -117 | -63.9 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 355 | 141 | -214 | -60.3 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 655 | 282 | -373 | -56.9 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 996 | 432 | -564 | -56.6 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 1'396 | 714 | -682 | -48.9 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 1'895 | 1'014 | -881 | -46.5 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 6'196 | 3'378 | -2'818 | -45.5 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 12'696 | 6'954 | -5'742 | -45.2 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 25'696 | 17'606 | -8'090 | -31.5 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 51'696 | 43'094 | -8'602 | -16.6 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 114'425 | 108'094 | -6'331 | -5.5 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 229'425 | 229'400 | -25 | 0.0 |

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut | | | Concubins retraités sans enfants | | | |
|-------------|---------------|-----------|--|--------------------------|-------------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 50 | 50 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 59 | 0 | -59 | -100.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 136 | 66 | -70 | -51.3 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 213 | 141 | -72 | -33.6 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 295 | 282 | -13 | -4.5 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 383 | 432 | 49 | 12.7 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 591 | 714 | 123 | 20.8 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 855 | 1'014 | 159 | 18.6 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 2'553 | 3'378 | 825 | 32.3 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 5'837 | 6'954 | 1'117 | 19.1 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 15'517 | 17'606 | 2'089 | 13.5 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 41'090 | 43'094 | 2'004 | 4.9 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 107'090 | 108'094 | 1'004 | 0.9 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 229'400 | 229'400 | 0 | 0.0 |

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut en francs | | | Personne seule avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|--|-------------------------------|---------------|----------------------------|------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 | Mesures | Charge en plus ou en moins | |
| | | | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | | | 0 | 46 | 46 | 0.0 |
| 60'000 | | | 89 | 144 | 55 | 61.8 |
| 70'000 | | | 177 | 321 | 144 | 81.4 |
| 80'000 | | | 314 | 585 | 271 | 86.3 |
| 90'000 | | | 553 | 917 | 364 | 65.8 |
| 100'000 | | | 808 | 1'330 | 522 | 64.6 |
| 150'000 | | | 3'056 | 4'475 | 1'419 | 46.4 |
| 200'000 | | | 7'990 | 9'367 | 1'377 | 17.2 |
| 300'000 | | | 19'677 | 20'676 | 999 | 5.1 |
| 500'000 | | | 43'064 | 44'063 | 999 | 2.3 |
| 1'000'000 | | | 101'016 | 100'095 | -921 | -0.9 |
| 2'000'000 | | | 204'459 | 203'538 | -921 | -0.5 |

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut en francs | | | Concubins un revenu avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|--|------------------------------------|---------------|----------------------------|------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 | Mesures | Charge en plus ou en moins | |
| | | | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 141 | 129 | -12 | -8.3 |
| 50'000 | | | 243 | 297 | 54 | 22.4 |
| 60'000 | | | 475 | 573 | 98 | 20.6 |
| 70'000 | | | 727 | 925 | 198 | 27.2 |
| 80'000 | | | 983 | 1'355 | 373 | 37.9 |
| 90'000 | | | 1'453 | 1'857 | 404 | 27.8 |
| 100'000 | | | 2'014 | 2'424 | 410 | 20.3 |
| 150'000 | | | 5'559 | 6'459 | 900 | 16.2 |
| 200'000 | | | 10'645 | 11'875 | 1'230 | 11.6 |
| 300'000 | | | 22'512 | 23'484 | 972 | 4.3 |
| 500'000 | | | 46'259 | 46'871 | 612 | 1.3 |
| 1'000'000 | | | 102'579 | 102'579 | 0 | 0.0 |
| 2'000'000 | | | 206'022 | 206'022 | 0 | 0.0 |

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut en francs | | | Couple marié un revenu avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|--|---------------------------------------|---------------|----------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 | Mesures | Charge en plus ou en moins | |
| | | | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | | | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | | | 73 | 0 | -73 | -100.0 |
| 70'000 | | | 161 | 91 | -70 | -43.6 |
| 80'000 | | | 282 | 184 | -98 | -34.8 |
| 90'000 | | | 505 | 312 | -193 | -38.2 |
| 100'000 | | | 760 | 496 | -264 | -34.8 |
| 150'000 | | | 2'944 | 2'253 | -692 | -23.5 |
| 200'000 | | | 7'782 | 5'235 | -2'547 | -32.7 |
| 300'000 | | | 19'469 | 14'542 | -4'927 | -25.3 |
| 500'000 | | | 42'856 | 37'459 | -5'397 | -12.6 |
| 1'000'000 | | | 100'832 | 95'936 | -4'896 | -4.9 |
| 2'000'000 | | | 204'275 | 204'273 | -2 | 0.0 |

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut en francs | | | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|---------|--|--------------------------|-------------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 70 | 30 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 66 | 77 | 11 | 16.2 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 154 | 158 | 4 | 2.8 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 272 | 291 | 19 | 6.9 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 499 | 465 | -34 | -6.9 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 2'345 | 2'168 | -178 | -7.6 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 6'417 | 5'003 | -1'414 | -22.0 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 17'961 | 13'600 | -4'361 | -24.3 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 41'127 | 34'168 | -6'959 | -16.9 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 99'291 | 91'985 | -7'306 | -7.4 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 202'734 | 200'866 | -1'868 | -0.9 |

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut en francs | | | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|--|--------------------------|-------------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 50 | 50 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 66 | 0 | -66 | -100.0 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 154 | 102 | -52 | -33.8 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 272 | 186 | -86 | -31.6 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 499 | 318 | -181 | -36.3 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 2'393 | 1'658 | -735 | -30.7 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 6'378 | 3'918 | -2'460 | -38.6 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 17'740 | 11'422 | -6'318 | -35.6 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 41'127 | 33'526 | -7'601 | -18.5 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 99'291 | 91'974 | -7'317 | -7.4 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 202'734 | 203'594 | 861 | 0.4 |

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut en francs | | | Concubins deux revenus avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|---------|--|--------------------------|-------------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 70 | 30 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 57 | 0 | -57 | -100.0 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 105 | 69 | -36 | -34.1 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 156 | 156 | 0 | -0.3 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 219 | 270 | 51 | 23.3 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 383 | 456 | 73 | 19.2 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 546 | 681 | 135 | 24.7 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 727 | 925 | 198 | 27.2 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 2'298 | 2'758 | 460 | 20.0 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 4'858 | 5'669 | 811 | 16.7 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 12'386 | 14'105 | 1'719 | 13.9 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 31'508 | 34'339 | 2'831 | 9.0 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 89'682 | 91'974 | 2'292 | 2.6 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 198'720 | 200'759 | 2'039 | 1.0 |

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option

| Revenu brut en francs | | | Concubins deux revenus avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|--|--------------------------|-------------------------------|--------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur 2006 Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | | | | | en fr. | en % |
| 100% | 50 | 50 | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 37 | 0 | -37 | -100.0 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 71 | 36 | -35 | -49.2 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 105 | 69 | -36 | -34.1 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 141 | 129 | -12 | -8.3 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 179 | 228 | 49 | 27.2 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 243 | 363 | 120 | 49.6 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 1'088 | 1'702 | 614 | 56.5 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 2'822 | 3'975 | 1'153 | 40.8 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 8'615 | 11'464 | 2'849 | 33.1 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 30'425 | 33'526 | 3'101 | 10.2 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 89'323 | 91'974 | 2'651 | 3.0 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 203'595 | 203'594 | -1 | 0.0 |

Choix du système d'imposition des couples mariés

Comparaison entre les charges fiscales

Systeme 4: Double barème

Déduction deux revenus (D2R) 40 %, au maximum 30 000 fr., combinée à une déduction pour couple marié de 5000 fr.

30 octobre 2006

Déductions selon droit 2006 et Système 4: Double barème

| Déduction pour | Droit 06 | Système 4 |
|--|----------|---------------|
| Personnes mariées | - | 5'000 |
| Enfants et personnes nécessiteuses | 6'100 | 6'100 |
| Primes d'assurances et intérêts des capitaux d'épargne avec LPP | | |
| Personnes mariées | 3'300 | 3'300 |
| Autres contribuables | 1'700 | 1'700 |
| Augmentation par enfant | 700 | 700 |
| sans LPP | | |
| Personnes mariées | 4'950 | 4'950 |
| Autres contribuables | 2'550 | 2'550 |
| Augmentation par enfant | 700 | 700 |
| Couple marié deux revenu | 7'600 | |
| Déduction du deuxième revenu en % | | 40 |
| Déduction minimale en fr. | | 7'600 |
| Déduction maximale en fr. | | 30'000 |
| Rentiers deux rentes SANS D2R | - | |
| Déduction pour deuxième rente en % | | 40 |
| Déduction maximale en fr. | | 30'000 |

Barèmes selon système 4: Double barème

Pour les époux vivant en ménage commun ainsi que pour les contribuables veufs, séparés, divorcés et célibataires qui vivent en ménage commun avec des enfants ou des personnes nécessiteuses dont ils assument pour l'essentiel l'entretien, l'impôt annuel s'élève:

L'impôt dû pour une année fiscale s'élève:

| | |
|---------------------------------------|-----------------------|
| – jusqu'à 17'500 francs de revenu, à | 0 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 1.00 francs; |
| – pour 50'000 francs de revenu, à | 325.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 2.00 francs en plus; |
| – pour 70'000 francs de revenu, à | 725.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 3.00 francs en plus; |
| – pour 80'000 francs de revenu, à | 1'025.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 4.00 francs en plus; |
| – pour 95'000 francs de revenu, à | 1'625.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 5.00 francs en plus; |
| – pour 100'000 francs de revenu, à | 1'875.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 6.00 francs en plus; |
| – pour 115'000 francs de revenu, à | 2'775.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 7.00 francs en plus; |
| – pour 117'000 francs de revenu, à | 2'915.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 8.00 francs en plus; |
| – pour 124'000 francs de revenu, à | 3'475.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 9.00 francs en plus; |
| – pour 129'300 francs de revenu, à | 3'952.00 francs; |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 10.00 francs en plus; |
| – pour 132'900 francs de revenu, à | 4'312.00 francs; |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 11.00 francs en plus; |
| – pour 134'700 francs de revenu, à | 4'510.00 francs; |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 12.00 francs en plus; |
| – pour 136'500 francs de revenu, à | 4'726.00 francs; |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 13.00 francs en plus; |
| – pour 867'900 francs de revenu, à | 99'808.00 francs |
| – pour 868'000 francs de revenu, à | 99'820.00 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 11.50 francs en plus; |

Les montants d'impôt inférieurs à 25 francs ne sont pas perçus.

Tarifs selon Système 4: Double barème

Pour les autres

L'impôt dû pour une année fiscale s'élève:

| | |
|---------------------------------------|-----------------------|
| – jusqu'à 13'600 francs de revenu, à | 0 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 0.77 francs; |
| – pour 29'800 francs de revenu, à | 124.70 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 0.88 francs en plus; |
| – pour 39'000 francs de revenu, à | 205.65 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 2.64 francs en plus; |
| – pour 52'000 francs de revenu, à | 548.85 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 2.97 francs en plus; |
| – pour 65'000 francs de revenu, à | 934.95 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 5.94 francs en plus; |
| – pour 72'000 francs de revenu, à | 1'350.75 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 6.60 francs en plus; |
| – pour 80'000 francs de revenu, à | 1'878.75 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 8.80 francs en plus; |
| – pour 90'000 francs de revenu, à | 2'758.75 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 11.00 francs en plus; |
| – pour 100'000 francs de revenu, à | 3'858.75 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 13.20 francs en plus; |
| – pour 549'400 francs de revenu, à | 63'179.55 francs; |
| – pour 549'500 francs de revenu, à | 63'192.50 francs |
| et, par 100 francs de revenu en plus, | 11.50 francs en plus; |

Les montants d'impôt inférieurs à 25 francs ne sont pas perçus.

Comparaison des sujets fiscaux

Système 4: Double barème

| Revenu brut en francs | | | Contribuables sans enfants | | | | |
|-----------------------|---------------|---------|--|---|---|---|---|
| Total | Répartition % | | Couple marié un revenu / Personne seule | Couple marié un revenu / Concubins un revenu | Couple marié deux revenus / Concubins deux revenus / | Couple marié deux revenus / Couple marié un revenu / | Couple marié deux revenus / 2 Personnes seules |
| 100 | 70 | 30 | Charge en plus ou en moins en pourcent | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | -47% | -47% | -100% | -100% | -100% |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | -33% | -33% | -35% | -58% | -35% |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | -47% | -47% | 0% | -38% | 0% |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | -51% | -51% | 11% | -31% | 11% |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | -49% | -49% | -18% | -36% | -18% |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | -55% | -55% | -17% | -29% | -17% |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | -57% | -57% | -19% | -31% | -19% |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | -57% | -57% | -23% | -34% | -23% |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | -36% | -36% | -19% | -35% | -19% |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | -20% | -20% | -2% | -22% | -2% |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | -11% | -11% | 1% | -11% | 1% |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | -1% | -1% | 1% | -4% | 1% |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 0% | 0% | -2% | -2% | -2% |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 4: Double barème

| Revenu brut en francs | | | Contribuables sans enfants | | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|--|---|---|---|---|
| Total | Répartition % | | Couple marié un revenu / Personne seule | Couple marié un revenu / Concubins un revenu | Couple marié deux revenus / Concubins deux revenus / | Couple marié deux revenus / Couple marié un revenu / | Couple marié deux revenus / 2 Personnes seules |
| 100 | 50 | 50 | Charge en plus ou en moins en pourcent | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | -47% | -47% | 0% | -100% | 0% |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | -33% | -33% | -13% | -61% | -13% |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | -47% | -47% | -5% | -47% | -5% |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | -51% | -51% | -2% | -42% | -2% |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | -49% | -49% | -2% | -48% | -2% |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | -55% | -55% | 2% | -48% | 2% |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | -57% | -57% | 4% | -46% | 4% |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | -57% | -57% | -7% | -51% | -7% |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | -36% | -36% | -3% | -50% | -3% |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | -20% | -20% | 4% | -23% | 4% |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | -11% | -11% | 1% | -11% | 1% |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | -1% | -1% | -1% | -4% | -1% |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 0% | 0% | -2% | -2% | -2% |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 4: Double barème

| Revenu brut en francs | | | Contribuables avec 2 enfants | | | | |
|-----------------------|---------------|---------|--|---|---|---|---|
| Total | Répartition % | | Couple marié un revenu / Personne seule | Couple marié un revenu / Concubins un revenu | Couple marié deux revenus / Concubins deux revenus / | Couple marié deux revenus / Couple marié un revenu / | Couple marié deux revenus / 2 Personnes seules |
| 100 | 70 | 30 | Charge en plus ou en moins en pourcent | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 0% | -100% | -100% | 0% | 0% |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | -71% | -89% | -100% | -100% | 0% |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | -36% | -76% | -100% | -100% | 0% |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | -25% | -72% | -51% | -47% | 29% |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | -25% | -72% | -49% | -33% | 34% |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | -24% | -73% | -50% | -36% | 31% |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | -18% | -73% | -48% | -37% | 39% |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | -15% | -69% | -45% | -38% | 59% |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | -11% | -50% | -40% | -42% | 67% |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | -4% | -27% | -7% | -24% | 50% |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | -2% | -15% | 10% | -11% | 34% |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | -1% | -2% | 5% | -5% | 12% |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 0% | -1% | 1% | -2% | 1% |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 4: Double barème

| Revenu brut en francs | | | Contribuables avec 2 enfants | | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|--|---|---|---|---|
| Total | Répartition % | | Couple marié un revenu / Personne seule | Couple marié un revenu / Concubins un revenu | Couple marié deux revenus / Concubins deux revenus / | Couple marié deux revenus / Couple marié un revenu / | Couple marié deux revenus / 2 Personnes seules |
| 100 | 50 | 50 | Charge en plus ou en moins en pourcent | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0% | -100% | 0% | 0% | 0% |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | -71% | -89% | -100% | -100% | 0% |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | -36% | -76% | -100% | -100% | 0% |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | -25% | -72% | -34% | -66% | 100% |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | -25% | -72% | -1% | -52% | 100% |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | -24% | -73% | -8% | -51% | 113% |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | -18% | -73% | -17% | -53% | 51% |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | -15% | -69% | -10% | -55% | 68% |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | -11% | -50% | 5% | -55% | 111% |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | -4% | -27% | 36% | -25% | 156% |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | -2% | -15% | 13% | -11% | 38% |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | -1% | -2% | 4% | -5% | 12% |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 0% | -1% | -2% | -2% | -1% |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 4: Double barème

| Revenu brut en francs | | | Contribuables sans enfants | | | | | |
|-----------------------|---------------|---------|----------------------------|--------------------|------------------------|---------------------|---------------------------|------------------------|
| Total | Répartition % | | Personne seule | 2 Personnes seules | Couple marié un revenu | Concubins un revenu | Couple marié deux revenus | Concubins deux revenus |
| 100 | 70 | 30 | Charge en francs | | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 141 | 57 | 75 | 141 | 0 | 57 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 243 | 105 | 163 | 243 | 68 | 105 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 475 | 156 | 251 | 475 | 156 | 156 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 727 | 219 | 353 | 727 | 244 | 219 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 1'030 | 413 | 525 | 1'030 | 337 | 413 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 1'562 | 596 | 697 | 1'562 | 493 | 596 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 2'204 | 798 | 938 | 2'204 | 647 | 798 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 7'476 | 2'762 | 3'219 | 7'476 | 2'115 | 2'762 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 13'416 | 6'776 | 8'535 | 13'416 | 5'506 | 6'776 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 25'282 | 16'166 | 20'222 | 25'282 | 15'802 | 16'166 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 49'029 | 38'698 | 43'609 | 49'029 | 38'968 | 38'698 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 102'579 | 96'823 | 101'821 | 102'579 | 97'429 | 96'823 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 206'021 | 204'865 | 205'263 | 206'021 | 201'146 | 204'865 |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 4: Double barème

| Revenu brut en francs | | | Contribuables sans enfants | | | | | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|----------------------------|--------------------|------------------------|---------------------|---------------------------|------------------------|---------------------------|------------------------|
| Total | Répartition % | | Personne seule | 2 Personnes seules | Couple marié un revenu | Concubins un revenu | Couple marié deux revenus | Concubins deux revenus | Couple marié de retraités | Concubins de retraités |
| 100 | 50 | 50 | Charge en francs | | | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 141 | 0 | 75 | 141 | 0 | 0 | 45 | 59 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 243 | 74 | 163 | 243 | 64 | 74 | 125 | 136 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 475 | 142 | 251 | 475 | 134 | 142 | 205 | 213 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 727 | 209 | 353 | 727 | 205 | 209 | 285 | 295 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 1'030 | 281 | 525 | 1'030 | 275 | 281 | 405 | 383 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 1'562 | 359 | 697 | 1'562 | 365 | 359 | 565 | 591 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 2'204 | 485 | 938 | 2'204 | 507 | 485 | 725 | 855 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 7'476 | 1'716 | 3'219 | 7'476 | 1'593 | 1'716 | 2'475 | 2'754 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 13'416 | 4'409 | 8'535 | 13'416 | 4'282 | 4'409 | 7'781 | 7'146 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 25'282 | 14'951 | 20'222 | 25'282 | 15'581 | 14'951 | 20'781 | 20'231 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 49'029 | 38'711 | 43'609 | 49'029 | 38'968 | 38'711 | 46'781 | 46'631 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 102'579 | 98'058 | 101'821 | 102'579 | 97'429 | 98'058 | 110'400 | 112'631 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 206'021 | 205'157 | 205'263 | 206'021 | 201'146 | 205'157 | 225'400 | 229'399 |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 4: Double barème

| Revenu brut en francs | | | Contribuables avec 2 enfants | | | | | |
|-----------------------|---------------|---------|------------------------------|--------------------|------------------------|---------------------|---------------------------|------------------------|
| Total | Répartition % | | Personne seule | 2 Personnes seules | Couple marié un revenu | Concubins un revenu | Couple marié deux revenus | Concubins deux revenus |
| 100 | 70 | 30 | Charge en francs | | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 0 | 0 | 0 | 141 | 0 | 57 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 93 | 0 | 27 | 243 | 0 | 105 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 181 | 0 | 115 | 475 | 0 | 156 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 269 | 84 | 203 | 727 | 108 | 219 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 385 | 146 | 289 | 1'030 | 195 | 383 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 557 | 208 | 425 | 1'562 | 273 | 546 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 728 | 269 | 595 | 2'204 | 375 | 727 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 2'703 | 906 | 2'307 | 7'476 | 1'441 | 2'632 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 7'625 | 2'350 | 6'767 | 13'416 | 3'916 | 6'482 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 19'312 | 9'352 | 18'454 | 25'282 | 14'034 | 15'161 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 42'699 | 27'865 | 41'841 | 49'029 | 37'200 | 33'925 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 101'016 | 85'398 | 100'257 | 102'579 | 95'661 | 90'852 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 204'458 | 196'792 | 203'699 | 206'021 | 199'582 | 198'355 |

Comparaison des sujets fiscaux

Système 4: Double barème

| Revenu brut en francs | | | Contribuables avec 2 enfants | | | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|------------------------------|--------------------|------------------------|---------------------|---------------------------|------------------------|
| Total | Répartition % | | Personne seule | 2 Personnes seules | Couple marié un revenu | Concubins un revenu | Couple marié deux revenus | Concubins deux revenus |
| 100 | 50 | 50 | Charge en francs | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0 | 0 | 0 | 141 | 0 | 0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 93 | 0 | 27 | 243 | 0 | 37 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 181 | 0 | 115 | 475 | 0 | 71 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 269 | 0 | 203 | 727 | 69 | 105 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 385 | 0 | 289 | 1'030 | 139 | 141 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 557 | 98 | 425 | 1'562 | 209 | 228 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 728 | 186 | 595 | 2'204 | 280 | 336 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 2'703 | 626 | 2'307 | 7'476 | 1'049 | 1'171 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 7'625 | 1'456 | 6'767 | 13'416 | 3'075 | 2'932 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 19'312 | 5'406 | 18'454 | 25'282 | 13'813 | 10'179 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 42'699 | 26'950 | 41'841 | 49'029 | 37'200 | 32'831 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 101'016 | 85'398 | 100'257 | 102'579 | 95'661 | 91'728 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 204'458 | 202'031 | 203'699 | 206'021 | 199'582 | 203'594 |

Système 4: Double barème

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur | | | | Mesures | | | |
|-----------------------|--|---|-------------------------------|-------|--|---|-------------------------------|-------|
| | Concubins un revenu sans enfants | Couple marié un revenu sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins un revenu sans enfants | Couple marié un revenu sans enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | | | |
| 40'000 | 141 | 33 | -108 | -76.5 | 141 | 75 | -66 | -46.7 |
| 50'000 | 243 | 121 | -122 | -50.1 | 243 | 163 | -80 | -32.8 |
| 60'000 | 475 | 209 | -266 | -56.0 | 475 | 251 | -224 | -47.2 |
| 70'000 | 727 | 397 | -330 | -45.4 | 727 | 353 | -374 | -51.5 |
| 80'000 | 983 | 655 | -328 | -33.3 | 1'030 | 525 | -505 | -49.0 |
| 90'000 | 1'453 | 940 | -513 | -35.3 | 1'562 | 697 | -865 | -55.4 |
| 100'000 | 2'014 | 1'280 | -734 | -36.5 | 2'204 | 938 | -1'266 | -57.4 |
| 150'000 | 5'559 | 4'002 | -1'557 | -28.0 | 7'476 | 3'219 | -4'257 | -56.9 |
| 200'000 | 10'645 | 9'550 | -1'095 | -10.3 | 13'416 | 8'535 | -4'881 | -36.4 |
| 300'000 | 22'512 | 21'237 | -1'275 | -5.7 | 25'282 | 20'222 | -5'060 | -20.0 |
| 500'000 | 46'259 | 44'624 | -1'635 | -3.5 | 49'029 | 43'609 | -5'420 | -11.1 |
| 1'000'000 | 102'579 | 102'396 | -183 | -0.2 | 102'579 | 101'821 | -758 | -0.7 |
| 2'000'000 | 206'022 | 205'839 | -183 | -0.1 | 206'021 | 205'263 | -758 | -0.4 |

Système 4: Double barème

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur | | | | Mesures | | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|---------------|---|--|-------------------------------|--------|---------------|
| | Concubins deux revenus sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins deux revenus sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | |
| | | | Charge en fr. | Charge en fr. | | | en fr. | en % | Charge en fr. |
| Répartition 70 : 30 | | | | | | | | | |
| 40'000 | 57 | 0 | -57 | -100.0 | 57 | 0 | -57 | -100.0 | |
| 50'000 | 105 | 26 | -79 | -75.2 | 105 | 68 | -37 | -35.1 | |
| 60'000 | 156 | 114 | -42 | -27.1 | 156 | 156 | 0 | -0.3 | |
| 70'000 | 219 | 202 | -17 | -7.7 | 219 | 244 | 25 | 11.5 | |
| 80'000 | 413 | 376 | -37 | -8.9 | 413 | 337 | -76 | -18.3 | |
| 90'000 | 596 | 640 | 44 | 7.3 | 596 | 493 | -103 | -17.3 | |
| 100'000 | 798 | 932 | 134 | 16.8 | 798 | 647 | -151 | -18.9 | |
| 150'000 | 2'478 | 3'245 | 768 | 31.0 | 2'762 | 2'115 | -647 | -23.4 | |
| 200'000 | 5'244 | 8'185 | 2'941 | 56.1 | 6'776 | 5'506 | -1'270 | -18.7 | |
| 300'000 | 13'286 | 19'729 | 6'443 | 48.5 | 16'166 | 15'802 | -364 | -2.2 | |
| 500'000 | 34'010 | 42'895 | 8'885 | 26.1 | 38'698 | 38'968 | 270 | 0.7 | |
| 1'000'000 | 92'517 | 100'855 | 8'338 | 9.0 | 96'823 | 97'429 | 607 | 0.6 | |
| 2'000'000 | 202'095 | 204'298 | 2'203 | 1.1 | 204'865 | 201'146 | -3'719 | -1.8 | |

Système 4: Double barème

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|-------|---|--|-------------------------------|-------|
| | Concubins deux revenus sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins deux revenus sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 50 : 50 | | | | | | | | |
| 40'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 74 | 26 | -48 | -64.8 | 74 | 64 | -10 | -13.4 |
| 60'000 | 142 | 114 | -28 | -19.5 | 142 | 134 | -8 | -5.4 |
| 70'000 | 209 | 202 | -7 | -3.5 | 209 | 205 | -4 | -2.1 |
| 80'000 | 281 | 376 | 95 | 33.7 | 281 | 275 | -6 | -2.2 |
| 90'000 | 359 | 640 | 281 | 78.5 | 359 | 365 | 6 | 1.8 |
| 100'000 | 485 | 932 | 447 | 92.0 | 485 | 507 | 22 | 4.5 |
| 150'000 | 1'716 | 3'304 | 1'588 | 92.6 | 1'716 | 1'593 | -123 | -7.1 |
| 200'000 | 4'029 | 8'146 | 4'117 | 102.2 | 4'409 | 4'282 | -127 | -2.9 |
| 300'000 | 11'117 | 19'508 | 8'391 | 75.5 | 14'951 | 15'581 | 630 | 4.2 |
| 500'000 | 33'170 | 42'895 | 9'725 | 29.3 | 38'711 | 38'968 | 257 | 0.7 |
| 1'000'000 | 92'517 | 100'855 | 8'338 | 9.0 | 98'058 | 97'429 | -629 | -0.6 |
| 2'000'000 | 205'158 | 204'298 | -861 | -0.4 | 205'157 | 201'146 | -4'011 | -2.0 |

Système 4: Double barème

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur | | | | Mesures | | | |
|-----------------------|--|---|-------------------------------|---------------|--|---|-------------------------------|-------|
| | Concubins retraités sans enfants | Couples marié de retraités sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins retraités sans enfants | Couples marié de retraités sans enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | | | Charge en fr. | Charge en fr. | | | en fr. | en % |
| | Répartition 50 : 50 | | | | | | | |
| 40'000 | 59 | 83 | 25 | 41.9 | 59 | 45 | -14 | -23.1 |
| 50'000 | 136 | 183 | 48 | 35.1 | 136 | 125 | -11 | -7.7 |
| 60'000 | 213 | 355 | 143 | 67.1 | 213 | 205 | -8 | -3.5 |
| 70'000 | 295 | 655 | 360 | 121.8 | 295 | 285 | -10 | -3.5 |
| 80'000 | 383 | 996 | 613 | 159.8 | 383 | 405 | 22 | 5.7 |
| 90'000 | 591 | 1'396 | 805 | 136.2 | 591 | 565 | -26 | -4.4 |
| 100'000 | 855 | 1'895 | 1'040 | 121.7 | 855 | 725 | -130 | -15.2 |
| 150'000 | 2'553 | 6'196 | 3'643 | 142.7 | 2'754 | 2'475 | -279 | -10.1 |
| 200'000 | 5'837 | 12'696 | 6'859 | 117.5 | 7'146 | 7'781 | 635 | 8.9 |
| 300'000 | 15'517 | 25'696 | 10'179 | 65.6 | 20'231 | 20'781 | 550 | 2.7 |
| 500'000 | 41'090 | 51'696 | 10'606 | 25.8 | 46'631 | 46'781 | 150 | 0.3 |
| 1'000'000 | 107'090 | 114'425 | 7'335 | 6.8 | 112'631 | 110'400 | -2'232 | -2.0 |
| 2'000'000 | 229'400 | 229'425 | 25 | 0.0 | 229'399 | 225'400 | -4'000 | -1.7 |

| |
|---------------------------------|
| Système 4: Double barème |
|---------------------------------|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur | | | | Mesures | | | |
|-----------------------|--|---|-------------------------------|--------|--|---|-------------------------------|--------|
| | Concubins un revenu avec 2 enfants | Couple marié un revenu avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins un revenu avec 2 enfants | Couple marié un revenu avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | | | |
| 40'000 | 141 | 0 | -141 | -100.0 | 141 | 0 | -141 | -100.0 |
| 50'000 | 243 | 0 | -243 | -100.0 | 243 | 27 | -216 | -88.9 |
| 60'000 | 475 | 73 | -402 | -84.6 | 475 | 115 | -360 | -75.8 |
| 70'000 | 727 | 161 | -566 | -77.9 | 727 | 203 | -524 | -72.1 |
| 80'000 | 983 | 282 | -701 | -71.3 | 1'030 | 289 | -741 | -71.9 |
| 90'000 | 1'453 | 505 | -948 | -65.3 | 1'562 | 425 | -1'137 | -72.8 |
| 100'000 | 2'014 | 760 | -1'254 | -62.3 | 2'204 | 595 | -1'609 | -73.0 |
| 150'000 | 5'559 | 2'944 | -2'615 | -47.0 | 7'476 | 2'307 | -5'169 | -69.1 |
| 200'000 | 10'645 | 7'782 | -2'863 | -26.9 | 13'416 | 6'767 | -6'649 | -49.6 |
| 300'000 | 22'512 | 19'469 | -3'043 | -13.5 | 25'282 | 18'454 | -6'828 | -27.0 |
| 500'000 | 46'259 | 42'856 | -3'403 | -7.4 | 49'029 | 41'841 | -7'188 | -14.7 |
| 1'000'000 | 102'579 | 100'832 | -1'747 | -1.7 | 102'579 | 100'257 | -2'322 | -2.3 |
| 2'000'000 | 206'022 | 204'275 | -1'747 | -0.8 | 206'021 | 203'699 | -2'322 | -1.1 |

Système 4: Double barème

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|--------|---|--|-------------------------------|--------|
| | Concubins deux revenus avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins deux revenus avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 70 : 30 | | | | | | | | |
| 40'000 | 57 | 0 | -57 | -100.0 | 57 | 0 | -57 | -100.0 |
| 50'000 | 105 | 0 | -105 | -100.0 | 105 | 0 | -105 | -100.0 |
| 60'000 | 156 | 0 | -156 | -100.0 | 156 | 0 | -156 | -100.0 |
| 70'000 | 219 | 66 | -153 | -69.8 | 219 | 108 | -111 | -50.7 |
| 80'000 | 383 | 154 | -229 | -59.7 | 383 | 195 | -188 | -49.0 |
| 90'000 | 546 | 272 | -274 | -50.2 | 546 | 273 | -273 | -50.0 |
| 100'000 | 727 | 499 | -228 | -31.4 | 727 | 375 | -352 | -48.4 |
| 150'000 | 2'298 | 2'345 | 47 | 2.0 | 2'632 | 1'441 | -1'191 | -45.2 |
| 200'000 | 4'858 | 6'417 | 1'559 | 32.1 | 6'482 | 3'916 | -2'566 | -39.6 |
| 300'000 | 12'386 | 17'961 | 5'575 | 45.0 | 15'161 | 14'034 | -1'127 | -7.4 |
| 500'000 | 31'508 | 41'127 | 9'619 | 30.5 | 33'925 | 37'200 | 3'275 | 9.7 |
| 1'000'000 | 89'682 | 99'291 | 9'609 | 10.7 | 90'852 | 95'661 | 4'809 | 5.3 |
| 2'000'000 | 198'720 | 202'734 | 4'014 | 2.0 | 198'355 | 199'582 | 1'227 | 0.6 |

Système 4: Double barème

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|--------|---|--|-------------------------------|--------|
| | Concubins deux revenus avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | | Concubins deux revenus avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 50 : 50 | | | | | | | | |
| 40'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 37 | 0 | -37 | -100.0 | 37 | 0 | -37 | -100.0 |
| 60'000 | 71 | 0 | -71 | -100.0 | 71 | 0 | -71 | -100.0 |
| 70'000 | 105 | 66 | -39 | -37.0 | 105 | 69 | -36 | -34.1 |
| 80'000 | 141 | 154 | 13 | 9.5 | 141 | 139 | -2 | -1.1 |
| 90'000 | 179 | 272 | 93 | 51.7 | 228 | 209 | -19 | -8.5 |
| 100'000 | 243 | 499 | 256 | 105.6 | 336 | 280 | -56 | -16.6 |
| 150'000 | 1'088 | 2'393 | 1'305 | 120.0 | 1'171 | 1'049 | -122 | -10.4 |
| 200'000 | 2'822 | 6'378 | 3'556 | 126.0 | 2'932 | 3'075 | 143 | 4.9 |
| 300'000 | 8'615 | 17'740 | 9'125 | 105.9 | 10'179 | 13'813 | 3'634 | 35.7 |
| 500'000 | 30'425 | 41'127 | 10'702 | 35.2 | 32'831 | 37'200 | 4'369 | 13.3 |
| 1'000'000 | 89'323 | 99'291 | 9'968 | 11.2 | 91'728 | 95'661 | 3'933 | 4.3 |
| 2'000'000 | 203'595 | 202'734 | -862 | -0.4 | 203'594 | 199'582 | -4'012 | -2.0 |

| |
|---------------------------------|
| Système 4: Double barème |
|---------------------------------|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur | | | | Mesures | | | | |
|-----------------------|---|--|-------------------------------|---------------|---|--|-------------------------------|---------------|--------|
| | Couple marié un revenu sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Couple marié un revenu sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | |
| | | | en fr. | en % | | | en fr. | en % | |
| | Répartition 70 : 30 | | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. |
| 40'000 | 33 | 0 | -33 | -100.0 | 75 | 0 | -75 | -100.0 | |
| 50'000 | 121 | 26 | -95 | -78.5 | 163 | 68 | -95 | -58.3 | |
| 60'000 | 209 | 114 | -95 | -45.5 | 251 | 156 | -95 | -37.8 | |
| 70'000 | 397 | 202 | -195 | -49.1 | 353 | 244 | -109 | -30.9 | |
| 80'000 | 655 | 376 | -279 | -42.6 | 525 | 337 | -188 | -35.8 | |
| 90'000 | 940 | 640 | -300 | -31.9 | 697 | 493 | -204 | -29.3 | |
| 100'000 | 1'280 | 932 | -348 | -27.2 | 938 | 647 | -291 | -31.0 | |
| 150'000 | 4'002 | 3'245 | -757 | -18.9 | 3'219 | 2'115 | -1'104 | -34.3 | |
| 200'000 | 9'550 | 8'185 | -1'365 | -14.3 | 8'535 | 5'506 | -3'029 | -35.5 | |
| 300'000 | 21'237 | 19'729 | -1'508 | -7.1 | 20'222 | 15'802 | -4'420 | -21.9 | |
| 500'000 | 44'624 | 42'895 | -1'729 | -3.9 | 43'609 | 38'968 | -4'641 | -10.6 | |
| 1'000'000 | 102'396 | 100'855 | -1'541 | -1.5 | 101'821 | 97'429 | -4'392 | -4.3 | |
| 2'000'000 | 205'839 | 204'298 | -1'541 | -0.7 | 205'263 | 201'146 | -4'117 | -2.0 | |

Système 4: Double barème

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur | | | | Mesures | | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|---------------|---|--|-------------------------------|--------|---------------|
| | Couple marié un revenu sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | Couple marié un revenu sans enfants | Couple marié deux revenus sans enfants | Charge en plus ou en moins | | |
| | | | Charge en fr. | Charge en fr. | | | en fr. | en % | Charge en fr. |
| Répartition 50 : 50 | | | | | | | | | |
| 40'000 | 33 | 0 | -33 | -100.0 | 75 | 0 | -75 | -100.0 | |
| 50'000 | 121 | 26 | -95 | -78.5 | 163 | 64 | -99 | -60.7 | |
| 60'000 | 209 | 114 | -95 | -45.5 | 251 | 134 | -117 | -46.6 | |
| 70'000 | 397 | 202 | -195 | -49.1 | 353 | 205 | -148 | -41.9 | |
| 80'000 | 655 | 376 | -279 | -42.6 | 525 | 275 | -250 | -47.6 | |
| 90'000 | 940 | 640 | -300 | -31.9 | 697 | 365 | -332 | -47.6 | |
| 100'000 | 1'280 | 932 | -348 | -27.2 | 938 | 507 | -431 | -45.9 | |
| 150'000 | 4'002 | 3'304 | -698 | -17.4 | 3'219 | 1'593 | -1'626 | -50.5 | |
| 200'000 | 9'550 | 8'146 | -1'404 | -14.7 | 8'535 | 4'282 | -4'253 | -49.8 | |
| 300'000 | 21'237 | 19'508 | -1'729 | -8.1 | 20'222 | 15'581 | -4'641 | -23.0 | |
| 500'000 | 44'624 | 42'895 | -1'729 | -3.9 | 43'609 | 38'968 | -4'641 | -10.6 | |
| 1'000'000 | 102'396 | 100'855 | -1'541 | -1.5 | 101'821 | 97'429 | -4'392 | -4.3 | |
| 2'000'000 | 205'839 | 204'298 | -1'541 | -0.7 | 205'263 | 201'146 | -4'117 | -2.0 | |

| |
|---------------------------------|
| Système 4: Double barème |
|---------------------------------|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|--------|---|--|-------------------------------|--------|
| | Couple marié un revenu avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | | Couple marié un revenu avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | | | en fr. | en % | | | en fr. | en % |
| | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| Répartition 70 : 30 | | | | | | | | |
| 40'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 27 | 0 | -27 | -100.0 |
| 60'000 | 73 | 0 | -73 | -100.0 | 115 | 0 | -115 | -100.0 |
| 70'000 | 161 | 66 | -95 | -59.0 | 203 | 108 | -95 | -46.8 |
| 80'000 | 282 | 154 | -128 | -45.4 | 289 | 195 | -94 | -32.5 |
| 90'000 | 505 | 272 | -233 | -46.1 | 425 | 273 | -152 | -35.8 |
| 100'000 | 760 | 499 | -261 | -34.3 | 595 | 375 | -220 | -37.0 |
| 150'000 | 2'944 | 2'345 | -599 | -20.3 | 2'307 | 1'441 | -866 | -37.5 |
| 200'000 | 7'782 | 6'417 | -1'365 | -17.5 | 6'767 | 3'916 | -2'851 | -42.1 |
| 300'000 | 19'469 | 17'961 | -1'508 | -7.7 | 18'454 | 14'034 | -4'420 | -24.0 |
| 500'000 | 42'856 | 41'127 | -1'729 | -4.0 | 41'841 | 37'200 | -4'641 | -11.1 |
| 1'000'000 | 100'832 | 99'291 | -1'541 | -1.5 | 100'257 | 95'661 | -4'596 | -4.6 |
| 2'000'000 | 204'275 | 202'734 | -1'541 | -0.8 | 203'699 | 199'582 | -4'117 | -2.0 |

| |
|---------------------------------|
| Système 4: Double barème |
|---------------------------------|

| Revenu brut en fr. | Droit en vigueur | | | | Mesures | | | |
|----------------------------|---|--|-------------------------------|--------|---|--|-------------------------------|--------|
| | Couple marié un revenu avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | | Couple marié un revenu avec 2 enfants | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | Charge en plus ou en moins | |
| | | | en fr. | en % | | | en fr. | en % |
| Répartition 50 : 50 | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| 40'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 | 27 | 0 | -27 | -100.0 |
| 60'000 | 73 | 0 | -73 | -100.0 | 115 | 0 | -115 | -100.0 |
| 70'000 | 161 | 66 | -95 | -59.0 | 203 | 69 | -134 | -66.0 |
| 80'000 | 282 | 154 | -128 | -45.4 | 289 | 139 | -150 | -51.9 |
| 90'000 | 505 | 272 | -233 | -46.1 | 425 | 209 | -216 | -50.8 |
| 100'000 | 760 | 499 | -261 | -34.3 | 595 | 280 | -315 | -52.9 |
| 150'000 | 2'944 | 2'393 | -551 | -18.7 | 2'307 | 1'049 | -1'258 | -54.5 |
| 200'000 | 7'782 | 6'378 | -1'404 | -18.0 | 6'767 | 3'075 | -3'692 | -54.6 |
| 300'000 | 19'469 | 17'740 | -1'729 | -8.9 | 18'454 | 13'813 | -4'641 | -25.1 |
| 500'000 | 42'856 | 41'127 | -1'729 | -4.0 | 41'841 | 37'200 | -4'641 | -11.1 |
| 1'000'000 | 100'832 | 99'291 | -1'541 | -1.5 | 100'257 | 95'661 | -4'596 | -4.6 |
| 2'000'000 | 204'275 | 202'734 | -1'541 | -0.8 | 203'699 | 199'582 | -4'117 | -2.0 |

Système 4: Double barème

| Revenu brut en francs | | | Personne seule sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|--|---------------------------------------|------------------------------|-------------------------------|------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | | | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 141 | 141 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | | | 243 | 243 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | | | 475 | 475 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | | | 727 | 727 | 0 | 0.0 |
| 80'000 | | | 983 | 1'030 | 48 | 4.8 |
| 90'000 | | | 1'453 | 1'562 | 109 | 7.5 |
| 100'000 | | | 2'014 | 2'204 | 190 | 9.4 |
| 150'000 | | | 5'559 | 7'476 | 1'917 | 34.5 |
| 200'000 | | | 10'645 | 13'416 | 2'771 | 26.0 |
| 300'000 | | | 22'512 | 25'282 | 2'771 | 12.3 |
| 500'000 | | | 46'259 | 49'029 | 2'771 | 6.0 |
| 1'000'000 | | | 102'579 | 102'579 | 0 | 0.0 |
| 2'000'000 | | | 206'022 | 206'021 | 0 | 0.0 |

Système 4: Double barème

| Revenu brut en francs | | | Concubins un revenu sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|--|-----------------------------------|--------------------------|-------------------------------|------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | | | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 141 | 141 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | | | 243 | 243 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | | | 475 | 475 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | | | 727 | 727 | 0 | 0.0 |
| 80'000 | | | 983 | 1'030 | 48 | 4.8 |
| 90'000 | | | 1'453 | 1'562 | 109 | 7.5 |
| 100'000 | | | 2'014 | 2'204 | 190 | 9.4 |
| 150'000 | | | 5'559 | 7'476 | 1'917 | 34.5 |
| 200'000 | | | 10'645 | 13'416 | 2'771 | 26.0 |
| 300'000 | | | 22'512 | 25'282 | 2'771 | 12.3 |
| 500'000 | | | 46'259 | 49'029 | 2'771 | 6.0 |
| 1'000'000 | | | 102'579 | 102'579 | 0 | 0.0 |
| 2'000'000 | | | 206'022 | 206'021 | 0 | 0.0 |

Système 4: Double barème

| Revenu brut en francs | | | Couple marié un revenu sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|--|-------------------------------------|--------------------------|-------------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | | | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 33 | 75 | 42 | 127.3 |
| 50'000 | | | 121 | 163 | 42 | 34.7 |
| 60'000 | | | 209 | 251 | 42 | 20.1 |
| 70'000 | | | 397 | 353 | -44 | -11.1 |
| 80'000 | | | 655 | 525 | -130 | -19.8 |
| 90'000 | | | 940 | 697 | -243 | -25.9 |
| 100'000 | | | 1'280 | 938 | -342 | -26.7 |
| 150'000 | | | 4'002 | 3'219 | -783 | -19.6 |
| 200'000 | | | 9'550 | 8'535 | -1'015 | -10.6 |
| 300'000 | | | 21'237 | 20'222 | -1'015 | -4.8 |
| 500'000 | | | 44'624 | 43'609 | -1'015 | -2.3 |
| 1'000'000 | | | 102'396 | 101'821 | -576 | -0.6 |
| 2'000'000 | | | 205'839 | 205'263 | -576 | -0.3 |

Système 4: Double barème

| Revenu brut en francs | | | Couple marié deux revenus sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|---------|--|------------------------------|-------------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 70 | 30 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 26 | 68 | 42 | 161.5 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 114 | 156 | 42 | 36.8 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 202 | 244 | 42 | 20.8 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 376 | 337 | -39 | -10.4 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 640 | 493 | -147 | -23.0 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 932 | 647 | -285 | -30.6 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 3'245 | 2'115 | -1'130 | -34.8 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 8'185 | 5'506 | -2'679 | -32.7 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 19'729 | 15'802 | -3'927 | -19.9 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 42'895 | 38'968 | -3'927 | -9.2 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 100'855 | 97'429 | -3'426 | -3.4 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 204'298 | 201'146 | -3'152 | -1.5 |

Système 4: Double barème

| Revenu brut en francs | | | Couple marié deux revenus sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|--|------------------------------|-------------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 50 | 50 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 26 | 64 | 38 | 146.2 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 114 | 134 | 20 | 17.5 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 202 | 205 | 3 | 1.5 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 376 | 275 | -101 | -26.9 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 640 | 365 | -275 | -43.0 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 932 | 507 | -425 | -45.6 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 3'304 | 1'593 | -1'711 | -51.8 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 8'146 | 4'282 | -3'864 | -47.4 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 19'508 | 15'581 | -3'927 | -20.1 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 42'895 | 38'968 | -3'927 | -9.2 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 100'855 | 97'429 | -3'426 | -3.4 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 204'298 | 201'146 | -3'152 | -1.5 |

Système 4: Double barème

| Revenu brut en francs | | | Concubins deux revenus sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|---------|---------------------------------------|------------------------------|-------------------------------|------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 70 | 30 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 57 | 57 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 105 | 105 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 156 | 156 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 219 | 219 | 0 | 0.0 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 413 | 413 | 0 | 0.0 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 596 | 596 | 0 | 0.0 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 798 | 798 | 0 | 0.0 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 2'478 | 2'762 | 285 | 11.5 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 5'244 | 6'776 | 1'532 | 29.2 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 13'286 | 16'166 | 2'879 | 21.7 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 34'010 | 38'698 | 4'688 | 13.8 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 92'517 | 96'823 | 4'305 | 4.7 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 202'095 | 204'865 | 2'770 | 1.4 |

Système 4: Double barème

| Revenu brut en francs | | | Concubins deux revenus sans enfants | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|-------------------------------------|---------------|----------------------------|------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur | Mesures | Charge en plus ou en moins | |
| | | | Charge en fr. | Charge en fr. | en fr. | en % |
| 100% | 50 | 50 | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 74 | 74 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 142 | 142 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 209 | 209 | 0 | 0.0 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 281 | 281 | 0 | 0.0 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 359 | 359 | 0 | 0.0 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 485 | 485 | 0 | 0.0 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 1'716 | 1'716 | 0 | 0.0 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 4'029 | 4'409 | 380 | 9.4 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 11'117 | 14'951 | 3'834 | 34.5 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 33'170 | 38'711 | 5'541 | 16.7 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 92'517 | 98'058 | 5'541 | 6.0 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 205'158 | 205'157 | -1 | 0.0 |

Système 4: Double barème

| Revenu brut | | | Couple marié de retraités sans enfants | | | |
|-------------|---------------|-----------|--|------------------------------|-------------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 50 | 50 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 83 | 45 | -38 | -45.8 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 183 | 125 | -58 | -31.7 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 355 | 205 | -150 | -42.3 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 655 | 285 | -370 | -56.5 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 996 | 405 | -591 | -59.3 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 1'396 | 565 | -831 | -59.5 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 1'895 | 725 | -1'170 | -61.7 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 6'196 | 2'475 | -3'721 | -60.1 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 12'696 | 7'781 | -4'915 | -38.7 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 25'696 | 20'781 | -4'915 | -19.1 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 51'696 | 46'781 | -4'915 | -9.5 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 114'425 | 110'400 | -4'026 | -3.5 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 229'425 | 225'400 | -4'026 | -1.8 |

Système 4: Double barème

| Revenu brut | | | Concubins retraités sans enfants | | | |
|-------------|---------------|-----------|---------------------------------------|------------------------------|-------------------------------|------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 50 | 50 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 59 | 59 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 136 | 136 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 213 | 213 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 295 | 295 | 0 | 0.0 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 383 | 383 | 0 | 0.0 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 591 | 591 | 0 | 0.0 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 855 | 855 | 0 | 0.0 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 2'553 | 2'754 | 201 | 7.9 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 5'837 | 7'146 | 1'308 | 22.4 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 15'517 | 20'231 | 4'714 | 30.4 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 41'090 | 46'631 | 5'541 | 13.5 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 107'090 | 112'631 | 5'541 | 5.2 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 229'400 | 229'399 | -1 | 0.0 |

Système 4: Double barème

| Revenu brut en francs | | | Personne seule avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|--|-----------------------------------|--------------------------|-------------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | | | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | | | 0 | 93 | 93 | 0.0 |
| 60'000 | | | 89 | 181 | 92 | 103.4 |
| 70'000 | | | 177 | 269 | 92 | 52.0 |
| 80'000 | | | 314 | 385 | 71 | 22.6 |
| 90'000 | | | 553 | 557 | 4 | 0.7 |
| 100'000 | | | 808 | 728 | -80 | -9.9 |
| 150'000 | | | 3'056 | 2'703 | -353 | -11.6 |
| 200'000 | | | 7'990 | 7'625 | -365 | -4.6 |
| 300'000 | | | 19'677 | 19'312 | -365 | -1.9 |
| 500'000 | | | 43'064 | 42'699 | -365 | -0.8 |
| 1'000'000 | | | 101'016 | 101'016 | -1 | 0.0 |
| 2'000'000 | | | 204'459 | 204'458 | -1 | 0.0 |

Système 4: Double barème

| Revenu brut en francs | | | Concubins un revenu avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|--|------------------------------------|--------------------------|-------------------------------|------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | | | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 141 | 141 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | | | 243 | 243 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | | | 475 | 475 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | | | 727 | 727 | 0 | 0.0 |
| 80'000 | | | 983 | 1'030 | 48 | 4.8 |
| 90'000 | | | 1'453 | 1'562 | 109 | 7.5 |
| 100'000 | | | 2'014 | 2'204 | 190 | 9.4 |
| 150'000 | | | 5'559 | 7'476 | 1'917 | 34.5 |
| 200'000 | | | 10'645 | 13'416 | 2'771 | 26.0 |
| 300'000 | | | 22'512 | 25'282 | 2'771 | 12.3 |
| 500'000 | | | 46'259 | 49'029 | 2'771 | 6.0 |
| 1'000'000 | | | 102'579 | 102'579 | 0 | 0.0 |
| 2'000'000 | | | 206'022 | 206'021 | 0 | 0.0 |

Système 4: Double barème

| Revenu brut en francs | | | Couple marié un revenu avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|--|---------------------------------------|--------------------------|-------------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | | | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | | | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | | | 0 | 27 | 27 | 0.0 |
| 60'000 | | | 73 | 115 | 42 | 57.5 |
| 70'000 | | | 161 | 203 | 42 | 26.1 |
| 80'000 | | | 282 | 289 | 7 | 2.5 |
| 90'000 | | | 505 | 425 | -80 | -15.8 |
| 100'000 | | | 760 | 595 | -165 | -21.7 |
| 150'000 | | | 2'944 | 2'307 | -637 | -21.6 |
| 200'000 | | | 7'782 | 6'767 | -1'015 | -13.0 |
| 300'000 | | | 19'469 | 18'454 | -1'015 | -5.2 |
| 500'000 | | | 42'856 | 41'841 | -1'015 | -2.4 |
| 1'000'000 | | | 100'832 | 100'257 | -576 | -0.6 |
| 2'000'000 | | | 204'275 | 203'699 | -576 | -0.3 |

Système 4: Double barème

| Revenu brut en francs | | | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|---------|--|--------------------------|-------------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 70 | 30 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 66 | 108 | 42 | 63.6 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 154 | 195 | 41 | 26.6 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 272 | 273 | 1 | 0.4 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 499 | 375 | -124 | -24.8 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 2'345 | 1'441 | -904 | -38.6 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 6'417 | 3'916 | -2'501 | -39.0 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 17'961 | 14'034 | -3'927 | -21.9 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 41'127 | 37'200 | -3'927 | -9.5 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 99'291 | 95'661 | -3'630 | -3.7 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 202'734 | 199'582 | -3'152 | -1.6 |

Système 4: Double barème

| Revenu brut en francs | | | Couple marié deux revenus avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|--|--------------------------|-------------------------------|-------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 50 | 50 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 66 | 69 | 3 | 4.5 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 154 | 139 | -15 | -9.7 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 272 | 209 | -63 | -23.2 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 499 | 280 | -219 | -43.9 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 2'393 | 1'049 | -1'344 | -56.2 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 6'378 | 3'075 | -3'303 | -51.8 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 17'740 | 13'813 | -3'927 | -22.1 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 41'127 | 37'200 | -3'927 | -9.5 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 99'291 | 95'661 | -3'630 | -3.7 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 202'734 | 199'582 | -3'152 | -1.6 |

Système 4: Double barème

| Revenu brut en francs | | | Concubins deux revenus avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|---------|---------------------------------------|--------------------------|-------------------------------|------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 70 | 30 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 28'000 | 12'000 | 57 | 57 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 35'000 | 15'000 | 105 | 105 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 42'000 | 18'000 | 156 | 156 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 49'000 | 21'000 | 219 | 219 | 0 | 0.0 |
| 80'000 | 56'000 | 24'000 | 383 | 383 | 0 | 0.0 |
| 90'000 | 63'000 | 27'000 | 546 | 546 | 0 | 0.0 |
| 100'000 | 70'000 | 30'000 | 727 | 727 | 0 | 0.0 |
| 150'000 | 105'000 | 45'000 | 2'298 | 2'632 | 334 | 14.5 |
| 200'000 | 140'000 | 60'000 | 4'858 | 6'482 | 1'624 | 33.4 |
| 300'000 | 210'000 | 90'000 | 12'386 | 15'161 | 2'775 | 22.4 |
| 500'000 | 350'000 | 150'000 | 31'508 | 33'925 | 2'418 | 7.7 |
| 1'000'000 | 700'000 | 300'000 | 89'682 | 90'852 | 1'170 | 1.3 |
| 2'000'000 | 1'400'000 | 600'000 | 198'720 | 198'355 | -365 | -0.2 |

Système 4: Double barème

| Revenu brut en francs | | | Concubins deux revenus avec 2 enfants | | | |
|-----------------------|---------------|-----------|---------------------------------------|--------------------------|-------------------------------|------|
| Total | Répartition % | | Droit en vigueur Charge en fr. | Mesures Charge en fr. | Charge en plus ou en moins | |
| | 50 | 50 | | | en fr. | en % |
| 100% | | | | | | |
| 40'000 | 20'000 | 20'000 | 0 | 0 | 0 | 0.0 |
| 50'000 | 25'000 | 25'000 | 37 | 37 | 0 | 0.0 |
| 60'000 | 30'000 | 30'000 | 71 | 71 | 0 | 0.0 |
| 70'000 | 35'000 | 35'000 | 105 | 105 | 0 | 0.0 |
| 80'000 | 40'000 | 40'000 | 141 | 141 | 0 | 0.0 |
| 90'000 | 45'000 | 45'000 | 179 | 228 | 49 | 27.3 |
| 100'000 | 50'000 | 50'000 | 243 | 336 | 93 | 38.3 |
| 150'000 | 75'000 | 75'000 | 1'088 | 1'171 | 83 | 7.6 |
| 200'000 | 100'000 | 100'000 | 2'822 | 2'932 | 110 | 3.9 |
| 300'000 | 150'000 | 150'000 | 8'615 | 10'179 | 1'564 | 18.2 |
| 500'000 | 250'000 | 250'000 | 30'425 | 32'831 | 2'406 | 7.9 |
| 1'000'000 | 500'000 | 500'000 | 89'323 | 91'728 | 2'406 | 2.7 |
| 2'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 203'595 | 203'594 | -1 | 0.0 |

Feuille d'information **Consultation sur le choix du système d'imposition** **des époux**

Quatre systèmes équivalents du point de vue financier

- a) Équivalence au niveau financier (diminution des recettes = 10 % des recettes de l'impôt fédéral direct grevant les personnes physiques; perception pour la période fiscale 2008 = environ 900 millions de manque à gagner)
- b) Meilleure solution possible pour répondre aux exigences du Tribunal fédéral quant au rapport entre les charges des différentes catégories de contribuables.
- c) Prise en considération d'une augmentation des charges pour certaines catégories de contribuables ou de certaines classes de revenus par rapport à la situation actuelle (droit en vigueur en 2006), pour des raisons financières ou de maintien des rapports de charges.

Description des 4 systèmes «équivalents sur le plan financier»

Système 1: Imposition individuelle modifiée (nouveau barème; nouvelle déduction de 5000 francs pour les personnes seules constituant un ménage; nouvelle déduction de 15 000 francs pour les couples à un seul revenu; nouvelle déduction de 3 % du revenu net, plafonnée à 6000 francs, pour les familles monoparentales)

Système 2: Splitting intégral (nouveau barème; diviseur = 2; nouvelle déduction de 3200 francs pour les personnes seules constituant un ménage; nouvelle déduction de 3 % du revenu net, plafonnée à 6000 francs, pour les familles monoparentales)

Système 3: Splitting partiel avec droit d'option (nouveau barème unique; les personnes seules sont imposées individuellement; les personnes seules qui ont leur propre ménage ont droit à une déduction de 2000 francs et les familles monoparentales bénéficient en plus d'une déduction de 3 % du revenu net, au max. 6000 francs; les époux sont en principe imposés selon le splitting partiel avec un diviseur de 1,7; ils ont toutefois la possibilité de demander à être imposés individuellement).

Système 4: Double barème (double barème; déduction plus élevée de 40 % sur le revenu de l'activité ou de la rente le plus bas, avec un plafond à 30 000 francs pour les couples à deux revenus; nouvelle déduction de 5000 francs pour les couples mariés)

Remarque concernant la diminution de recettes

Avec une diminution de recettes d'environ 900 millions (état: période fiscale 2008), chacun des 4 systèmes «coûte» environ le double des mesures immédiates adoptées par le Parlement.

| |
|--|
| <p>Feuille d'information Consultation sur le choix du système d'imposition des époux Imposition individuelle modifiée</p> |
|--|

Dans le système de l'imposition individuelle modifiée, le revenu de l'activité lucrative dépendante et indépendante, les revenus de remplacement ainsi que la fortune commerciale sont attribués à l'époux qui réalise ces revenus ou qui possède cette fortune.

En revanche, les autres biens, le produit de ces biens et les dettes privées sont additionnés et répartis obligatoirement par moitié entre les époux, indépendamment de leur régime matrimonial.

Les éléments suivants ont été pris en compte pour calculer l'imposition individuelle modifiée:

- Nouveau barème unique;
- Déduction des frais d'acquisition, des frais d'assurances et déduction pour enfants (par moitié) selon le droit actuel;
- Déduction pour les personnes seules qui ont leur propre ménage (y compris les familles monoparentales): 5000 francs;
- Déduction pour revenu unique: 15 000 francs pour les époux;
- Déduction pour les familles monoparentales: 3 % du revenu net, au max. 6000 francs.

A. Principaux rapports entre les charges fiscales

| Catégorie | Cadre fixé par le Tribunal fédéral | Catégorie | Résultat |
|---------------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------|
| Couples mariés à deux revenus (50:50) | = | Concubins à deux revenus (50:50) | OK En vertu du système ! |
| Couples mariés à deux revenus (70:30) | = | Concubins à deux revenus (70:30) | OK En vertu du système ! |
| Couples mariés à deux revenus (70:30) | <= | Couples mariés à un seul revenu | OK (- 10 à - 40 % env.) |
| Couples mariés à un seul revenu | < | Personnes seules | OK (- 20 à - 60 % env.) |
| Couples mariés à deux revenus (50:50) | > | 2 ménages (personnes seules) | OK (+ 25 à + 85 % env.) |

B. Surcroît de charges (par rapport au droit en vigueur en 2006)

- Familles monoparentales: tous les revenus
- Concubins: revenus moyens / revenus élevés

C. Allégements (par rapport au droit en vigueur en 2006)

- Couples mariés à deux revenus: revenus moyens / revenus élevés
- Couples de retraités mariés: tous les revenus

Feuille d'information
Consultation sur le choix du système d'imposition des époux
Splitting complet (diviseur = 2)

Le splitting complet consiste à imposer le revenu global du couple au taux correspondant à la moitié de ce revenu.

Les éléments suivants ont été pris en compte pour calculer l'imposition avec splitting complet:

- Nouveau barème unique;
- Déduction des frais d'acquisition du revenu, des frais d'assurance et déduction pour enfant: selon le droit actuel;
- Déduction pour les personnes seules qui ont leur propre ménage (y compris les familles monoparentales): 3200 francs;
- Déduction pour les familles monoparentales: 3 % du revenu net, au max. 6000 francs.

A. Principaux rapports entre les charges fiscales

| Catégorie | Cadre fixé par le Tribunal fédéral | Catégorie | Résultat |
|---------------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|
| Couples mariés à deux revenus (50:50) | = | Concubins à deux revenus (50:50) | OK En vertu du système ! |
| Couples mariés à deux revenus (70:30) | = | Concubins à deux revenus (70:30) | pas OK (- 30 à - 45 % env.) |
| Couples mariés à deux revenus (70:30) | <= | Couples mariés à un seul revenu | OK En vertu du système =* |
| Couples mariés à un seul revenu | < | Personnes seules | OK (- 60 à - 80 % env.) |
| Couples mariés à deux revenus (50:50) | > | 2 ménages (personnes seules) | OK (+ 15 à + 60 % env.) |

(* Il subsiste une légère différence due aux déductions pour frais d'acquisition du revenu plus élevées pour les couples mariés à deux revenus)

B. Surcroît de charges (par rapport au droit en vigueur en 2006)

- Familles monoparentales : tous les revenus
- Personnes seules: tous les revenus
- Concubins: tous les revenus

C. Allégements (par rapport au droit en vigueur en 2006)

- Couples mariés à un revenu: tous les revenus
- Couples mariés à deux revenus: tous les revenus
- Couples de retraités mariés: tous les revenus

| |
|--|
| <p>Feuille d'information Consultation sur le choix du système d'imposition des époux Splitting partiel (diviseur = 1,7) avec droit d'option</p> |
|--|

Dans le système du splitting partiel avec droit d'option, les époux ont le choix entre deux variantes d'imposition: d'une part, une imposition fondée sur un splitting partiel (diviseur = 1,7) et, d'autre part, une imposition individuelle pure (droit d'option pour les couples mariés). Un seul barème s'applique à tous les contribuables.

Tous les couples non mariés sont imposés individuellement. Les personnes seules qui ont leur propre ménage ont droit à une déduction de 2000 francs. Les familles monoparentales bénéficient en plus d'une déduction de 3 % du revenu net, au max. 6000 francs.

A. Principaux rapports entre les charges fiscales

| Catégorie | Cadre fixé par le Tribunal fédéral | Catégorie | Résultat |
|---------------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|--|
| Couples mariés à deux revenus (50:50) | = | Concubins à deux revenus (50:50) | OK Exercice du droit d'option ! |
| Couples mariés à deux revenus (70:30) | = | Concubins à deux revenus (70:30) | OK / pas OK Exercice du droit d'option* (- 10 à - 30 % env.)** |
| Couples mariés à deux revenus (70:30) | <= | Couples mariés à un seul revenu | OK (- 5 à - 20 % env.) |
| Couples mariés à un seul revenu | < | Personnes seules | OK (- 50 à - 75 % env.) |
| Couples mariés à deux revenus (50:50) | > | 2 ménages (personnes seules) | OK (+ 10 à + 30 % env.) |

* En cas d'exercice du droit d'option dans le cadre des revenus élevés: OK

** Dans le cadre des bas revenus et des revenus moyens: pas OK

B. Surcroît de charges (par rapport au droit en vigueur en 2006)

- Familles monoparentales : tous les revenus
- Personnes seules: tous les revenus
- Concubins: tous les revenus

C. Allégements (par rapport au droit en vigueur en 2006)

- Couples mariés à un revenu: tous les revenus
- Couples mariés à deux revenus: tous les revenus
- Couples de retraités mariés: tous les revenus

| |
|---|
| <p>Feuille d'information Consultation sur le choix du système d'imposition des époux Nouveau double barème</p> |
|---|

Le nouveau double barème permet de conserver le système de la taxation commune fondée sur deux barèmes distincts. Les échelons du barème ont toutefois été revus et redéfinis sur la base des éléments suivants:

- Une déduction pour couple à deux revenus (revenu de l'activité lucrative ou rentes) de 40 %, plafonnée à 30 000 francs, et
- Une déduction pour les personnes mariées de 5000 francs.

A. Principaux rapports entre les charges fiscales

| Catégorie | Cadre fixé par le Tribunal fédéral | Catégorie | Résultat |
|---------------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|----------------------------|
| Couples mariés à deux revenus (50:50) | = | Concubins à deux revenus (50:50) | OK (+/- 4 %) |
| Couples mariés à deux revenus (70:30) | = | Concubins à deux revenus (70:30) | NON (- 20 % environ) |
| Couples mariés à deux revenus (70:30) | <= | Couples mariés à un seul revenu | OK (- 30 à - 35 % environ) |
| Couples mariés à un seul revenu | < | Personnes seules | OK (- 50 % environ) |
| Couples mariés à deux revenus (50:50) | > | 2 ménages (personnes seules) | OK (+/- 4 %) |

B. Surcroît de charges (par rapport au droit en vigueur en 2006)

- Personnes seules: revenu élevé
- Couples de concubins: revenu élevé

C. Allégements (par rapport au droit en vigueur en 2006)

- Couples mariés à un seul revenu: revenu élevé
- Couples mariés à deux revenus: revenu moyen / revenu élevé
- Couples de retraités mariés: tous les revenus